

Collections du LIVRE NATIONAL

Série

publiée sous la direction de

L'ASSASSINAT DU MARQUIS DE MORÈS



L'AFFAIRE CADIOU

(L'introuvable assassin)

Dans le courant du mois de janvier 1913, la police fut avertie que M. Louis Cadiou, ancien avoué, administrateur de l'usine de cellulose de la Grand'Palud, près de Landerneau, avait disparu dans des conditions plutôt mystérieuses.

M. Cadiou, qui habitait Paris, se rendait fréquemment à Landerneau (*Matin* du 5 février 1913). Il se trouvait dans cette localité les derniers jours de décembre et il avait été vu, pour la dernière fois, par la femme de ménage, M^{me} Léost, dans la matinée du 30. Vêtu d'un élégant costume de sport, il s'apprêtait à sortir.

— Je partirai peut-être ce soir, dit-il à sa domestique, mais rien n'est moins certain. Achetez donc du lait comme d'habitude. S'il ne me sert pas demain pour mon petit déjeuner, je le boirai ce soir avant de prendre le train.

Le lendemain, M^{me} Léost n'ayant pas revu son patron, s'en vint, suivant son habitude, le réveiller. Elle frappa à la porte, à plusieurs reprises, et comme on ne lui répondait pas, elle appuya sur le loquet ; la porte s'ouvrit. La chambre était vide et la femme de ménage constata que le lit n'avait pas été défait.

Elle ne s'en alarma nullement, car elle savait que M. Cadiou s'absentait fréquemment sans la prévenir et elle pensa qu'il avait été rappelé à Paris ou ailleurs et qu'il n'avait pas eu le temps de l'en prévenir.

Or, l'administrateur de l'usine de la Grand'Palud ayant annoncé à sa femme qu'il rentrerait à Paris le 31 décembre, M^{me} Cadiou s'était rendue au-devant de lui, à la gare Montparnasse. Mais, à son vif désappointement, son mari n'était pas dans le train de Bretagne.

Bientôt, son étonnement allait se changer en une vive angoisse. En effet, non seulement, en rentrant chez elle, elle ne trouvait ni lettre, ni dépêche pour lui expliquer ce retard et la rassurer, mais, au bout de quarante-huit heures, elle était encore sans nouvelles de son mari.

Pleine d'inquiétude, elle se rendait chez M. Le Cloarec, député de Morlaix, et lui faisait part de ses inquiétudes d'autant plus grandes que le disparu avait de nombreux ennemis et qu'elle craignait que ceux-ci ne l'eussent attiré dans quelque guet-apens, afin de se débarrasser de lui.

Immédiatement, M. Le Cloarec se rendait rue des Saussaies et demandait au directeur de la Sûreté générale de faire rechercher M. Cadiou.

Ce haut fonctionnaire envoyait immédiatement à Landerneau deux inspecteurs qui commençaient leur enquête.

Tout d'abord, elle ne donnait aucun résultat. « Interrogé par eux, M. Pierre, directeur technique de la Grand'Palud (*Matin* 5 février), déclarait qu'il avait vu M. Cadiou pour la dernière fois à l'usine le 29 décembre. »

Un autre témoin, M^{me} Guémeneur, affirmait, au contraire, que c'était le 30 que M. Cadiou s'était rendu à l'usine.

Au milieu de ces premières contradictions, les deux limiers démêlaient cependant une vérité, c'est que personne n'avait vu M. Cadiou regagner la ville de Landerneau.

Pendant qu'ils se livraient à des investigations, sur l'ordre et sous le contrôle des commissaires spéciaux de Brest, la gendarmerie se mettait en mouvement : des battues étaient organisées aux alentours, dans les bois, à travers la campagne ; les haies touffues étaient soigneusement visitées, des sondages étaient même pratiqués dans la rivière dite l'Étern ; mais toutes ces recherches demeuraient sans résultat. Le Parquet de Brest, de plus en plus convaincu qu'il ne s'agissait pas d'un crime mais plutôt d'une fugue, se disposait à classer l'affaire, lorsqu'un événement aussi romanesque qu'inattendu, s'en vint considérablement modifier l'opinion de la justice.

M^{me} Cadiou qui, la veille encore, avait annoncé qu'elle offrait une prime de dix mille francs à la personne qui découvrirait le corps de son mari, et qui, ainsi qu'on le voit, n'avait pas cessé d'être persuadée que celui-ci avait été assassiné, recevait, d'une de ses cousines, qui habitait Paris, l'avis qu'une de ses amies, en relations avec une somnambule de Nancy, M^{me} Hoffmann, était allée consulter la voyante et que celle-ci lui avait fait la déclaration suivante :

— M. Cadiou a été tué près de son usine. Il y a deux assassins, l'un, grand, barbu et châtain ; l'autre, plus petit. Ce dernier faisait le guet, tandis que son compagnon, après avoir fait tomber M. Cadiou avec une carole, l'assommait.

« Le premier coup a été porté sur la tête, à gauche. Cherchez aux environs, à droite du moulin, pas dans l'eau, mais dans les bois. Le corps est enterré sous très peu de terre. »

Fort justement, M^{me} Cadiou se dit que si elle transmettait cette information au procureur de la République, celui-ci, peu soucieux de donner suite à ces histoires de somnambules, n'y accorderait aucune attention.

Mais comme elle était décidée à ne rien négliger pour obtenir la vérité, elle communiquait immédiatement à son beau-frère, M. Jean-Marie Cadiou, tanneur à Brest, les renseignements qui lui avaient été transmis par sa parente, et elle le priait instamment de bien vouloir en vérifier l'exactitude.

« Un bâton à la main, il fouillait tous les buissons voisins du moulin et, notamment, les bois de M. Vacheron, maire. Vers dix heures, il arrivait dans un étroit sentier, encaissé entre deux talus et aboutissant à un ruisseau. Écartant avec son bâton les branches de houx et de genêts, il arrivait au pied d'un orme, où la terre lui parut avoir été remuée depuis peu. »

Lire la suite dans le N° 20 de **CRIMES et CHATIMENTS**

L'AFFAIRE CADIOU (L'introuvable assassin)

Nombreuses illustrations de MAURICE TOUSSAINT

qui sera mis en vente partout le **MERCREDI 2 DÉCEMBRE**

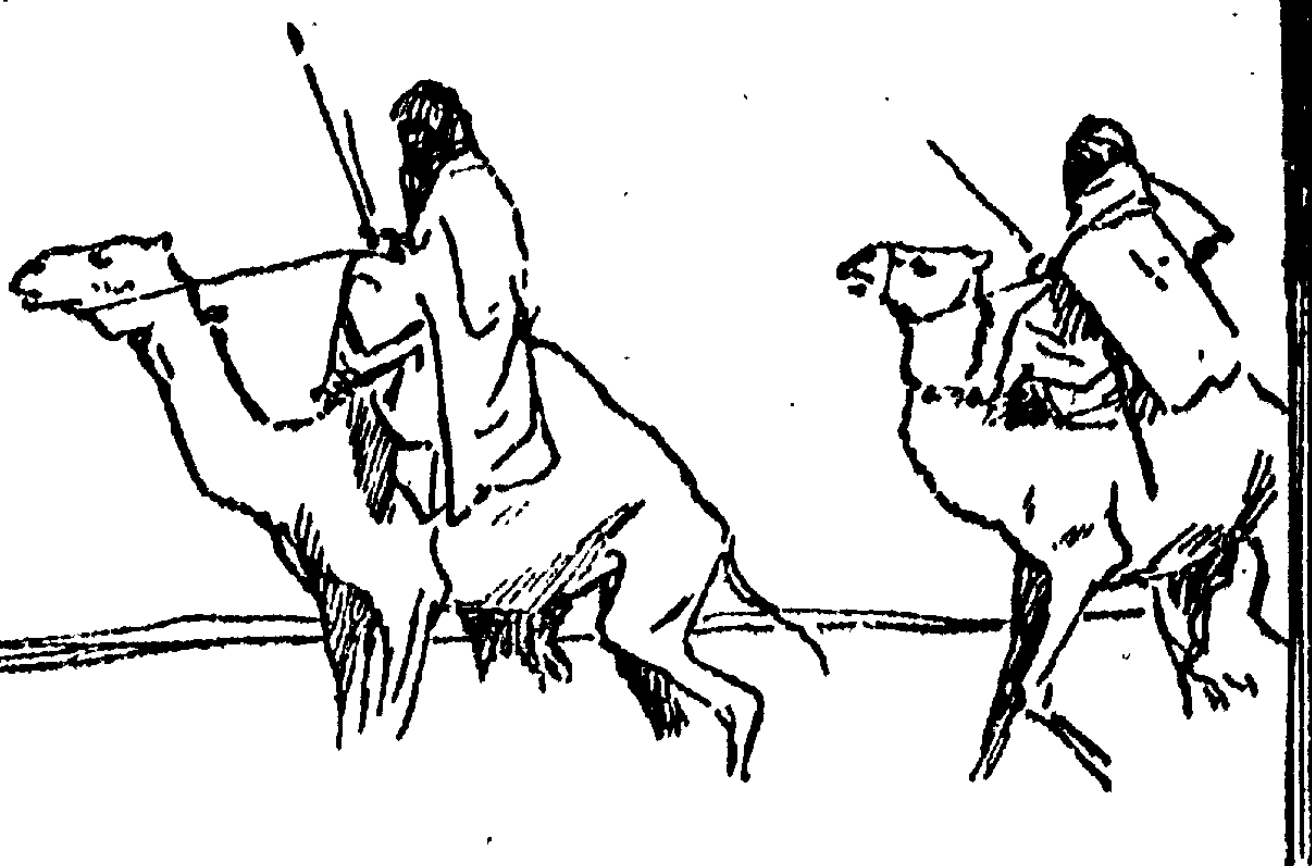
Prix de

L'OUVRAGE COMPLET

1.50

- ~~~~~ Déjà parus : ~~~~~
- N° 1. **LANDRU**
— 2. **L'ASSASSINAT du COURRIER de LYON**
— 3. **MESTORINO**
— 4. **L'AFFAIRE FUALDÈS**
— 5. **L'AFFAIRE BESSARABO**
— 6. **BONNOT, GARNIER et C^{ie}**
— 7. **L'AFFAIRE LAFARGE** (Le Mystère du Glandier)
— 8. **GUYOT L'ETRANGLEUR**
— 9. **L'AFFAIRE BOUGRAT**

- N° 10. **MATA-HARI**
— 11. **LE DRAME DES CHAUFFEURS**
— 12. **SEZNEC A-T-IL ASSASSINÉ ?**
— 13. **L'AFFAIRE GOUFFÉ**
— 14. **LA POMMERAIS** (Un Médecin empoisonneur)
— 15. **LES SECRETS DE BOLO RÉVÉLÉS**
— 16. **UN GRAND SEIGNEUR ASSASSIN**
— 17. **PRADO ou LE TUEUR DE FILLES**
— 18. **LACENAIRE ou Le Napoléon des bandits**



L'ASSASSINAT DU MARQUIS DE MORÈS

UN CARACTÈRE. — ORIGINES DE MORÈS. — SA JEUNESSE ET
SES APTITUDES. — PREMIÈRES AVENTURES. — VISÉES SUR
L'ASIE. — RETOUR EN FRANCE. — « LA FRANCE AUX FRAN-
ÇAIS ». — UN GRAND PARTI POPULAIRE. — « ROTHSCHILD, A
NOUS DEUX ! »

L'homme dont nous allons vous raconter aujourd'hui l'extraordinaire épopée que devait terminer une mort à la fois des plus grandioses et des plus tragiques, appartient à la fois à l'histoire et à la légende.

Certains qui l'ont mal connu et passionnément jugé, ont voulu voir en lui une sorte d'aventurier moderne, impulsif, courageux, mais dénué du sens des réalités et uniquement épris de coups d'estoc et de taille. Jugement superficiel, erroné entre tous, inspiré par le parti pris politique ou par l'ignorance ! Car lorsqu'on se penche sur la vie, sur le caractère du marquis de Morès et qu'on étudie impartialement son cerveau, son cœur, son esprit, son tempérament, sa nature, lorsqu'on se donne la peine d'analyser le mobile et la portée de ses actes, la plus stricte impartialité nous oblige à reconnaître que Morès fut avant tout le héros, le chevalier, le paladin sans peur et sans reproche qu'un Duguesclin ou un Bayard eussent été fiers d'armer de leurs mains.

« Le marquis de Morès, nous dit M^e de Las Cases dans l'admirable plaidoirie qu'il devait prononcer devant la chambre criminelle de Sousse et dont nos lecteurs, au cours de ce récit, auront l'occasion de lire de nombreuses citations, le marquis de Morès n'était pas un impulsif, comme on l'a trop souvent répété, c'était un volontaire. Le cerveau chez lui valait le bras et il concevait d'abord froidement ce qu'ensuite il exécutait bravement. Comme le corps, l'intelligence et le cœur étaient chez lui de qualité supérieure.

« Son esprit n'était pas non seulement vif, il était puissant. Il s'assimilait rapidement et de ce travail, surgissaient des idées neuves, personnelles, originales, frappées au coin d'une pénétration presque géniale.

« C'était un Français !... Il l'était par la race, par les qualités, par le cœur. Sa vue même le définissait. Sa taille haute, son front large, ses yeux clairs, sa bouche nette, son menton volontaire, son profil césarien, indiquaient son énergie et son courage, ce courage, qui, d'après le beau mot du maréchal Davoust, « n'est que le sentiment de sa propre force ».

« Tireur impeccable, cavalier infatigable, d'une endurance qui dépassait toute l'imagination, il avait développé toutes ses qualités physiques, non par snobisme, mais pour l'utilité pratique qu'il comptait en retirer.

« Son cœur était d'une bonté exquise. On l'aimait, car il respirait la tendresse et l'amour ; non cet amour

efféminé et dolent qui est le trait des âmes alanguies, mais cet amour viril, agissant, actif, que Victor Hugo définissait d'un vers :

Les vrais cœurs de lion sont les vrais cœurs de père !

« Il adorait ses enfants, son espoir, sa joie, comme il adorait l'épouse qui les lui avait donnés et qui était bien la compagne idéale qu'il fallait à un Morès, réunissant harmonieusement en elle l'énergie d'une héroïne à la douce et séduisante tendresse de la femme.

« Morès n'était pas seulement de son temps ; il reliait son siècle au siècle écoulé. Comme citoyen, trois amours ont résumé sa vie. L'amour de la religion, l'amour de la Patrie, l'amour du peuple. Par les deux premiers, il était peut-être du passé ; par le troisième, il était de l'avenir. »

Avant d'entamer l'histoire de ce drame quelque peu oublié de nos jours, mais qu'il nous a paru utile de faire connaître, donnons quelques rapides détails sur celui qui en fut le héros.

Morès descendait d'une très noble et très illustre famille espagnole, les Vallombrosa. Depuis longtemps déjà, elle était devenue française et avait su s'assimiler promptement les qualités de notre race qui, jointes à celles d'un atavisme plusieurs fois séculaire, en avaient fait une très pure et une très haute lignée.

Dès son plus jeune âge, Morès s'était senti une âme de soldat. Il existe de lui, lorsqu'il avait quatre ans, un portrait qui le représente « beau, les cheveux bouclés, un doux et prenant sourire sur les lèvres et jouant avec un petit fusil à baguette. On devine déjà en lui le Français, l'homme de courage et de gaieté, le soldat. »

En effet (1), « élevé à la française comme un clerc du seizième siècle, il apprend au collège à traduire médiocrement Horace et Virgile, Sophocle et Thucydide ; puis, à vingt ans, il entre à Saint-Cyr. Ayant suivi, à l'Ecole Militaire, quelques cours d'histoire sur les grandes guerres de fortifications, de tact et d'artillerie, il quitte bientôt l'armée. Deux ans, il s'enorgueillissait de porter l'épaulette, il n'était point de ceux qui se contentent des besoins d'une vie de garnison, était avant tout assoiffé d'action. »

(1) Les assassins de Morès, par J. les Delahaye, B.N. VOLUMES 6

Editeurs

A12142

Copyright
by Jules Tallandier
1932

Tous droits de traduction, de reproduction et
d'adaptation réservés pour tous les pays y com-
pris la Suède et la Norvège.

45 2580 (19)

Au début du siècle, il eût été maréchal de France à trente ans; à son époque, il n'eût peut-être été que capitaine à quarante.

Mais ce n'était nullement cette raison qui l'avait poussé à briser le cadre dans lequel déjà il étouffait; il avait des ambitions plus hautes que celles qui consistent à ajouter des galons à son képi. Il voulait utiliser toutes les forces qu'il sentait en lui. L'exercice dans une cour de quartier ou de désuètes manœuvres dans la campagne étaient vraiment insuffisantes à leur donner libre cours.

Que va-t-il faire? Il commença par regarder autour de lui. Paris ne l'intéressa pas, il le trouve beau, trop beau, peut-être, trop brillant d'une lumière dont il a si vite compris l'artifice.

Les gens du monde — le sien — dont il déplore l'existence morne et vide, l'éloignent plutôt qu'ils ne l'attirent. La politique?... Pour toutes sortes de raisons, infiniment respectables, il ne saurait s'entendre avec ceux qui la dirigent. Quant à l'opposition, il la trouve trop somnolente, trop indécise, trop égoïstement occupée à sauvegarder ses intérêts de personnes pour essayer de la sortir de la torpeur grondeuse dans laquelle elle se maintient.

Les affaires? Pourquoi pas, mais pas en France ni même en Europe, l'Amérique le tente. Il a l'impression que là-bas, il va trouver le terrain qui lui convient, c'est-à-dire celui où le succès est en proportion avec l'effort et ne peut s'obtenir qu'au prix d'une lutte énergique et opiniâtre.

Alors, dans une banque où sa famille a de gros intérêts, il s'initie « au secret des changes ». Mais, il n'est pas l'homme des bureaux; aussi ne s'y attarde-t-il guère.

Le voilà parti, en 1882, pour les batailles de ses rêves.

Il crée, comme d'un coup de baguette (1), la Northern Pacific Refrigerator Car Company, société d'abattoirs, d'usines et d'entrepôts frigorifiques pour la conservation des viandes échelonnées le long de la ligne septentrionale du Pacifique. Puis, il s'en va élever des troupeaux de bœufs et de moutons, construire une usine et alentour une église, une école, une city, à laquelle il donne le nom de sa femme, Médora. Il mène la vie de ranchman, de commerçant et de chasseur au cours de laquelle il déploie une activité, une endurance et un sens des affaires tel qu'il provoque rapidement, autour de lui, d'après jalousies et des inimitiés féroces.

En effet, dans ces régions isolées, neuves, le cow-boy régnait encore en maître. Quand il avait dit ou écrit à l'étranger qui s'aventurait à devenir son voisin: « Va-t'en, tu me gênes! », l'étranger, sous peine de recevoir un coup de fusil, devait disparaître; car il n'existait pas de police en ces contrées lointaines. Un comité de vigilance constitué par les rares propriétaires et colons du pays était la seule force publique à laquelle un éleveur molesté pouvait avoir recours; empressons-nous de dire que ce comité se réunissait très rarement, agissait encore moins et qu'il n'intimidait nullement ceux dont il devait en principe, réprimer les excès.

Or, il advint qu'un jour de l'année 1885, le marquis de Morès reçut de la part des cow-boys, furieux de voir l'extension prise par son exploitation, l'injonction d'avoir à vider la place dans le plus bref délai. Fièrement, Morès leur répliquait:

— Un gentilhomme français fait vider la place aux autres.

Le lendemain, trois cow-boys, véritables géants, armés jusqu'aux dents, se présentaient devant la maison du marquis et commençaient à diriger sur elle le feu de leurs carabines. Morès ripostait, tuait un de ses agresseurs et blessait les deux autres; nul n'osa plus l'attaquer.

Cependant, Morès n'allait pas demeurer longtemps dans ce pays. En effet, malgré son aspect florissant, son entreprise, financièrement du moins, était loin d'être prospère. Pourtant, il faisait le travail de plusieurs hommes; il possédait un personnel fort bien entraîné, des chevaux robustes, des voitures solides pour la livraison de ses produits. Son bureau était un modèle de netteté et d'ordre. Il donnait ses instructions avec une clarté et une précision saisissantes, il imposait le respect et l'affection à tous ceux qui l'entouraient.

(1) Les assassins de Morès, par Jules Delahaye.

« A cette époque, écrivait M. Jules Delahaye, bibliographe du marquis de Morès, et dont le beau livre, *Les Assassins et les Vengeurs de Morès*, nous a fourni de si précieux détails, il existait à New-York trois grandes boucheries de détail où il vendait une grande quantité de viande à des prix bien au-dessous du cours. Mais il avait pour concurrents les maisons Armour et Co, Swift and Co, Hammond et Co, avec des millions de capital. Alors il songea à créer une société coopérative, ayant pour but de supprimer les bénéfices de ses intermédiaires en mettant le consommateur en relation directe avec le producteur.

« Quelques amis ayant étudié le projet et l'ayant trouvé pratique, le marquis provoqua une réunion à Manhattan college. De nombreuses personnalités y assistèrent, parmi lesquelles on remarquait M. Eugène Kelly, un des principaux banquiers de New-York, et M. Alex Patrick Ford, éditeur et propriétaire du grand journal *Irish World*. Morès obtint un grand succès. M. Ford proposa la formation d'une société de cent mille membres, avec des parts de cinquante francs chacune. Comme, parmi les actionnaires, il devait y avoir beaucoup d'ouvriers, qui y trouvaient une notable diminution des frais de l'existence, le marquis leur fit plusieurs conférences dans ses bureaux de Wall Street.

« L'affaire allait son train... Mais comme le marquis voulait conserver la présidence du conseil de la société, il avait besoin d'un certain capital. Il semblait à ne pas douter que ses parents d'Europe ne lui fournissent les fonds nécessaires. Il fut déçu. Il ne réussit pas à leur inspirer son optimisme et la confiance que lui accordaient les étrangers; c'est à ce refus qu'on doit attribuer l'échec de cette admirable entreprise.

« Il écrivait alors à un de ses amis:

« Je suis profondément accablé de ces pertes d'argent; je me blâme de m'être cru plus fort et meilleur que les autres, mais, patience, tout chemin a son tournant; un homme sans ambition n'est bon à rien... Il faut un but toujours plus haut... J'ai vingt-sept ans, je suis fort comme un cheval, je veux gagner la partie, je suis prêt à recommencer... La vie n'a jamais compté pour moi.

Il liquide son industrie, il dit adieu à l'Amérique. Va-t-il retourner en France? Non, car il sent, pour l'instant du moins, qu'il n'a rien à y faire. Alors il tourne ses visées sur l'Asie. Il croit qu'aux Indes et, surtout, au Tonkin, à peine pacifié, il trouvera l'occasion d'exercer ses aptitudes et ses qualités de colonisateur.

Il commence par étudier les chemins de fer dans les Indes anglaises et, entre temps, chasse les grands fauves dans le delta du Gange et au pied de l'Himalaya, en compagnie du duc d'Orléans et du prince Henri.

Rappelé en France en 1889 pour y accomplir une période de service militaire, il va en profiter pour préparer l'œuvre qu'il rêve de réaliser au Tonkin, notre colonie à peine naissante.

« Ouvrir le flanc de la Chine au commerce français, devancer l'Angleterre sur le plus fructueux des marchés de l'Asie, à l'aide d'une voie ferrée allant de la mer par la vallée du Song-Ki-Kong à la frontière du Quang-Si, et plus tard jusqu'au Yunnan; sortir des routines administratives afin d'aboutir au plus vite et, pour cela, introduire sur notre nouveau domaine, les méthodes d'initiative privée, de l'Angleterre et de l'Amérique: tel était le plan du marquis.

« Des concessions de terrains le long de la ligne pour couvrir de ses frais la société de construction, et lui procurer dans l'avenir une barre de transaction: Morès ne sollicitait rien de plus de la Métropole.

« Mais il lui faut des fonds, des fonds considérables, comme entrée de jeu. »

— Il faut que je fasse de l'argent, disait-il, car je ne puis laisser ma maison tomber? Malheureusement, depuis cinq cents ans, nous avons été des soldats et il est difficile de changer les vieux instincts de la race.

Il prévoyait juste, car son père, le duc de Vallombrosa, lui refusait le moindre concours financier, traitant d'utopies les audacieux projets de son fils.

Un riche entrepreneur, très intéressé par ces idées, apportait à Morès les fonds qui lui manquaient. Après avoir obtenu de M. Goblet, président du conseil, une introduction et un appui auprès des autorités civiles et militaires de nos colonies d'Extrême Orient, le hardi pionnier quittait Paris le 21 octobre 1888.

En novembre, il débarquait à Hong-Kong d'où, après

s'être initié au fonctionnement des ports francs, il gagnait Haiphong et, de là, Hanoi, où le gouverneur du Tonkin, M. Richaud, entièrement acquis à ses projets, lui réservait le plus chaleureux accueil.

« Sans tarder, le marquis se met à l'œuvre. Avec trois ingénieurs et un secrétaire, il explore le pays de Hanoi à Langson, couche dans les villages et les postes militaires ou campe dans les forêts vierges de bambous, lève ses plans, pousse jusqu'à That-Ké et Bini, point de pénétration de son chemin de fer en Chine, tient en respect les pirates et les tigres qui infestent les frontières, puis revient sur ses pas, exécute les mêmes opérations de That-Ké à Tien-Yen, où il trace le dessin d'un dock et d'un port.

« Confirmés dans leurs vues et leur entente par l'avis favorable des hommes de l'art et d'un comité technique, de qui semblait dépendre le sort de leurs projets, le gouverneur et le marquis n'attendaient que l'approbation, quasi promise à Paris, pour commencer leurs travaux, lorsqu'une note sans explication vint leur apprendre, au contraire, le revirement des premières dispositions du gouvernement. En une heure, une intrigue de M. Constans, ancien ministre plénipotentiaire de la République à Pékin et en Indo-Chine, avait sapé tous leurs efforts.

« Le coup fut rude pour Morès. De nouveau l'occasion et les moyens de travailler pour les siens et pour lui-même étaient brutalement enlevés, comme si une force mystérieuse le ramenait vers sa destinée. C'étaient les gouvernants de son pays, après sa propre famille, c'étaient ses protecteurs et ses appuis naturels, qui, cette fois encore, l'évinçaient de besognes intéressées et rémunératrices.

« Rester oisif, il n'y songea pas un jour. L'eût-il voulu, qu'il ne l'eût pu. Le mouvement, voire la fatigue, étaient pour sa santé morale comme pour sa santé physique, une hygiène et une nécessité. Le repos, le remords se confondaient dans sa conscience. A quoi consacrer désormais l'exubérance des forces dédaignées ou stérilisées par ses pairs, sinon à la foule des déshérités, des faibles, voués comme lui à l'impuissance ? La logique de sa nature et les vicissitudes qu'il traversait en même temps que la France le jetaient dans la mêlée des partis.

Convaincu qu'à son époque, le meilleur moyen pour un pays de se développer, de s'agrandir et d'acquérir le prestige et l'influence n'est point la guerre des champs de bataille où la victoire coûte quelquefois aussi cher à celui qui la remporte qu'à celui qui la perd, mais que le vrai terrain de lutte est le terrain économique, Morès allait diriger son incomparable activité intellectuelle vers l'étude des grands problèmes sociaux et vers leur rapide solution.

« Animé d'un amour sincère et profond pour le peuple, il n'allait pas tarder, nous dit M. de Las Cases, à devenir un admirable tribun, manieur d'hommes. Son éloquence, aussi, était à part. Loin de lui les vaines déclamations, les périodes pauvrement sonores, ces épithètes sous la richesse factice desquelles on dissimule la misère de la pensée.

« Loin de lui les attitudes et les gestes du rhéteur qui songe avant tout à mendier des applaudissements ! Droit, tête haute, la main dans la poche de son gilet, les yeux élevés comme éclairés par un reflet céleste, il parlait ferme, net, intrépidement, comme chargeaient ses intrépides aïeux, à la fin de la victoire. Il conquérait son auditoire non par ces cajoleries intéressées, ces rances flagorneries et ces écœurantes courtoiseries qui constituent la défroque de nos tribuns démagogues, mais par la sincérité de ses convictions et la puissance d'amour qui émanait de toute son âme.

« Qu'étudiait-il, que traitait-il dans ces réunions ? Morès avait été très ému de cette grave question de la répartition des richesses. Pourquoi des riches ? Pourquoi des pauvres ? Pourquoi ceux-ci ont-ils toutes les jouissances de la vie ? Pourquoi ceux-là toutes les charges et tous les devoirs ? N'était-il pas possible d'égaliser les positions.

Morès se pose le problème et, après se l'être posé, comme toute chose, simplement, clairement, il l'étudie avec méthode. Il ne s'enlise point dans la vaine érudition d'un passé à jamais mort. Il tâte le pouls de son siècle. Il constate les luttes sociales qui le divisent. Il en cherche la cause et le remède. Il ne se montre ni retardataire ni utopiste, aussi éloigné des chimères fantaisistes de quelques novateurs inconsi-

dérés que des routines ankylosées de certains traditionalistes à outrance.

Homme d'action avant tout, il le demeurera par-dessus tout. Il obtient de grands succès populaires. Au bout de quatre ans, il est devenu « l'entraîneur de foule, le meneur d'assaut, le plus honni, le plus aimé, le plus redoutable et le plus redouté de son temps. »

— Vivre comme le monde souffre, s'écrie-t-il, et trouver naturel qu'un homme vive au dépend des autres, cela je ne le puis. Je suis né au sommet de l'échelle et je suis descendu jusqu'en bas. Je ne m'en plains pas, je saurai ce qu'on souffre là et l'effort qu'il faut faire pour remonter jusqu'en haut.

Il se dit républicain et socialiste ; mais loin de flatter les appétits de ses auditeurs, tout en leur montrant ce que sont leurs droits aux riches aussi bien qu'aux pauvres, il ne cesse jamais de répéter quels sont leurs devoirs, et ne manque jamais d'établir une distinction aussi nette qu'absolue « entre le bien acquis par le travail ou l'épargne et les razzias financières, les accaparements, les usures et tous les autres services des hauts forbans de la Bourse ».

Son but, c'est « de hâter l'union de tous les spoliés contre les spoliateurs, les représailles de la propriété contre le vol, la restitution des richesses injustifiables aux misères imméritées » ; et c'est ainsi qu'il réussit à grouper autour de lui un grand nombre d'ouvriers des faubourgs et la jeunesse dorée des cercles et salons qui se distraient à le suivre dans ce qu'ils appelaient la « fosse aux lions » !

— Camarades, s'écriait-il dans une réunion à Neuilly, l'heure est sombre, la France a besoin de tous les dévouements... Voulez-vous que nous combattons encore côte à côte comme au temps où gentilhommes et plébéiens mêlaient leur sang sur les champs de batailles pour constituer la Patrie française, que le métèque est en train de détruire ?

Paris ne suffit pas à son champ d'activité. Il parcourt la province, il organise des meetings il souffle la révolution des terriens contre les nomades, des honnêtes gens contre les parlementaires, des penseurs libres contre les sectaires. Et c'est alors qu'il lance la formule qui concrétise à merveille toute sa politique : *La France aux Français*.

« A la vérité, nous dit M. Jules Delahaye, dans ce milieu exaspéré par la souffrance, l'envie et la haine des professionnels de l'anarchie où, presque seul contre tous, il se plaisait à affronter les invectives, les gaudailleries et les violences, il ne fut pas sans se laisser aller à des outrances de paroles qui, parfois, justifiaient la malveillance, des confusions et des critiques. »

Impliqué par M. Constans, ministre de l'Intérieur, dans un complot socialo-anarchiste, arrêté en même temps que Louise Michel, Zévaco, Prévost, Gégout, Malato, Jean Grave, etc., etc., il passe en police correctionnelle et il est condamné comme *agent royaliste*, à trois mois de prison.

Dès sa sortie de Sainte-Pélagie, il s'écrie dans une réunion publique où il est acclamé par plus de deux mille assistants :

— Il y a trois millions de repris de justice ; la plupart devraient être réhabilités !

Et il ajoute :

— Il serait aussi puéril d'attendre de la féodalité financière d'aujourd'hui l'émancipation sociale qu'il eût été d'espérer la révolution des privilégiés de l'ancien régime. Il fallut la révolte du 14 juillet et la prise de la Bastille pour ramener les notables du royaume aux générosités du 4 août.

« Cependant, je ne propose nullement la guerre acharnée à tous les riches. Je n'ai pas le programme outrancier que l'on m'attribue ; je suis avant tout socialiste, c'est-à-dire qu'à mon avis il n'y a pas de droit sans devoir et que le devoir de la société en particulier est d'aider le producteur à obtenir le plus grand résultat possible de son travail.

« Je crois que la Société ne donnant pas au peuple ce qu'elle doit, la Révolution approche. Pas d'autre solution à cet état de chose que l'association des travailleurs, que la reconstitution naturelle des groupements de la France.

On comprend que cette attitude et ce langage, s'ils lui valaient les applaudissements d'un grand nombre, allumaient contre lui des haines aussi puissantes qu'irréductibles. Comment les gens visés par lui ne se seraient-ils pas cabrés devant de telles apostrophes : « On a pris, en France, une mauvaise habitude,

Quand un voleur est riche, on le salue. A mon avis, il faudrait le pendre, car il n'a pas d'excuse. »

Où bien encore :

« Lors de la Commune, on a tout brûlé, on a massacré trente-cinq mille malheureux ; la prochaine fois, si on nous laisse faire, il n'y aura guère que deux cent usuriers à fusiller ! »

Comment les hommes d'affaires aux fortunes trop rapides n'eussent-ils pas frémi, lorsqu'ils entendaient Morès proposer à ses auditeurs en exemple le grand Colbert qui, « en faisant rendre gorge aux financiers, enrichis aux dépens du Public et de l'Etat, sut pourtant imposer le respect des patrimoines honnêtement acquis et procurer du même coup, au Trésor de la France, les ressources d'un grand règne. »

Et lorsqu'au cours d'un des meetings de la campagne électorale qu'il menait à Paris, l'un de ses adversaires le mettait au défi d'imiter ce noble Italien qui, après avoir donné sa fortune aux révolutionnaires, s'était fait simple soldat, Morès lui répliquait :

— C'est justement ce que je fais ! Certes, je ne suis pas anarchiste ; mais je comprends la colère et la révolte des anarchistes, je connais et je plains la misère et la souffrance de beaucoup d'entre eux. Qu'il se lève celui à qui j'ai refusé aide et assistance ! Riche, je ne le suis pourtant plus... A peine me reste-t-il quelques débris de mon ancienne fortune. Ce sont ces débris que je partage avec les malheureux. Il me reste aussi sur les épaules une tête dure et solide. Je la joue tous les jours pour défendre les petits et les faibles. Que puis-je donc leur donner de plus.

La vérité, c'est que Morès, à ce moment, était complètement ruiné. L'argent qu'il donnait, soit parce que son cœur le lui commandait ou que les nécessités politiques l'y obligeaient, il l'empruntait à ses amis ; mais rien, ni la gêne ni les injures ni les menaces ne le détourneront de la tâche qu'il s'était assignée, du but qu'il veut atteindre.

Un jour dans une réunion publique à Amiens (1), un de ses adversaires, désireux de le mettre en contradiction avec lui-même, lui lance :

— Citoyen marquis, je te dénonce la présence d'un curé dans ton auditoire.

— Où est-il ? interroge Morès.

Le prêtre, qui se trouve au fond de la salle, monte sur une chaise.

— Merci, monsieur l'abbé, s'écrie Morès, de l'honneur que vous nous faites à tous en venant nous entendre !

Au milieu des interruptions et des rires, l'interrupteur s'écrie d'une voix perçante :

— Citoyen marquis, tu vois bien que tu n'es pas des nôtres.

— Non, réplique l'orateur, je ne suis pas des vôtres parce que je sens le besoin d'un Dieu, d'un maître, d'une famille, d'une Patrie, et ce n'est pas avec des discours mais à coups de couteau que j'entends combattre ceux qui n'en veulent pas !

Ces paroles déclenchent un tumulte effroyable dans la salle. Quand il s'apaise, Morès qui est resté à la tribune, les bras croisés sur la poitrine, calme, immobile, clame d'une voix tonnante, en frappant un grand coup de poing sur la table :

— Nom de Dieu !... Venez jamais à toucher en ma présence à la croix, au drapeau, à ma femme, à mes enfants, et vous verrez !

Une ovation frénétique monte vers lui. L'interrupteur, flanqué de quelques anarchistes venus pour troubler la réunion, est obligé de s'enfuir sous les huées.

...Un autre jour, les cochers de Paris se sont mis en grève ; comme Morès a fait parvenir de nombreux subsides à la caisse de leur syndicat, il est invité par eux à prendre la parole au cours de leur meeting.

Les esprits sont très surexcités et les différents ora-

teurs qui se sont succédé à la tribune ne parlent rien moins que de marcher sur l'Elysée et de fusiller les parlementaires.

Invité à parler à son tour, Morès s'écria :

— J'ai secouru ceux qui avaient faim ; mais, ce soir, je viens appuyer ceux qui demandent la fin de la grève ; parce qu'il faut que les hommes et les enfants mangent tous les jours.

« Quant aux orateurs bien nourris, qui parlent si légèrement de dépaver Paris, voici ce que je leur réponds : S'ils sont prêts, comme moi, à risquer leur peau plutôt que celle des autres, je les invite volontiers à me suivre dans la rue au jour le plus favorable à la révolution nécessaire. »

« Mais avant d'y appeler le peuple, on doit peser ses paroles ; il faut aussi ménager du sang des travailleurs soucieux de leurs intérêts. »

Ce soir-là, Morès ne vit se dresser devant lui aucun contradicteur.

Plein de foi dans le suffrage universel, prêt à toutes les audaces pour déchaîner la colère du peuple contre ceux qu'à tort ou à raison il considérait comme ses ennemis, ne déclarait-il pas, dans une réunion publique, en mai 1892 :

— Candidat à la mort pour la conquête du travail libre, notre destinée nous inquiète peu, pourvu que le coup porte... Pour faire une révolution féconde et sans cruautés inutiles, il faut un soldat qui ait sacrifié sa tête... Personne ne semblant m'envier cet honneur : me voulez-vous pour porte-drapeau ?

Et il ajoutait :

— Allons, Rothschild, ta tête contre la mienne et à nous deux !

Ces violences de langage et d'attitude n'avaient pas été sans tendre de plus en plus les relations entre le père et le fils. Comme, un jour, le duc de Vallombrosa, grand seigneur racé et même guindé, tout fier de ses relations ancestrales, lui reprochait ses discours dans les meetings et ses fréquentations faubouriennes avec le rebut de la Société, Morès lui répliquait :

— Est-ce dans votre salon que je connais les souffrances des malheureux ? Est-ce avec vos danseurs et vos flirtouses que j'étudierais la question sociale ? Je fais mon enquête et j'exerce mon action sur place, c'est mon devoir et peut-être mon principal mérite.

Vexé, son père lui déclarait qu'il ne pouvait supporter plus longtemps que son fils insultât et menaçât son excellent ami, le baron de Rothschild. Morès ne répondit rien et se retira, après s'être respectueusement incliné devant le duc.

Mais rentré chez lui, il lui adressait la lettre suivante :

« Mon cher père,

« Vous vous prononcez d'une façon bien absolue sur des doctrines sociales dont l'importance et l'urgence, cependant, augmentent chaque jour ;

« Quant aux hommes que vous appelez le « rebut de la société », je proteste formellement contre ce jugement. Ils sont plus honnêtes que bien des gens qui fréquentent les salons.

« J'ajoute que la faim fait sortir les loups du bois et que l'abandon de mes amis naturels ne fera qu'accroître l'ardeur de mes revendications.

« Je crois devoir ajouter que je suis convaincu de la justice de ma cause et que je ne sais pas reculer.

« Peut-être adieu,

« MORÈS. »

Le père et le fils ne devaient jamais se revoir.

II

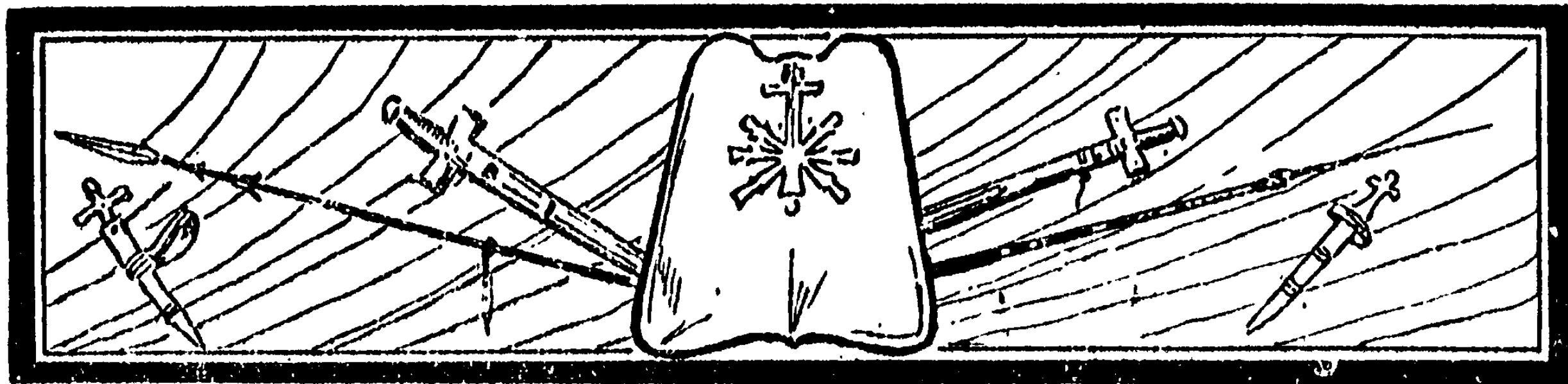
MORÈS SE RETIRE DE LA POLITIQUE. — UNE LETTRE DOULOUREUSE. — AUX ENVIRONS D'ALGER. — AUX ARÈNES DE DAB-EL-OUED. — UN PLAN AUDACIEUX. — PRÉPARATIFS D'EXPÉDITION. — VERS FACHODA ? ? ?

« En 1892, nous dit Jules Delahaye, Morès était aux côtés d'Edouard Drumont, lorsque celui-ci créa son journal. On n'avait jamais assisté à un déchaînement

de haines et de colères comme celui qui salua les premières polémiques, les implacables divulgations de la *Libre Parole*.

« Procès sur procès, duels sur duels, Drumont et Morès, faisant front à tous, redoublaient d'énergie.

(1) Les assassins de Morès, par Jules Delahaye.



Un parlementaire interpel'a le gouvernement pour lui demander protection contre ces deux hommes d'un autre âge, assez hardis pour défier toutes les puissances de l'Etat et renouveler l'audace des vieux celtes qui ne croyaient qu'une chose : « c'est que le ciel ne tombât sur le ter de leurs lances ».

« A ce moment critique, Morès, toujours en avant des autres, recouvrant en quelque sorte de sa large poitrine de son geste de d'Artagnan, apparut aux yeux des deux camps qui se partageaient la France attentive comme le bon géant qui détourne les coups. »

Entre temps, un duel à l'issue profondément regrettable et douloureuse avait achevé de mettre Morès au premier plan de l'actualité. Au cours d'une rencontre à l'épée, Morès tuait le capitaine Mayer qui l'avait provoqué. Il semble qu'à partir de ce moment, l'étoile du paladin commence à pâlir. Maintenant, il sent que la victoire en laquelle il a cru d'une façon si ardente va peut-être lui échapper. La discorde s'est mise au camp de ses amis ; la politique commence à l'écœurer ; il ne rencontre partout que fourberies et bassesses. Il est lui-même dans une situation financière des plus embarrassées. Ses créanciers deviennent pressants ; il traîne le boulet d'un conseil judiciaire. Depuis déjà longtemps, afin de subvenir à toutes les charges qui lui incombent, il a dû faire appel non pas seulement à ses amis, mais encore à des prêteurs qui, sous les apparences de générosité et de désintéressement, gardent certainement, en obligeant Morès, l'arrière-pensée de le tenir à leur merci.

Mais voilà qu'un jour, le 22 août 1893, devant la cour d'assises de la Seine, au cours du procès intenté à Ducret, directeur de la *Cocarde*, et du nègre Norton, pour avoir publié une fausse liste d'hommes politiques et de journalistes soi-disant aux gages de l'Angleterre, Clemenceau, accusé de vénalité par Morès, lui reproche d'avoir oublié qu'il a été, lui aussi, l'obligé de Cornélius Herz.

Le fait est exact. Loyalement, Morès le reconnaît et voici la lettre qu'il écrit aux journaux :

« Au printemps de 1891, j'étais à la veille de subir la disqualification de l'affichage pour n'avoir pas payé une dette de jeu au cercle de la rue Royale et avoir failli ainsi à l'irréductible intégrité qui ne dépense et ne risque jamais que ce qu'il possède. »

« Je venais d'être vaincu aux élections municipales, vaincu dans mes litiges de famille, vaincu dans la vie publique et la vie privée. Je sortais de prison... »

« Pas un parent ni un allié qui voulussent, pas un ami qui ne pût me venir en aide. Je songeais à mourir, lorsqu'un de mes confidentiels me dit :

« — Un seul homme à Paris vous prêterait cet argent ; c'est Cornélius Herz. »

« En 1891, la *Libre Parole* n'existait pas encore. Les scandales du Panama n'avaient pas encore éclaté. Les noms du baron de Reinach et de Cornélius Herz n'avaient pas été mêlés aux polémiques passionnées de l'antisémitisme. Le fameux docteur n'avait encore que figure d'alchimiste et d'électricien, faisant de l'or avec la science. Son rôle de grand machinateur, jetant le filet sur les principaux personnages de son temps en vue des événements qu'il préparait, prévoyait ou redoutait, n'était pas encore apparu. »

« Le suicide à trente-trois ans ou une visite pénible ? Une humiliation passagère ou l'opprobre finale, éternelle ? Telle était l'alternative à laquelle j'étais réduit par les exigences d'un point d'honneur, plutôt que par celles de l'honneur lui-même. »

« On m'avait fait justement observer que je ne serais pas le premier aryen qui, sans être comme moi au bord d'un gouffre, eût sollicité le crédit d'un banquier sémite, que Cornélius Herz était un prêteur comme les autres qui, après tout, n'obtiendraient et sans doute ne demanderait rien qu'il ne pût honorablement accorder ; que ma vie et ma mémoire valaient plus de vingt mille francs. »

« Je me rendis à ces raisons. J'empruntais au financier juif la somme dont j'avais besoin, sans lui laisser entre les mains autre chose que ma signature dégagée un an plus tard, grâce à un ami, par le paiement du capital et des intérêts... »

Morès faisait suivre ces lignes dont il était impossible de suspecter la sincérité, de véhémentes considérations sur la puissance effroyable de l'argent.

Mais le coup était porté ; car si, comme l'a dit très

justement M. Delahaye, « l'opération n'avait rien que de licite et de banal, elle n'en était pas moins une contradiction de conduite, une éclipse de caractère. Morès était trop intelligent, trop supérieur à lui-même pour ne pas comprendre que son rôle politique était terminé. »

« Dès l'automne suivant, il se retira sur une côte solitaire de l'Algérie, et, après y avoir médité, sur le plus digne emploi de son existence désormais inutile, à ses enfants, à sa virilité amoindrie aux yeux de tous par l'amputation de ses droits civils, il s'interdisait non seulement les fonctions publiques mais encore tout autre intérêt dans l'existence que celui de son pays et même une existence sans profit et sans gloire pour la France. »

« C'est sur le sol de l'Afrique encore plus que sur la terre de France, dans ces deux années de recueillement, de contemplation, de rêve en face de l'Océan, de l'Inconnu et de l'Eternité où il s'apprêtait à faire son dernier effort, son dernier voyage que Morès a réussi à incarner la beauté morale à laquelle il avait toujours tendu. Que, dans un temps où il n'y avait plus d'autres flammes dans les yeux de la jeunesse que celles du plaisir et de la convoitise, il a persisté envers et contre tous à vouloir être, comme les chevaliers dont il descendait, un preux, un paladin, un croisé pour « Dieu et la France ». »

« J'ai reçu dans le flanc plusieurs flèches avec lesquelles je ne peux vivre, écrivait-il à l'un de ses amis ; j'ai besoin de repos pour fermer les profondes cicatrices, puis, j'irai vers l'Inconnu et j'en sortirai plus fort ou je n'en reviendrai plus. »

Dans la petite maison où il s'est installé, aux environs d'Alger, seul avec son domestique arabe, entre la ville de Dellys et le hameau de Tadéhempt, au bord de la Méditerranée, il va pouvoir réfléchir en paix en face d'une nature admirable au grand projet qui va hanter bientôt son cœur autant que son esprit.

— Je ne vous le cache pas, dit-il aux rares amis qui viennent le visiter, je viens ici pour épancher le trop plein de mon cerveau et me reposer, avec la cuisine d'Ahmed, du poisson et du riz, du riz et du poisson...

Alors, il mène une véritable vie d'anachorète. Il se livre passionnément à la chasse et à la pêche.

« Je vous écris sur mes genoux, mande-t-il à sa famille, en compagnie d'un vieux chasseur qui a été le compagnon de Bombonnel le tueur de panthères. Nous mangeons du mouton ; c'est la vie pastorale ; si je ne tue pas de panthères, j'aurai du moins fait la connaissance de la tribu de Merkala et de ses coutumes. »

Mais le gibier que Morès se propose d'abattre, s'obstinant à demeurer invisible, il regagne sa petite maison méditerranéenne et se met à composer un livre sur le *Secret des changes*.

A peine l'a-t-il terminé, qu'un groupement politique qui représente ses idées, vint lui demander d'exposer en public son programme économique et social. Il accepte et le lendemain, de grandes affiches apparaissent aux Algérois que le marquis de Morès, entouré des conseillers généraux d'Alger, et des délégués antisémites de Constantine et d'Oran, traiterait le 21 février 1894, aux arènes de Bab-el-Oued, des relations internationales et de la question monétaire.

A la date fixée, dix mille personnes étaient réunies pour entendre l'orateur.

« Au milieu des vastes arènes adossées au mont Bouzaréa, raconte un des témoins de la scène, se dressait une estrade. C'est là que le marquis, en costume de voyageur, coiffé du large chapeau de cowboy qu'il a mis à la mode, va non seulement exposer son programme mais encore répondre aux attaques dont il a été l'objet. »

D'une voix sonore, vibrante, qui parvient jusqu'aux gradins les plus éloignés, il clame :

— Lorsque j'ai pris ma place dans le rang des exploités, mon armure était intacte. Je jouissais de tous mes droits, dans la plénitude de toutes les indépendances. J'ai fait pendant quatre ans la guerre pour mes idées, à mes frais, à mes risques.

« Pour vous apporter le mot d'ordre, j'ai traversé bien des halliers. Aujourd'hui, mes habits déchirés et mes armes noircies me ferment les portes de la société brillante. Je n'ai ni la jeunesse ni les ressources du début, mais j'ai souffert et j'ai appris : le bras et l'épée sont toujours solides, le cœur aussi. »

« Il faut, pour sauver la France, des dévouements. Rien ne résiste aux hommes qui sacrifient leurs têtes. »

La grande nation endormie et enchaînée est souillée par la vermine du monde ; il faut tenter de la sauver.

« Français, on t'a volé la gloire, on t'a volé ton argent ; ton argent est parti, regagne l'honneur.

« Avec du fer, on fait des épées et des charrues ; c'est ce qu'il faut à la race. Elle ne vit pas d'or, vil métal, mais de pain, fils de la terre, et de l'idée, fille de Dieu !

« Te souviens-tu, Français, de ton histoire ? N'as-tu pas dans le cœur les échos du passé, quand tes drapeaux victorieux parcouraient le monde, précurseurs de l'idée ?

« Aujourd'hui, Rothschild est régent de France pour l'Angleterre. Tu es l'esclave de l'étranger. Qu'as-tu fait, peuple, pour mériter cet outrage ? Jusqu'à quand le supporteras-tu ?

« L'Anglais, dans ses journaux, imprime : « Le Français nous hait, nous méprisons le Français. » Crois-tu qu'il méprisait Jeanne d'Arc, Jean-Bart, Louis XIV, Napoléon ?

« L'étranger a pris ton sceptre, il commande ton armée, il pille ton trésor, il vole ta tête ; ton honneur est sa dérision.

« Es-tu encore le fils des Gaules qui faisaient trembler Rome, ou ton âme est-elle changée ?

« Regarde les peuples, les institutions qui grandissent, regarde et imite.

« Allie-toi avec ceux dont les intérêts et les idées sont en harmonie avec tes intérêts et tes idées. Leur soutien te permettra de refaire les institutions, les mœurs, les lois de la France par le travail et la liberté, s'appuyant sur la terre, la famille, le syndicat et la commune.

« Après avoir continué à créer le courant populaire qui a fait l'entente russe, je mettrai tout en œuvre pour réunir la France à l'Espagne et à l'Islam.

« Je suis chrétien, et, avec l'aide de Dieu, je serai en France l'ami et le défenseur des Arabes.

« Je suis venu vous apporter des armes et vous apprendre à en user. A l'œuvre !

Cet exorde terminé, Morès entra dans le vif de son sujet. Pendant près de deux heures, après avoir fait le procès de la loi de 1873, qui « en supprimant la frappe libre de l'argent, diminuait la valeur de ce métal précieux et augmentait au moins effectivement celle de l'or et cela pour le plus haut profit de la haute banque et au détriment de la production agricole et industrielle, l'orateur entretenait ses auditeurs de l'action anglaise sur le gouvernement français, du rôle qui convient à la France en Algérie, de la nécessité d'inaugurer sans retard la fédération des puissances riveraines de la Méditerranée.

— Donnez aux Arabes la terre, la Justice et le Coran, et marchez avec eux à la conquête pacifique de l'Afrique. Adoptez comme mot de ralliement : la révolution balayera la maison, les soldats défendront la Patrie, les syndicats et les communes refont la Nation !

Ce discours eut en Algérie un grand retentissement. Mais Morès n'était pas de ces hommes qui se grisent de leurs succès oratoires. Pour lui, les paroles n'étaient utiles que lorsqu'elles précédaient des actes. Cependant, mûri par l'expérience, il ne voulait pas s'engager à l'aveuglette dans la conquête de cette Afrique qu'il rêvait d'arracher aux Anglais pour la donner à son pays.

Il commença par étaler devant lui la carte de l'Afrique.

« Au sud (1), ces vastes pays que l'Angleterre rêvait d'acquérir en entier et pour lesquels elle venait de dépenser non seulement tant d'hommes et tant d'argent, mais encore tant d'honneur.

« Au nord, la France, qui, occupant déjà l'Algérie et la Tunisie, n'aurait qu'à régner sur l'Égypte pour dominer les côtes méditerranéennes et y régnerait, si une politique plus pusillanime, non traîtresse, ne lui avait fait perdre son influence sur le Nil.

« Au centre enfin, ces vastes étendues à peine explorées, à peine entrevues et que nous n'appelons désert peut-être que par suite de notre ignorance ; régions endormies plutôt que mortes, champs ouverts à l'activité humaine.

« Et Morès, aussitôt, se mettait à l'étude. Il commençait par s'initier à la géographie et aux mœurs du Sahara, du Soudan égyptien et du groupe de royaumes

qui bordent le lac Tchad. Il recherchait et obtenait, grâce à ses relations militaires, « la communication des rapports les plus secrets et les plus récents des Français et des indigènes envoyés en mission chez les Touareg d'Azdjer, dans le Fezzan, l'Aïr, le Sokoto, et le Ouadai ».

Il s'informait auprès du colonel de Polignac, vieil officier africain qui demeurait aux environs d'Alger, des mœurs et coutumes des indigènes.

Puis il lisait, interrogeait, réfléchissait, regardait, et il établissait son plan à la fois commercial et politique qui consistait à détourner de la route de Tripoli les caravanes tunisiennes qui partaient de Ghât et de Ghadamès et à leur faire prendre la route de Gabès, ce qui aurait pour résultat : d'enlever le marché à la Tripolitaine et à l'Angleterre pour le transporter à la France.

Mais Morès voyait encore plus haut, plus grand et plus loin... Il rêvait de chasser les Anglais de l'Égypte, en lui enlevant la source de la prospérité de ce pays, c'est-à-dire, en faisant dériver le Nil qui le fertilise. Pour atteindre ce but, il lui suffisait d'atteindre Fachoda... et d'occuper ce pays qui est la clef de tout le Haut-Nil.

On pense si le projet, dès qu'il fut connu, put inspirer d'inimitiés et de haines au hardi explorateur. Mais, n'anticipons pas.

Après avoir voyagé et repéré avec le plus grand soin les terres souvent mystérieuses et toujours dangereuses où il va s'aventurer, traversé les hauts plateaux de la province de Constantine, Batena et les lacs, il s'enfonça vers le sud, Biskra, Touggourth, Ouargla.

« Il veut, dira M^e de Las Cases, connaître les diverses régions et les divers climats. Dans ces excursions, il se lie avec nos officiers, nos pères blancs, avec les chefs indigènes ; il les interroge, les fait parler, les consulte et les contrôle les uns par les autres.

« A Guémar, par exemple, il est présenté au marabout Si El-Aïoussi et dîne à sa table. Rien n'échappe à Morès de ce qui peut le servir et l'aider dans ses projets. Pendant l'hiver 1895, une famine déclina les Touareg Ifhogas. Il sait que cette tribu garde les abords de Ghadamès ; il entre en relation avec elle et lui envoie des vivres ; il espère qu'au désert ses obligés se souviendront de ses bienfaits ; puis, quand tout a été longtemps médité, préparé, mûri, quand il s'est entouré des renseignements et des aboutissants nécessaires, il se rend à Tunis, en mars 1896, et là, organise son expédition.

« Tout d'abord, avec une grande loyauté, au cours d'une conférence publique, il expose son projet, ayant bien soin d'affirmer :

« — Je viens non en conquérant mais en ami ! »

« Avec une grande prudence, il évite de donner à la petite colonne, dont il va prendre le commandement, la moindre allure militaire ; sa caravane a un aspect rigoureusement commercial : il emporte une paco, tulle modeste mais suffisante ; des articles d'échange, cotonnades, haïck, étoffes diverses et aussi des cadeaux, couteaux, sabres, fusils. Il sait qu'au désert, comme ailleurs, les présents font les amitiés, et il suit, à cet égard, l'exemple que les explorateurs précédents lui ont donné.

Maintenant, quels vont être ses compagnons ? D'abord, deux domestiques, deux Arabes qu'il a amenés d'Algérie, qui se sont fortement attachés à lui et sur le dévouement desquels il sait pouvoir entièrement compter. L'un parle le bornou, l'autre le fezzani, dialectes des contrées qu'il va traverser, et il compte justement que cela lui facilitera son passage.

Les frères Tatar-Djimi, fonctionnaires beylicaux et familiers de la Résidence, deux hommes très intelligents qui l'ont beaucoup aidé dans la préparation de sa caravane, lui conseillent d'emmener avec lui le marchand El-Hadj-Ali, le guide Ali Sinaoui et le lettré El-Hachalchi.

Tous ces choix paraissent fort heureux ; en effet, El-Hadj-Ali, originaire de Ghât, possède une fortune importante ; il appartient à la famille des Tséni qui est très influente dans toute la région. Pas un Targui n'oserait toucher à un homme qui peut, par ses frères, les Tséni, lui fermer les portes de Ghadamès, seul point de ravitaillement de ces nomades. El-Hadj-Ali est donc choisi à merveille pour mener à bien l'expédition.

Ali Sinaoui qui est chargé de la si importante

(1) Plaidoirie de M^e de Las Cases.

fonction de guide, à une femme à Sinaoun et une autre à Ghadamès. Il connaît son chemin à fond ; il passe pour un homme habile et prudent entre tous ; avec lui, Morès ne risque pas de s'égarer en route.

El-Hachachi qui va lui servir de truchement, voire d'ambassadeur parmi toutes les tribus qu'il va traverser, est « un esprit cultivé, délié, savant même » ; employé du gouvernement, il apparaît bien l'homme de sa fonction.

Tout semble donc bien au point ; Morès n'a donc plus qu'à s'élancer vers la grande aventure. Mais, le matin même de son départ, il allait éprouver une première et grave déconvenue. Il apprenait qu'El-Hadj-Ali, qui était en quelque sorte son chef d'état-major, venait d'être arrêté par un janissaire et envoyé en prison.

Immédiatement, le marquis se rendait au palais de la Résidence ; il était reçu par le commandant Rébillet qui l'accueillait avec les apparences de la plus parfaite courtoisie.

— C'est bien simple, déclarait cet officier, je désirais faire la connaissance d'El-Hadj-Ali et j'avais prié le général El-Asfour de me le présenter. Celui-ci l'a envoyé chercher par un janissaire, El-Hadj-Ali ayant refusé de se rendre à l'invitation, le janissaire l'a saisi et l'a jeté en prison. Nous n'avons, en cette occurrence, que suivi les règles de notre protocole. Nous agissons toujours de la sorte, quand nous voulons nous faire présenter un indigène.

Immédiatement, le commandant faisait remettre El-Hadj-Ali en liberté, mais ce qu'il évita soigneusement de dire au marquis de Morès, c'est qu'il organisait une expédition identique, nullement officielle, sous la direction du nègre Mohammed Taïch. Sans doute, cet officier qui, contrairement aux règlements militaires, se livrait à une opération commerciale, que commandait le baron Fleury, instigateur de cette expédition, ne voyait-il pas d'un très bon œil ce concurrent qui le menaçait de lui couper l'herbe sous le pied.

III

LE DÉPART DE LA CARAVANE. — PREMIÈRES DIFFICULTÉS. —
TRAHISON. — UN CHANT D'ÉPOQUE. — L'OPINION PUBLIQUE.
— LETTRE DE M. PAUL DOUMER.

Enfin, voilà Morès parti. Il se rend à Gabès, ville située sur le golfe du même nom et célèbre par ses belles ruines romaines qui se dressent au milieu des gourbis arabes. Morès, qui a lu Plin, écrivain romain dont l'*Histoire naturelle*, formidable encyclopédie, renferme la géographie la plus complète que nous ait laissée l'antiquité, va retrouver « dans son oasis luxuriante, ses cultures étagées, ses figuiers entrelacés aux grenadiers et ses plants de vigne mariés aux palmiers, dont, il y a dix-huit siècles, le grand naturaliste latin retraçait déjà la description enthousiaste. »

Là, Morès va se rencontrer avec un homme influent, puissant, intelligent, connaissant à merveille la région, ses besoins, ses ressources, les moyens d'attirer à elle le transit du désert. C'est le général turc Allegro, qui, très ami de la France, s'est fait, après notre occupation de la Tunisie, notre collaborateur le plus précieux et le plus désintéressé.

Immédiatement, tous deux sympathisent. Les projets de Morès enchantent d'autant plus Allegro qu'ils correspondent entièrement à ses propres idées. Aussi ne contente-t-il pas de leur donner la plus chaleureuse approbation. Il veut encore contribuer au succès de l'expédition. Il estime qu'elle doit être renforcée.

Il convoque le bachamar (chef des chameliers), qu'il charge de recruter bêtes et gens. Il lui ordonne de ne prendre que des hommes dont les familles répondront de leur fidélité. Il fixe lui-même le prix du convoi et « en vertu d'un contrat passé devant notaire dans son propre palais, décide qu'il ne sera payé qu'au retour à Gabès ».

Morès qui, maintenant, croit avoir tous les atouts en mains, se rend à Kébili, petit poste frontière d'où à compte s'élancer en avant. Là, il espère trouver les guides dont il a besoin pour s'enfoncer dans les régions dont il n'a que des cartes très incomplètes. Il y rencontre plusieurs officiers français dont le capitaine Le Bœuf, qui l'accueille avec la plus vibrante sympathie. Malheureusement, ces officiers ne sont que depuis très peu de temps dans le pays et ils se trouvent dans l'impossibilité de lui fournir les renseignements qu'il désire et encore moins de lui désigner les hommes de confiance dont il a besoin.

Morès se voit donc obligé de s'adresser directement au caïd de Nefzaoua, nommé Hamadi Beigacem. C'est un personnage « à la physionomie sournoise, à l'aspect peu engageant, au regard fuyant et qui doit haïr en secret, et féroce, tout Européen qui s'en vient fouler son territoire ». Cependant, il accueille avec un empressement et même une obsequiosité toute orientale, le gentilhomme français auquel il n'est pas sans inspirer une légitime méfiance. Il lui déclare qu'il va mettre à sa disposition son meilleur serviteur : Drabim El-Hachaya, « dont la physionomie de vieux forban semble encore plus sujette à caution que celle de son chef ».

Mais Morès n'a pas l'embarras du choix ; d'ailleurs, il a confiance en son étoile, c'est-à-dire en sa force. Il a hâte de partir, il a soif des nobles aventures, car il a l'espoir de donner toute sa mesure et de montrer à ceux qui l'ont méconnu, injurié, vilipendé, qu'il est capable des plus nobles et des plus périlleuses conquêtes.

Il veut avoir le droit de crier à son tour, à sa famille qui l'a presque renié, à ces banquiers, à ces politiciens qui l'ont contraint à quitter sa patrie :

— Vous voyez que c'est avec des hommes tels que moi que l'on fait la plus grande France !

Rêve d'orgueilleux et de fou, diront les uns. Pour quoi ? Oui, pourquoi Morès ne serait-il pas de ces audacieux que la fortune favorise ? Pourquoi, moderne Pizarre, ne ferait-il pas la conquête d'un nouveau monde ? Pourquoi ne réussirait-il pas à son tour ? Parce que la trahison vient de se glisser dans son entourage, parce qu'elle rôde autour de lui dans l'ombre, parce que des forces occultes, utilisant diaboliquement des haines de races et des cupidités criminelles, vont trahissement, arrêter Morès dans sa glorieuse ascension...

De Kébili, la caravane se dirigeait vers El-Ouatia, d'où Morès comptait gagner Ghadamès. A l'époque où se déroule ce récit, cette région était encore très dangereuse ; elle était en effet très souvent battue par des bandes de Touareg, peuplade nomade par excellence qui, de race blanche, prétendant descendre des Turcs, n'en étaient pas moins devenue en quelque sorte les diables du désert « Basanés, grands, agiles, braves, mais pillards dans l'âme, ils s'attaquaient aux caravanes qui, très souvent, étaient obligées d'acheter leur protection. » Les Arabes les redoutaient, mais Morès n'était pas homme à trembler devant eux ; s'il était attaqué il saurait se défendre.

La caravane, d'ailleurs, n'avancait que fort lentement. C'est à peine si elle franchissait par jour une distance de vingt-cinq kilomètres, ce qui, somme toute, était assez normal. Mais Morès, qui désirait vivement atteindre la ville de Ghat pour la grande foire de la mi-juillet, s'exaspérait de ce manque de rapidité et s'énervait contre les chameliers qui, bientôt, menaçaient de se révolter et de rentrer à Gabès si on les traitait de la sorte.

Et l'explorateur dut ronger son frein, car il se rendait parfaitement compte que privé de ses chameliers, il courait, non seulement le risque de voir son expédition échouer, mais encore celui de se trouver lui-même en grand péril. Or, il voulait bien mourir, mais il voulait que sa mort fût utile à quelque chose. Aussi jugea-t-il plus sage d'apaiser les rebelles et il y parvint sans trop de difficultés.

A quelques jours de là, en campant autour du puits de Zâr, le guide Ali Sinaouni faisait remarquer à Morès des traces de Touareg.



C'est Réchaoui, le chef de la tribu des Touareg qui campent dans le voisinage. (Page 10).

— Une bande, disait-il, doit certainement rôder aux environs.

Le guide ne se trompait pas. En effet, tandis que la nuit venue, il dormait étendu à terre, le visage tourné vers les étoiles, une ombre se glissait près de lui, le réveillait doucement et lui parlait à l'oreille. Sans doute, Ali Sinaoui connaissait-il fort bien son interlocuteur, un nègre, agile comme un singe et souple comme une couleuvre. Peut-être même attendait-il secrètement sa venue, car sa présence ne parut lui causer la moindre surprise ? Après l'avoir écouté avec la plus grande attention, il lui murmura quelques paroles à l'oreille, puis le nègre se fondit dans les ténèbres.

Le lendemain matin, dès le lever de l'aurore, la caravane reprenait la route d'El-Ouatia. Mais voilà qu'un nouvel incident encore plus troublant se produisait. Après quelques heures de marche, Ali Sinaoui déclarait au marquis qu'il ne retrouvait plus sa route. Morès s'étonnait :

— Comment, lui dit-il, peux-tu te perdre dans ton propre pays ?

Le guide ergote, s'excuse, se lamente, se frappe sur la poitrine. Enfin, après avoir encore erré pendant de longues heures, on arrive au bord de ces pentes abruptes qu'on appelle la cuvette d'El-Ouatia. Bêtes et gens n'en peuvent plus. Les chameaux ne tiennent plus sur leurs jambes, les chamelliers murmurent et semblent prêts à se révolter de nouveau, et Morès constatant que sa caravane ne peut plus avancer, consent à s'arrêter près d'un puits aux alentours duquel campe une bande de Touareg.

Les Touareg, surtout les Adjer, l'explorateur a le droit de s'en méfier. Déjà, en plus des nombreux méfaits dont ils sont coutumiers, ils ont de nombreux crimes sur la conscience ; l'Européen, le Français, le roumi, a toujours été pour eux l'ennemi héréditaire, mais ce n'est pas seulement par fanatisme qu'ils tuent, mais encore et surtout pour dépouiller leurs victimes et s'enrichir à leurs dépens. Ce ne sont pas des patriotes qui défendent le sol natal contre l'invasion étrangère, ce sont des pillards, des bandits, des détrousseurs de cadavres qui tuent pour voler.

« N'ayant entre elles d'autres liens que des intérêts, des arrangements passagers, pas d'autre gouvernement ni discipline que la volonté capricieuse et contestée de chefs instables, ou le suffrage de notables nomades, pas d'autre tradition politique que l'exploitation ou le meurtre de l'étranger, les conventions faites avec elles ne peuvent être qu'un jeu de dupes. Non moins primitifs que les Cafres ou les Hottentots, les Malgaches ou les Congolais, les Touareg ne sauraient connaître d'autres principes publics, d'autres règles privées, même s'il n'était pas vrai que, chez eux, le manque à la parole donnée semble la plus légitime des ruses de guerre (1). »

Morès sait tout cela. Cependant, avec son indomptable courage, qui se double d'un sang-froid prodigieux, il espère bien sortir indemne de ce guépier où il est tombé, ou plutôt, ainsi qu'on le verra par la suite, on l'a traitreusement attiré.

D'ailleurs que ferait-il ?

Il ne peut ni reculer, ni avancer, puisque sa caravane est épuisée et que les chameaux de Gabès, dont plusieurs étapes doubles et sans eau ont vaincu la résistance, sont lamentablement couchés sur le sable, incapables non seulement de porter le moindre fardeau, mais encore de se tenir sur leurs jambes.

Mais voilà que, tout à coup, il voit venir vers lui, El-Hadj-All, Ali Sinaoui et Brahim El-Hacheya, qui poussent des cris gutturaux et agitent leurs bras en signe d'allégresse. Un Targui de haute stature, drapé dans sa gandoura, le visage féroce, mais dont un sourire laisse apparaître la double rangée de ses larges dents blanches, semble chercher à adoucir la férocité naturelle, les accompagne.

Les trois Arabes le présentent à Morès. C'est Béchaoui, le chef de la tribu des Touareg qui campent dans le voisinage. El-Hacheya se fait son interprète et déclare au marquis que Béchaoui est animé envers lui des intentions les plus conciliantes et qu'il ne demande qu'à s'unir à lui afin de lui faciliter son voyage.

Le chef targui souligne d'une mimique des plus expressive les déclarations de Brahim El-Hacheya. Morès ne peut qu'accueillir favorablement les offres

du Targui, car, bien qu'il n'ait pas en lui une confiance illimitée, il estime que repousser de parti pris cette proposition d'alliance, qui arrive en un moment aussi opportun, serait d'une extrême imprudence.

— Après tout, se dit-il, cet homme est peut-être sincère. Mes compagnons lui ont certainement appris qui j'étais et, sans doute, estime-t-il avec raison qu'il a plus d'intérêt à s'entendre avec moi qu'à me faire la guerre ; car la pacotille que j'emporte ne serait pas pour lui un très riche butin, et il est certain qu'il retirera un profit beaucoup plus considérable en m'apportant son concours qu'en me pillant et en m'assassinant avec mon escorte.

Cependant, il remet au lendemain matin sa réponse définitive. Il veut auparavant consulter El-Hadj-All, son lieutenant, son guide et son interprète en qui il a toute confiance. Auparavant, il offre quelques cadeaux à Béchaoui, afin de l'entretenir dans ces bonnes dispositions.

Et, dès que le chef targui a regagné son campement, dont on aperçoit à travers les palmiers les tentes blanches, à l'entrée desquelles des femmes voilées allument des feux dont la fumée, d'un bleu sombre, monte lentement vers le ciel comme une offre d'encens au soleil dont le globe rouge va bientôt disparaître à l'horizon, Morès tient conseil avec ses lieutenants.

Tous trois lui déclarent qu'ils connaissent Béchaoui de longue date et que, parmi les chefs touareg, il est peut-être celui qui a manifesté vis-à-vis des Français le plus de sympathie. El-Hadj-All qui prétend avoir déjà eu avec lui de nombreuses relations, certifie que l'on peut entièrement compter sur sa parole et qu'il n'a rien de commun avec les bandits qui déshonorent sa race.

Ali Sinaoui abonde dans ce sens :

— Nous ne pouvons pas espérer, dit-il, rencontrer sur notre route et à une heure aussi grave un secours aussi précieux.

Quant à Brahim El-Hacheya, il va plus loin encore.

— Vous pouvez sans inconvénient, dit-il à Morès, renvoyer votre escorte à Gabès ; je suis convaincu que Béchaoui acceptera de la remplacer et de vous conduire jusqu'à Ghât, dans des conditions, non seulement moins onéreuses mais aussi beaucoup plus sûres.

Mais ce projet ne paraissait pas sourire au chef de l'expédition. Malgré tout, ce Targui semblait lui inspirer une instinctive méfiance et il ne cessait de répéter à ses conseillers :

— Ceci est très grave et je demande réflexion.

Mais El-Hacheya reprenait :

— Les chameaux sont épuisés, nous n'avons plus en mains leurs chamelliers qui, chaque jour, se montrent de plus en plus indisciplinés, ne cessent de réclamer et nous menacent à chaque instant de s'en retourner avec leurs bêtes. A présent, il est hors de doute que, dans de pareilles conditions, nous n'atteindrons jamais Gadhames et encore moins Ghât, où vous tenez tant à vous trouver pour la foire.

« Laissez-nous nous entendre avec Béchaoui, et nous répondons de tout.

Enfin, Morès finit par céder. Le lendemain matin, il avait une entrevue avec Béchaoui, au cours de laquelle celui-ci lui promettait de lui procurer des chameaux dans le plus bref délai. Et toujours poussé par ses trois compagnons, il décidait de renvoyer à Gabès ses chameaux et ses chamelliers.

Désireux de ne pas laisser croire qu'il emportait des trésors, afin de ne pas susciter sur son passage des convoitises qui eussent pu lui être fatales, Morès avait sur lui que très peu d'argent ; aussi voulut-il payer ses chamelliers avec des chèques, comme ceux-ci les refusaient, il s'écriait avec l'autorité qui le caractérisait :

— Il faut, qu'au désert, on s'habitue à prendre mon papier.

Non sans de longs palabres, Brahim El-Hacheya finissait par convaincre les Tunisiens que les petits bouts de papier que leur offrait le marquis valaient cent fois plus que leur pesant d'or, et il ajoutait :

— D'ailleurs, je vais rentrer avec vous et ma présence sera pour vous la meilleure des garanties.

Et il repartait avec eux pour Gabès, laissant Morès seul avec El-Hadj-All, Ali Sinaoui et... les Touareg.

Le guet-apens avait réussi ; il ne restait plus maintenant aux assassins qu'à consommer leur crime.

(1) Plaidoirie de M^e de Las Cases.

Plusieurs jours s'écoulèrent sans que reparussent les hommes que Béchaoui avait envoyés à la recherche des chameaux promis. Pendant ce temps, Morès se montrait plein de bonne humeur. Pas un instant, il ne laissait paraître sur son visage les traces du doute qui subsistait encore en lui. Il était trop profondément Français pour ne pas se montrer beau joueur jusqu'au bout. Aussi accueillait-il les Touareg avec la plus cordiale bienveillance ; car il savait que la confiance appelle la confiance, et il se faisait comme un point d'honneur de ne pas avoir l'air de les soupçonner de duplicité, de les croire capables de trahison.

Il passait son temps à écrire à ses amis, leur disant combien il était enfin heureux d'être entré dans la période des réalisations, combien il comptait sur un succès, décisif, dont profiterait surtout son pays et ne cachait pas l'orgueil qu'il éprouverait en fermant à jamais, à l'influence anglaise, ce prodigieux domaine qu'il voulait conquérir et réserver avant tout à la France.

Pas un instant de doute ! Pas le moindre signe de lassitude et de découragement ne percent sous ces lignes, toutes palpitantes d'énergie, superbes de foi ardente ! Jusqu'à la fin, il restera lui-même. Et pourtant, à mesure que les jours se succèdent sans qu'il voie apparaître à l'horizon les silhouettes des chameaux libérateurs, une secrète inquiétude grandit en lui. Il n'a pas été sans surprendre quelques coups d'œil furtifs mais troublants qu'El-Hadj-Ali et Sinaoui ont échangé avec Béchaoui.

Il a observé également que les trois hommes avaient à l'écart d'assez fréquents conciliabules et il a l'impression que la trahison rôde autour de lui. Mais il ne se laisse nullement intimider par cette perspective, car il n'est point homme à se laisser abattre ni à se laisser duper. Il possède de telles ressources de vigueur physique et morale, qu'il a le droit d'espérer que c'est lui qui aura le dernier mot.

Enfin, voici ses chameaux.

Ils sont amenés par un Chambaa à la physionomie intelligente, aux allures de chef. Il se nomme El-Kheïr. Retenez bien ce nom.

Au lieu de s'aventurer dans le désert, Morès déclare à Béchaoui qu'il veut d'abord se rendre à Sinaoui, petite cité située à l'entrée du désert, où, dit-il, il pourra renouveler sa provision d'eau et de vivres. En réalité, son intention est de profiter de son séjour dans cette ville pour se débarrasser de Béchaoui et des Touareg et se constituer une plus sûre escorte. Mais Béchaoui a dû deviner son plan, car, au moment où la caravane va se mettre en route, il déclare à Morès que ses hommes, qui ont déjà reçu un premier salaire, en réclament un second. Morès refuse. « Il sent qu'au désert on doit se montrer ferme et au besoin parler haut, car trop de bonté risque d'être prise pour faiblesse. »

Béchaoui s'incline, parle avec les chameliers qui acceptent de partir.

Et maintenant, voici le récit de la tragédie reconstituée par M^e de Las Cases d'une façon tellement saisissante et définitive que nous ne voudrions ni tronquer un mot, ni altérer une phrase de ce véritable chant d'épopée.

• Nous sommes le 9 juin (1). Il est huit ou neuf heures du matin. La caravane est enfin partie. Elle commence à s'allonger, elle arrive au point d'intersection de deux pistes : L'une qui continue au sud vers le désert, l'autre qui oblique au nord-est vers Sinaoui. Malgré les ordres donnés les chameaux prennent la route du désert. Morès s'avance pour rectifier la marche. Soudain, on entend un cri, c'est le marquis qui est frappé.

• Armés de sabres, les Touareg se sont précipités sur lui, ils l'ont assailli, ils veulent lui arracher sa sacoche, son fusil, son revolver.

• Mais Morès a sauté de sa chamelle. Il se dégage. De son revolver, il tire quatre coups et quatre Touareg roulent dans la poussière. Puis, voyant qu'étonnés par tant d'audace et de sang-froid, les ennemis se sont éloignés, il marche sur une éminence, il s'appuie à un arbuste. Il est blessé, le sang coule de toutes parts, ses forces s'en vont.

• Cependant, il tient encore, le revolver à la main et seul contre trente... Aucun de ces trente n'ose l'approcher.

« On lui dépêche alors El-Hadj Ali qui a toujours marché sans armes, tant il savait ne courir aucun danger. El-Hadj Ali approche, il veut s'assurer si le terrible revolver est encore chargé, mais Morès, avec cet instinct puissant des moments suprêmes, a tout deviné.

« C'est El-Hadj Ali qui l'a remis entre les mains des Touareg ; c'est par lui qu'il meurt ; il le saisit et s'en fait un bouclier. Il sait que les Touareg n'oseront le toucher.

« El-Hadj Ali reste ainsi un instant devant le marquis, puis, profitant d'un moment où celui-ci tourne les yeux, il essaye de s'enfuir ; mais il y a encore dans le revolver de Morès deux balles. Elles vont atteindre le traître au dos et le jettent à terre.

« Deux heures durant, Morès reste encore debout, supportant sans tomber et la perte de son sang et la chaleur du soleil saharien.

« Deux heures durant, il tient encore en respect Touareg et Chambaa qui l'entourent et n'osent cependant monter à l'assaut, tant ils craignent que chacune de ses balles ne soient mortelles. Mais El-Kheïr a rampé derrière Morès comme un lâche, comme une panthère. Grâce à un pli du terrain et aux broussailles, il s'est approché ; un, deux, trois coups de feu retentissent. Morès est atteint aux reins et à la nuque. El-Kheïr bondit et frappe sa victime d'un coup si violent qu'elle en est percée de part en part.

« Alors tombe sur cette terre d'Afrique qu'il serre de ses deux mains comme pour en prendre possession, cet homme qui fut une des plus belles figures d'énergie que le ciel ait jamais produit ! »

La nouvelle de cet assassinat, qui ne fut pas tout de suite dévoilée, provoqua dès qu'elle fut connue du public une émotion considérable. Les amis de Morès et même beaucoup de ses adversaires politiques saluèrent, les uns avec douleur, les autres avec respect, celui qui venait de tomber si traîtreusement sous les coups des Touareg.

A mesure que les détails de cette fin tragique étaient lentement révélés par les journaux, l'idée se forgeait dans de nombreux esprits que, sous cet assassinat, il y avait autre chose qu'une aventure désertique ou un crime de piraterie, et peu à peu certains esprits que n'animait aucune passion politique et religieuse et qui s'étaient toujours tenus à l'abri de toute influence sectaire, en arrivaient à se demander si les assassins de Morès n'étaient les instruments d'une force occulte qui les avait armés pour se débarrasser de l'explorateur, soit qu'ils voulussent se venger de la guerre qu'il leur avait faite et leur faisait encore, soit qu'ils redoutassent que la réussite de ses projets ne s'en vint les léser dans leurs intérêts.

Avec l'impartialité dont nous avons toujours fait preuve dans l'étude des *Causes Célèbres* que nous nous efforçons d'évoquer, dans la plus stricte vérité, en nous appuyant sur des documents rigoureusement authentiques et sur des textes absolument inattaquables, nous allons maintenant nous efforcer de faire revivre, dans leur intégrité, tous les faits mystérieux qui ont précédé, provoqué, accompagné et suivi l'assassinat du marquis de Morès.

Tout comme toujours nous citons les auteurs et les sources.

Tout d'abord une question se pose, importante entre toutes.

Le lieu où Morès fut frappé était-il de ceux qui présentent quelque danger à s'y rendre.

Il ressort de nombreux témoignages qu'à cette époque, cette contrée présentait plutôt toutes les apparences de la sécurité, tout au moins jusqu'à Ghadamès. En effet, s'il n'existait pas encore dans la région de poste militaire, leur action s'exerçait cependant par rayonnement.

« Notre sphère d'occupation est toujours dépassée par notre sphère d'influence et celle-ci s'étend jusqu'à Ghadamès. Tous les hommes compétents, voyageurs, officiers, administrateurs étaient de cet avis. »

L'explorateur Stapz déclarait même :

— Je n'ai jamais couru aucun danger dans ces parages ; au moins, je ne m'en suis jamais douté. J'ai été au même endroit où a été tué le marquis de Morès, vers Sinaoui, sans que je puisse préciser le point exact, car je chassais et j'étais entraîné par la poursuite du gibier. Si on m'y autorisait, je recommencerais demain et je crois même qu'il n'y a pas grands risques si on sait s'y prendre.

(1) Plaidoirie de M^e de Las Cases.

Le commandant Rébillet faisait des déclarations analogues. Il donnait même une liste d'officiers et de voyageurs qui avaient abordé Ghadamès sans le moindre encombre.

— Depuis cinquante ans, disait-il dans les *Annales géographiques*, pas un malheur, entre Ghadamès et nos frontières, soit algériennes, soit tunisiennes, n'a été à déplorer.

En 1896, le général Allegro, recevant notre confrère du *Temps*, M. Gaston Deschamps, lui disait :

— Si vous désirez vous y rendre, prévenez-moi ; je vous y ferai conduire sans encombre.

Enfin, l'ancien caïd du Nelzaoua devait plus tard affirmer, au cours de l'instruction si tardivement ouverte :

— Belgacem ben Rached et Amor ben Mohammed se sont dernièrement rendus à Ghadamès et se sont entendus avec les habitants de cette ville et les Touareg des environs.

« A leur retour, ils ont affirmé que les caravanes pourraient désormais se rendre en toute tranquillité à Ghadamès.

Notons que cela se passait quelques mois avant l'expédition de Morès, et quand on apprendra que deux caravanes traversant à la même époque les mêmes régions, plus riches mais certainement moins armées que celle de Morès, arrivèrent sans le moindre incident à Ghadamès et à Ghat, on ne pourra s'empêcher de trouver singulièrement bizarre que les Touareg se soient attaqués plutôt à un convoi qui emportait un butin certainement moins considérable que celui des deux autres (1).

A cela, il fut objecté que la caravane de Morès avait été mal conçue, mal combinée, incapable d'un long effort ; telle n'était point l'opinion du général Allegro qui pourtant l'avait vue partir.

Voici la lettre que le 17 mai 1896 M^{me} Allegro, au nom de son mari, écrivait à la marquise :

« Madame, mon mari ayant été le dernier à serrer la main de M. de Morès, je me permets de venir vous donner de ses nouvelles. Il est parti dans d'excellentes conditions de santé, bien accompagné, je crois, et suivi de la sympathie et des vœux de tous. Il a donné une conférence à Gabès, et là, comme partout où il passe, il souleva l'enthousiasme.

« Nous, tout particulièrement, mon mari et moi, qui avons eu le bonheur de posséder M. de Morès quelques jours sous notre toit, sommes avec lui de cœur. M. de Morès met en réalisation le rêve travaillé et conçu par mon mari depuis de longues années. Sûrement cette grande action, entreprise avec le courage et le cœur de M. de Morès, doit réussir. Et alors, madame, j'espère que le désir de vous rapprocher de votre mari vous appellera à Gabès et nous serons heureux de vous y recevoir.

« Veuillez, madame, etc. »

Le capitaine Le Bœuf, que Morès avait rencontré à Kébill, devait déclarer au cours de l'instruction engagée devant la chambre criminelle de Sousse, où il devait être entendu comme témoin :

— L'expédition de Morès devait réussir. Rien ne paraissait de nature à l'empêcher d'atteindre Ghat.

Enfin le colonel Monteil écrivait à M^{me} Morès, quelques jours après le glorieux trépas du marquis :

« Madame,

« J'ai beaucoup connu Morès, j'ai beaucoup regretté sa mort, il était de ceux qui, l'occasion s'en présentant, savent faire grand honneur à leur pays. Intelligent, appliqué quand il le fallait, brave, plus encore audacieux, il avait le tort de vivre dans un pays où on a cessé, je le crains, d'aimer les audacieux... Morès ayant été pendant longtemps sous mes ordres, je me crois, plus que bien d'autres, qualifié pour apporter mon témoignage à sa mémoire.

« Je vous prie, madame, etc. »

Néanmoins, certains continuaient à attribuer l'échec et la fin tragique de Morès à sa trop grande confiance dans les Touareg.

— Il se remit entre leurs mains étourdiment ; il a cru à leurs vertus chevaleresques, et n'a pas voulu

admettre que les Touareg étaient les derniers des brigands et des pillards.

— Est-ce exact ? se demanda M^e de Las Cases.

« Que ces Touareg qui parcourent le désert, la figure protégée par leur voile, la main armée de leurs longues lances, portant à la selle de leurs mehara cette épée à poignée en forme de croix qui était l'arme de notre Saint-Louis, soient les chevaliers qui proclament les uns, les bandits sans foi qu'affirment les autres, je ne me sens ni la compétence ni le désir de discuter ici ce problème d'ethnographie morale.

« Qu'importe d'ailleurs ! Morès a été attaqué et assailli par une bande facile à déterminer, par les Touareg de Béchaoui ; or, ces Touareg, nous savons à quelle tribu et à quelle congrégation ils appartiennent, sous quelle influence ils vivent. Les assassins de Morès sont à la fois des Ifeghas et des Tidjania ; ils font partie d'un groupe qui campe d'ordinaire aux environs de nos avant-postes, près de Guémar, et, à tous ces titres, amis clients, coreligionnaires de Si-El-Aroussi, le marabout Tidjani. Ils subissaient son influence et ils n'eussent rien tenté sans son ordre ou du moins sans son autorisation.

« Est-il vrai, d'ailleurs, que Morès ait eu dans les Touareg la foi aveugle qu'on lui a prêtée ? Quand, comme lui, on a mené en Amérique, au Tonkin, aux Indes, au Tibet, la dangereuse existence d'explorateur, on sait que la bravoure veut la prudence, et celle-ci exige qu'au désert, comme au Far-West, on se garde avec soin.

« D'ailleurs, nous connaissons toutes ses hésitations lorsque ses compagnons lui conseillaient de pactiser avec les Touareg et de se mettre entre leurs mains. Mais, par exemple, il avait confiance en El-Hadj-All.

« Il le voyait connu de Béchaoui, causant avec lui, traité par lui avec honneur et quand El-Hadj-All lui assure que Béchaoui lui sera fidèle, Morès le croit. La vérité est que Morès a cru au guide que Tahar-Ladjimi lui avait fourni et que cette confiance l'a conduit à la mort.

Ce fut aussi l'opinion de M. Paul Doumer, alors député, puis tard gouverneur général de l'Indo-Chine, puis sénateur, puis président du Sénat, et enfin président de la République. Voici, en effet, ce qu'il écrivait dans le *Matin* du 27 juillet 1896 :

« C'est en Afrique que la lutte entre les peuples colonisateurs est la plus rude, que les rivalités et les convoitises sont les plus ardentes. Le premier de tous, notre pays s'y est installé avec un demi-siècle d'avance sur ses concurrents. Par l'Algérie, par la Tunisie, par l'Égypte, où il n'était pas supplanté encore, il tenait tout le nord du continent, il pouvait s'étendre peu à peu, pénétrer dans les mystérieuses contrées entrevues à travers les légendes indigènes et les récits attirants des rares voyageurs. C'était une admirable base d'opération. On ne sut ou on ne put pas s'en servir. Un désert de sable, des populations fourbes ou belliqueuses, nous barraient la route. Les missions militaires ou commerciales qui essayaient de franchir l'obstacle, si elle ne rebroussaient chemin promptement, étaient impitoyablement massacrées.

« Pendant ce temps, nos rivaux descendaient sur les rivages de l'est, de l'ouest et du sud, s'ouvraient des portes, pénétraient dans les terres et dépeçaient l'Afrique à leur profit et lambeaux par lambeaux.

« L'heure est passée, de faire du continent noir une seconde et immense France, le plus grand empire colonial qu'il y ait au monde. Si nous voulons du moins avoir notre part, il n'est que temps d'agir, de faire déborder l'Algérie et la Tunisie sur le Soudan, de briser la barrière qui arrête nos progrès. Là est le grand problème colonial qui se pose devant nous.

« Morès l'avait compris et il s'était attaché à en donner au pays, avec ses seules forces, une solution au moins partielle. Il voulait, par une entente avec les Touareg Adjes, créer une route commerciale du Soudan central sur la Tunisie, et la jalonner le premier. L'échec et la mort de ceux qui avaient tenté avant lui pareille entreprise, ne pouvait le faire hésiter ; sans craindre le péril, sans même vouloir le connaître, l'évaluer pour y proportionner ses moyens d'action, il partit, fort de son courage et de sa foi. L'aventure a été courte. A peine arrivé au pays de la mort et de la peur, il est tombé victime d'une trahison. En valeureux soldat, il a su faire payer chèrement sa vie aux assassins ; il a succombé sous le nombre après une héroïque défense.

(1) Voir plaidoirie de M^e de Las Cases.

« Cette terre d'Afrique qui a vu son sang, est un perpétuel champ de bataille pour notre race ; c'est le champ d'honneur où des milliers de braves sont morts, Morès occupe dignement sa place au milieu d'eux.

« C'est une âme généreuse, ardente qui disparaît ; c'est une force que perd la patrie. Elle en trouvera d'autre, il faut le croire, elle en trouvera pour reprendre la tâche interrompue. Morès aura des imitateurs et des vengeurs qui sauront ouvrir cette porte du Centre Africain que sa mort ferme plus hermétiquement que jamais.

« Et sur la tombe du héros, il en est beaucoup qui croiront entendre comme un hommage et une exhortation la grande voix du poète chanter :

*Et qui mourront comme ils sont morts !
Gloire à notre France éternelle,
Gloire à ceux qui sont morts pour elle,
Aux martyrs ! aux vaillants ! aux forts !
À ceux qu'enflamme leur exemple
Qui veulent place dans le temple.*

PAUL DOUMER.

Après de si nombreuses années, ces lignes nous apparaîtront encore plus émouvantes, lorsqu'on songera que l'homme d'Etat qui les a écrites, devait donner plus tard ses quatre fils à la France.

IV

LES TÉMOINS DU DRAME. — LA LISTE DES ASSASSINS. — MOLLASSE DE L'ADMINISTRATION. — INACTIVITÉ DU PARQUET. — LA MARQUISE DE MORÈS OFFRE UNE PRIME À QUI DÉCOUVRIRA LES ASSASSINS DE SON MARI. — UN JUGE D'INSTRUCTION PEU... CURIEUX. — LE NAÏB DE KADRYA. — INTERVENTION DE M. JULES DELAHAYE. — LA « NUÉE PROTECTRICE ».

Dès que le capitaine Le Bœuf apprit, à son poste de Kébili, que Morès avait été assassiné aux alentours d'El-Ouatia, il envoyait immédiatement plusieurs hommes choisis parmi ceux dont il était absolument sûr, rechercher le corps de l'infortunée victime ; en même temps, il allait s'occuper d'obtenir des renseignements sur ce drame sur lequel aucun détail ne lui était encore parvenu, lorsque le bach-chouach du Maghzem de Kébili, Si Saïd ben Naceur, accompagné d'un de ses amis, Amor ben Abd-El-Meleck, se présentaient spontanément à lui et sollicitant comme une faveur la permission de se rendre, sous un déguisement, à El-Ouatia, promettant non seulement de ramener le corps du marquis de Morès, mais encore de rapporter des renseignements très précis sur les faits tragiques qui s'étaient déroulés sur ces lieux, peut-être même le nom des assassins.

Bien qu'il ne se trouvât que depuis fort peu de temps à Kébili, le capitaine Le Bœuf avait déjà pu apprécier la fidélité de ces deux indigènes sur lesquels le chef de notre service d'information lui avait d'ailleurs donné les renseignements les plus favorables.

Ajoutons qu'ils ne demandaient aucun salaire, aucune récompense. Le capitaine Le Bœuf donnait suite à leur proposition et quelques jours après, fidèles à leur parole, ils ramenaient à Kébili les restes du marquis de Morès renfermés dans une outre ainsi que plusieurs autres cadavres qui étaient restés sur le théâtre du drame.

Ce devoir accompli, ils se rendaient à Sinaoun, pensant fort justement que dans cette ville, on ne devait rien ignorer de ce qui s'était passé à El-Ouatia.

Ils ne se trompaient pas ; cinq Sinaouniens avaient assisté à toutes les péripéties du drame.

Ils ne firent aucune difficulté pour déclarer aux deux émissaires du capitaine Le Bœuf que le complot avait été préparé et exécuté par le chef targui Béchoul et le chef chambaa El-Kheïr. Et ils leur donnèrent même les noms de la plupart de ceux qui avaient pris part au complot et à l'assassinat.

En même temps, le capitaine Le Bœuf envoyait quelques hommes sûrs et dévoués à Ghadamès, estimant logiquement que dans cette ville, qui est en sorte un centre de la région où les nomades viennent renouveler leurs vivres, vendre leurs produits ou leur butin, et recevoir aussi des mots, d'ordre mystérieux qui circulent à travers les tribus, il serait possible de se procurer des renseignements fort intéressants sur le drame.

« Ils ne se trompaient pas, nous dit M. de Las Cases ; le crime d'El-Ouatia était à Ghadamès l'objet des préoccupations de tous. Les habitants, selon leurs tendances, s'en effrayaient ou s'en réjouissaient ; les autorités turques fermaient les yeux et les oreilles ; les Touareg et les Chambaa qui l'avaient commis paraient dans la cité, y avaient apporté leurs prises et les vendaient à l'encan, en se targuant de leur exploit.

« Les émissaires du capitaine Le Bœuf revenaient avec une longue liste où était énoncés les noms des assassins, liste semblable à celle de Saïd ben Naceur.

En tête de la liste, dominant tous les autres à Ghadamès comme à Sinaoun, le nom de Béchoul et celui d'El-Kheïr.

« Tandis que de Tunisie, M. Le Bœuf envoyait aux renseignements, d'Algérie nos officiers faisaient de même. Les émissaires portaient d'El-Oued pour Ghadamès ; ils avaient pour mission de revenir avec les noms des assassins. Tous ces émissaires ont rapporté celui d'El-Kheïr comme celui du misérable qui avait donné le coup fatal au malheureux marquis.

Le général de Servières arrêtait au cours d'une inspection quelques Touareg et il trouvait entre leurs mains le fusil du marquis.

— De qui le tenez-vous ? interrogeait-il.

— Nous l'avons acheté, répondaient-ils.

— À qui ?

— À El-Kheïr Abd-El-Kader et à son frère, Cheïk Abd-El-Kader. Ils l'avaient eu en commun, comme prise.

Les charges allaient continuer à s'accumuler de plus en plus sur la tête du chef chambaa. En effet, après s'être emparé des armes du marquis, il s'était adjugé ses vêtements et n'avait pas hésité un seul instant à les endosser...

La marquise de Morès, tenue au courant de toutes ces informations, était en droit d'espérer que la mort de son mari serait vengée et que, donnant satisfaction à nos officiers indignés de l'assassinat du grand Français qui était leur ancien camarade, et aux tribus fidèles qui ne demandaient qu'à châtier les Touareg dont les déprédations incessantes les ont tant éprouvées, le gouvernement de la République envoyait une colonne expéditionnaire chercher les coupables, les arrêter, et infliger en même temps à leurs complices une sévère leçon.

Mais, à la profonde déception de tous, qui estimaient, abstraction faite de tout esprit de parti, qu'un pareil crime ne devait pas rester impuni, le gouvernement, représenté en l'occurrence par le ministre des Affaires étrangères, M. Gabriel Hanotaux, sous le fallacieux prétexte qu'il fallait éviter de provoquer un conflit entre nous et nos voisins turcs de la Tripolitaine, défendait à nos officiers, à nos soldats, d'entrer en action et de franchir la frontière.

Toutefois, l'autorité française chargeait le caïd des Béné-Thour de partir à la recherche, non pas de Béchoul, que l'on négligeait entièrement, mais d'El-Kheïr qui, se croyant probablement sûr de l'impunité, avait l'audace de venir parader jusqu'à nos avant-postes.

Ainsi que le démontre le télégramme reçu du général commandant la subdivision de Laghouat au chef de poste d'Ouargla, on recommandait au caïd d'être d'une prudence extrême. Voici, en effet, le texte de ce télégramme :

« Gouverneur général prescrit que les recommandations les plus expressées soient faites pour que cette opération de police soit conduite de façon que les Ifoghas campés à la zaoula de Temassinine n'aient pas à en souffrir, s'ils ne se rendent pas solidaires des assassins de M. de Morès.

« Il y aurait lieu de rappeler au caïd que les Ifo-

ghas campés à Temassnine s'y trouvent avec notre autorisation et qu'une partie des leurs est définitivement installée chez nous. »

« Recommandations expresses doivent être faites pour que, si le caïd manque son coup, il n'aille pas mettre le désordre dans le Sahara et compromettre les relations actuellement bonnes avec les Adjers... c'est-à-dire avec les assassins de Morès ! »

Le caïd de Beni-Thour va nous montrer qu'il sait lire entre les lignes et qu'il a parfaitement compris que ceux qui lui ont confié cette opération de police ne tiennent nullement à ce qu'elle ait un résultat.

Malgré tout, il part avec cinquante méharistes. Il entoure le douar d'El-Kheïr, s'empare de sa tente, de sa femme, de ses enfants et même de sa belle-sœur, et quant à l'assassin qui, au cours de bagarre, a été atteint à la jambe d'une balle qui ne lui était certainement pas destinée, il lui donne le temps de s'enfuir tranquillement à pied et se garde bien de lancer à sa poursuite quelques-uns des cinquante méharistes dont il dispose. Pour comble, l'autorité ordonne aussitôt au caïd de verser à la famille d'El-Kheïr une forte indemnité pour les dommages qui lui ont été causés !!!

Mais il y a mieux encore.

Le nègre Ladjl, le complice de Béchaoui, que nous avons vu avoir une entrevue nocturne à Ali-Sinaoui et qui a été arrêté, offre, en échange de sa liberté, de faire arrêter les coupables, à la condition qu'on le fasse escorter de quelques cavaliers. On s'empresse de le remettre en liberté après lui avoir sévèrement recommandé de ne plus se mêler de ce qui ne le regardait pas.

Enfin, le général Allegro, qui brûle du désir de venger Morès, prépare une expédition. Mais, pour partir, il lui faut l'autorisation du gouvernement. Elle lui est refusée.

Du côté du parquet de Sousse, inactivité complète, absolue. Le nègre Ali Smerli et Sarah ben Aïssa ont échappé au massacre; dès qu'on apprend qu'ils sont vivants, vous vous figurez peut-être que la justice va les convoquer ? Pas du tout, on donne l'ordre à Ali Smerli de rentrer immédiatement à Tunis. Là, le Tunisien Tabar-Ladjiml, le même qui s'est occupé de l'expédition de Morès, attend la domestique à la gare et l'emmène immédiatement à la résidence, auprès du commandant Rébillet qui, usurpant les fonctions de juge d'instruction, l'interroge pendant trois longues heures, ne cessant de lui demander :

— Est-ce par ordre que Morès a été assassiné ?

Le nègre, fou de terreur, se contente de lever les bras au ciel et de répondre :

— Allah est grand et Mahomet est son prophète !

Vous pensez peut-être que les témoins, c'est-à-dire les survivants précités, les chamelliers de Gabès, les guides du Nefzaoua, tous susceptibles de fournir de précieux renseignements, vont être interrogés. Ils le seront, en effet, mais par la Résidence, qui n'a aucune compétence à ce sujet, et non par le parquet de Sousse, qui n'a même pas ouvert d'enquête et qui ne s'y décidera que deux ans après, c'est-à-dire quand il lui sera impossible de faire autrement.

Et lorsque on apprendra que l'enquête d'El-Oued, si nettement accusatrice, si clairement lumineuse, document écrasant pour les coupables et qui pouvait si bien conduire sur la trace de leurs complices et des instigateurs du crime... a disparu subitement et qu'il n'a fallu quatre ans, c'est-à-dire de 1896 à 1900, pour la retrouver, on est en droit de déclarer que ceux qui avaient pour devoir de faire éclater la vérité et d'infliger aux coupables, quels qu'ils fussent, un châtiment exemplaire, ont tout mis en œuvre pour étouffer cette affaire.

Comprenant que la mauvaise volonté que les Pouvoirs publics apportaient dans la poursuite des assassins de son mari ne pouvait qu'assurer l'impunité à ceux-ci, la marquise de Morès mettait à prix la tête des criminels et la lettre suivante, écrite en arabe, dont nous allons publier la traduction, était aussitôt répandue dans l'Algérie et toute la Tunisie.

« Paris, novembre 1898.

« Louange au Dieu unique sur lequel nous nous appuyons.

« De la part de l'illustre, de la distinguée, de la noble madame la marquise de Morès, femme du défunt — objet de la Miséricorde divine — marquise

de Morès assassiné et trahi à El-Ouatta, pays de Ghadames, salut, miséricorde et bénédiction de Dieu !

« Et ensuite sachez, ô croyants ! que je me remets à Dieu et à vous parce que je vous connais virils et pleins de courage; je demande d'avance votre concours pour venger la mort de votre mari sur ses assassins; je suis moi-même une femme, la vengeance ne peut se faire par ma main, c'est pourquoi je vous informe et vous jure par le Dieu unique que quiconque prendra et livrera aux autorités à El-Oued, à Ouargla ou El-Goléa un de ses assassins, je lui donnerai où il voudra mille duros. Je donnerai deux mille pour deux, trois mille pour trois des assassins. Quant aux principaux assassins, Béchaoui le Targui et le Chambli El-Kheïr ben Abd-El-Kader, je donnerai pour chacun d'eux deux mille duros.

« Et maintenant, comprenez et appréciez, et Dieu vous donnera le succès. Salut.

« Marquise de Morès. »

Quelque temps après, le naïb des Kadrya, répondant à l'appel de M^{me} de Morès, s'offrait à aller rechercher les assassins de Morès, M^e de Las Cases, admirablement renseigné par M. Jules Delahaye, qui avait tenu à faire lui-même sur place une enquête sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir, nous en a tracé, du naïb, le magistral portrait suivant :

« Si El-Hadj Mohammed Taïb ben Brahim, naïb des Kadrya d'Ouargla, était de race shérifienne, c'est-à-dire qu'il descendait de Mahomet; qu'il comptait, parmi ses plus illustres ancêtres, Sidi Abd-El-Kader Djilani, un des saints les plus populaires de l'Islam. Au quatrième siècle de l'Hégire, Sidi Abd-El-Kader réalise le type du mystique accompli, du saint incomparable, Tantôt gardien du tombeau d'Abar Halifa Noman, tantôt missionnaire infatigable ou savant professeur, il fut toujours pauvre et donna l'exemple des plus éclatantes vertus. Sa foi, son humilité, sa générosité et surtout son esprit de mortification rappellent ces silhouettes grandioses dont Montalembert a si largement esquissé les traits saillants dans ses *moines d'Occident*. Au sein de l'Islam, Abd-El-Kader a fondé une confrérie dont un auteur contemporain résumait ainsi les tendances et les règles :

« Un mysticisme ayant une certaine analogie avec le monachisme chrétien, des principes philosophiques développés au plus haut degré, sans distinction de races ni de religions, une charité ardente, une piété rigoureuse, une humilité de tous les instants et par suite une douceur d'âme inaltérable. »

« Les Kadrya, c'est-à-dire les adeptes de Sidi Abd-El-Kader Djilani, s'étendent un peu partout dans le monde musulman; on les retrouve en Asie, aux Indes, en Syrie, en Arabie.

« Au siècle dernier, Sidi Brahim, père du Brahim, répandit considérablement dans le nord algérien l'influence des Kadrya. Il eut neuf enfants et, pour chacun d'eux, fonda une zaouïa, d'où ils devaient faire rayonner leurs doctrines.

« L'aîné de ses fils habite Nefta, le second réside à Sidi Moussa, et le troisième Mohammed Taïeb, notre naïb, vint se fixer à Ouargla.

« Il y avait chez Mohammed Taïeb et du guerrier et de l'apôtre; son action à Ouargla était toute de bonté, de charité, de générosité. Il recevait tous ceux qui venaient s'adresser à lui. Ames souffrantes, pèlerins ou mendiants, sa maison s'ouvrait à tous et tous y trouvaient l'hospitalité bienveillante.

« Guerrier, il a laissé une légende, la légende d'une sorte de Bayard moderne; comme Bayard au pont de Castiglione, n'a-t-il pas seul, à In-Salah, arrêté pendant une heure une colonne ennemie, donnant ainsi au capitaine Pelu le moyen d'opérer son mouvement tournant et d'assurer la victoire.

« Fidèle aux traditions des Kadrya qui, en 1881, nous ouvrirent le Kef, et facilitèrent ainsi notre première campagne de Tunisie, tandis que les Tadjania, par leurs agissements et leurs intrigues, rendaient la seconde nécessaire, le naïb combattit toute sa vie pour la France et avec un courage qui fit l'admiration de tous nos officiers.

« L'un d'eux, voulant me définir, d'un mot, sa pensée sur Mohammed Taïeb, l'exprimait d'un terme peut-être trop boulevardier, mais certainement très expressif :

« — Le naïb... je l'ai connu, j'ai fait campagne avec lui, c'était un chlo type ! »

En avril 1898, d'accord avec le lieutenant chef du bureau arabe de Ouargla, le naïb des Kadrya se rendait à Ghadamès et à Ghât et s'accompagnait d'El-Kheïr et de deux de ses complices, Hamma ben Yousef et d'Hamma ben Chelek, qu'il conduisait à Tatahouine et remettait entre les mains des autorités militaires qui les expédiaient directement à Soussse.

Cette fois, le parquet, régulièrement saisi, ne pouvait plus se dérober, l'instruction s'imposait, elle fut ouverte.

Singulière instruction, ainsi que nous allons le voir. On sait que les malfaiteurs, dans leur argot de prison, appellent *curieux* le magistrat qui est chargé d'enquêter sur leurs méfaits. Hâtons-nous de dire qu'il n'aurait en rien mérité cette épithète significative. Et quand on saura que c'était le même magistrat qui s'était empressé de relâcher les six Touareg et le nègre Ladjl, arrêtés par le général Servières, on en concevra qu'il n'était guère qualifié pour instruire une affaire qui lui inspirait si peu d'enthousiasme.

Il se montre, en effet, d'une discrétion exagérée. « Il collectionne, il est vrai, se plaindra plus tard l'avocat de la partie civile, les charges pesant sur les trois assassins arrêtés, avec un soin et un scrupule montrant ce qu'il pourrait faire s'il voulait; mais il ne veut rien savoir au delà. Ni ce qui s'est passé avant la journée du 9 juin 1896, date du massacre, ni d'où venaient les assassins, ni s'ils ont eu des complices, ni si un ordre supérieur les a guidés... M. le juge ne recherche rien. Les faits les plus étranges n'ont point le don de l'étonner. Pourquoi a-t-on fait croire à M. de Morès qu'il était à Inchi-guig, d'où il date ses dernières lettres, alors qu'en réalité il se trouvait à El-Ouatia ?

« Comment Touareg et Chambaa se trouvaient-ils réunis sur ce point d'ordinaire inhabité, parce que inhabitable pendant les chaleurs de l'été ? Comment Chambaa et Touareg, ennemis héréditaires et mortels, sont-ils groupés et d'accord comme sur un ordre commun pour une tâche commune ?

« M. le juge Poisson ne sonde aucun de ces mystères. »

Et pourtant la première déposition du naïb des Kadrya était suffisamment décisive pour conduire le juge d'instruction de Soussse sur le chemin de la vérité et l'aider à démasquer et à mettre la main sur les assassins de Morès. Nous tenons à reproduire ce document capital dans toute son intégrité.

Déposition du nommé Mohammed Tafel ben Brahim... quarante ans environ, profession, chef des Kadrya de Ouargla.

« J'ai été chargé, par le lieutenant chef du bureau arabe d'Ouargla, de rechercher et de ramener, si c'était possible, entre les mains de l'autorité française, cinq Chambaa dissidents ayant pris la part la plus active au massacre du marquis de Morès.

« C'étaient les nommés :

« Chelek ben El-Hadj Abd-El-Kader,

« Son frère, El-Kheïr,

« Maamar ben Maamar,

« Hamma ben Yousef,

« Hamma ben Chelek.

« Je suis parti le 1^{er} avril d'Ouargla, accompagné de deux indigènes des Chambaa que j'ai renvoyés de Ghadamès. J'ai fait prévenir El-Kheïr, Hamma ben Yousef et Hamma ben Chelek qui sont venus me retrouver à Ghadamès. Il y avait avec eux d'autres Chambaa dissidents, parmi lesquels El-Sid ben Lakhdar et Ali ben Hamma, d'Ouargla, Mohammed ben Bessis et Kaddour ben Bahbah, d'El-Oued.

« Je leur ai demandé de m'accompagner à Ghât que je ne connaissais point. Ils ont accepté. En route, je les ai engagés à faire leur soumission. Je leur ai dit que, malgré leur crime, ils devaient se remettre à l'autorité; que, de mon côté, j'étais sensé ignorer qu'ils eussent participé au massacre du marquis de Morès.

« D. — Vous ont-ils avoué qu'ils étaient les coupables ?

« R. — A plusieurs reprises, pendant la route, les uns et les autres en ont longuement parlé.

« D. — Faites-moi le récit du massacre, tel qu'il vous a été donné par eux.

« R. — Le marquis de Morès avait rencontré à El-Ouatia le campement du Chelek ben El-Hadj Abd-El-Kader, composé de sept tentes de Chambaa dissidents et de quelques tentes de Touareg. Chelek ben El-Hadj Abd-El-Kader et son frère El-Kheïr lui proposèrent de

lui louer leurs chameaux jusqu'à Ghât. Le marché était conclu, les chameaux étaient arrivés, lorsque pendant une nuit, El-Kheïr Abd-El-Kader enleva avec son frère une caisse du marquis de Morès. Ils la défoncèrent, mais ils ne trouvèrent que des livres et papiers sans importance.

« Le lendemain matin, M. de Morès, s'apercevant de la disparition de sa caisse, donna l'ordre de revenir vers Sinaoun. Ils étaient partis depuis une demi-heure. M. de Morès marchait en tête, assez loin; puis, derrière lui, venaient le Ghadamésien et l'interprète Abd-El-Kader.

« A un moment donné, les Touareg qui suivaient la caravane se précipitèrent en avant. Le Ghadamésien se sauva, prévoyant une attaque. M. de Morès, se voyant trahi, lui dit deux fois de s'arrêter; et comme l'autre se sauvait, il le tua en tirant sur lui deux coups de revolver. Son corps roula à terre. Au même instant, il recevait d'un Targui un coup de sabre qui ne lui fit aucun mal, à cause de sa cotte de mailles. Comme sa chamelle ne voulait point se baisser, il la tua et tomba avec elle. Il tua alors le Targui qui l'avait frappé, et, se tournant vers El-Kheïr, son frère et deux autres Touareg qui avaient essayé de le prendre, il tua et blessa les Touareg. Au moment où il se relevait, il avait reçu un coup de sabre sur la tête et son sang coulait en abondance. Il monta sur un tertre surmonté d'un jujubier sauvage et attendit, son revolver à la main. La caravane s'était dispersée, les agresseurs s'étaient sauvés. El-Kheïr, sachant qu'il ne devait plus avoir qu'une balle dans son revolver, s'approcha en rampant de buisson en buisson, et, lorsqu'il fut à bonne portée, il ajusta le marquis à la tête et fit feu. M. de Morès tomba et son revolver s'échappa de sa main. El-Kheïr s'approcha encore lentement, et, comme le marquis remuait encore, il le frappa d'un coup de sabre entre les épaules. Ce fut le coup de grâce.

« Après cela, la caravane fut rassemblée et ramenée à El-Ouatia. Une discussion eut lieu pour le partage du chargement. Chelek ben El-Hadj Abd-El-Kader prit la tente. Les effets échurent à El-Kheïr. Chacun des autres prit une partie du contenu des caisses. Ces marchandises ont été écoulées chez les Touareg.

« Aucun chef targui n'a pris part au massacre. Les seuls coupables sont : Chelek ben El-Hadj Abd-El-Kader, son frère El-Kheïr, et Maamar, qui ont comploté et perpétré le crime dans le seul but de voler.

« D. — Les Touareg actuellement à Tunis sont-ils coupables ?

« R. — Non; le seul d'entre eux qui assistait au massacre était le nègre Ladjl, qui n'a tué personne.

« D. — Ces aveux ont été faits par El-Kheïr en présence des six autres Chambaa qui vous ont accompagné à Ghât ?

« R. — Plusieurs fois.

« D. — Comment a-t-il consenti à se laisser ramener jusqu'à Tatahouine ? Il savait qu'on le recherchait. Déjà le caïd d'Ouargla lui avait donné la chasse et l'avait blessé en le poursuivant vers Témassinine ?

« R. — Oui, mais il croyait que c'était simplement comme dissident qu'on le poursuivait et non comme meurtrier de M. de Morès. D'ailleurs, je ne l'ai décidé que difficilement à venir à Tatahouine.

« D. — Etes-vous sûr de la participation des deux autres au massacre de la mission de Morès ?

« R. — Les nombreux témoignages recueillis par nous à Ouargla n'eussent laissé aucun doute, même si je n'avais pas entendu leurs aveux. Devant moi, les uns et les autres ont fait publiquement le récit du massacre. C'est d'eux que j'en connais tous les détails.

« D. — Les autres Chambaa qui vous accompagnaient sont-ils décidés à faire le récit de ce qu'ils ont entendu ?

« R. — Je l'ignore; mais ils viennent de vivre ensemble longtemps, peut-être ne les trahiront-ils pas; mais j'ai rempli la mission qu'on m'a confiée. Serviteur de notre gouvernement, je me suis tiré de mon mieux de la tâche qui m'était confiée.

« Tatahouine, le 27 juin 1898.

« Le lieutenant, officier de renseignements,
« Signé : DELOM.

« Pour copie conforme :

« Le chef de bataillon,

« chef du service de renseignements,

« Signé : BRUNCK.

En présence d'un pareil témoignage, que va faire M. le juge d'instruction de Soussa ; chercher à en tirer le plus grand parti possible ?

Allons donc !

Au lieu de demander des éclaircissements au naïb, il va tout simplement ne tenir aucun compte de sa déposition. Et plus tard, quand on lui reprochera, non seulement d'avoir fermé l'oreille aux affirmations de Mohammed Taïeb, mais d'avoir voulu les interpréter à sa façon, que répondra ce magistrat :

« — A un moment donné, j'ai appris que le naïb avait reçu une prime de M^{me} de Morès ; depuis lors, je n'ai plus voulu l'entendre, il ne me paraissait plus digne de crédit, déclare M^e de Las Cases. »

« A l'objection, les réponses sont multiples. D'abord, à quelle date Mohammed Taïeb a-t-il encaissé la prime que la marquise de Morès lui a remise ? Cela à quelque intérêt, M. Poisson eût dû préciser, il ne l'a pas fait, et pour cause. En effet, si, dès juillet 1898, en apprenant l'arrestation des assassins, M^{me} la marquise a fait porter au naïb les dix mille francs promis pour cette capture, la Résidence, prévenue de ce paiement fait très ouvertement, pria le naïb de les renvoyer et celui-ci s'empressa de les retourner à Paris.

« Ce n'est que beaucoup plus tard, dans le courant de 1899, après des négociations qui présentèrent l'allure d'un incident diplomatique, que M^{me} de Morès put vaincre la résistance de Mohammed Taïeb et exécuter l'engagement qu'elle avait pris à la face de l'Algérie et qu'elle avait à cœur d'accomplir.

« Quand la prime fut effectivement reçue par le naïb, celui-ci avait depuis longtemps fourni ses témoignages ; elle n'avait donc pu en rien les influencer.

« En quoi, d'ailleurs, le fait pour M^{me} de Morès d'avoir offert une prime, le fait par le naïb de l'avoir reçue, peut-il jeter quelque défaveur, soit sur notre cause, soit sur notre témoin. Vous savez quelles ont été les difficultés auxquelles la marquise s'est heurtée, quand elle a voulu connaître toute la vérité, et faire arrêter les coupables... ces coupables dont les noms étaient sur toutes les bouches, qui journellement s'approchaient de nos avant-postes, que les autorités, depuis deux ans, se refusaient à aller saisir.

« Supposez un instant qu'un des vôtres, un ami, un frère, ait été tué au désert et que police et justice se refusent à punir les coupables, hésiteriez-vous à mettre leurs têtes à prix ? Ne croiriez-vous pas, si vous négligiez ce moyen de venger votre bien-aimé, n'avoir pas donné à sa mémoire ce qu'elle avait le droit d'attendre de votre souvenir et de votre tendresse. La marquise a fait ce que chacun de nous ferait en pareille occurrence. Elle a accompli son devoir, elle l'a accompli en entier ; elle n'a droit qu'à plus de respect, de sympathique admiration.

« Ce que M^{me} de Morès a fait... La loi le fait à chaque instant ; l'Etat n'a-t-il pas, naguère, offert vingt-cinq mille francs à l'heureux policier qui arrêterait cette famille Humbert que semblait protéger autant l'énormité de ses escroqueries que la puissance de ses relations officielles.

« D'ailleurs, ici, la situation du naïb est plus insoupçonnable encore. La prime promise par la marquise n'allait pas à son témoignage, — pour rien au monde elle n'eût voulu acheter ce qui est du ressort de la conscience, — elle récompenserait seulement les efforts accomplis pour avoir, dans une longue et coûteuse expédition, au prix de quels dangers et de quels efforts, arrêté les assassins dont les noms, comme le crime, étaient connus de tous. »

Voilà ce que n'a point su ou n'a point voulu se dire M. le juge d'instruction Poisson.

Tranquillement, avec la sérénité d'un homme qui a la conscience absolument tranquille, d'un justicier qui a fait son devoir, le magistrat clôture son enquête le 31 décembre 1898, estimant sans doute qu'il ne peut pas mieux terminer une année si laborieusement et si utilement remplie.

Il transmet immédiatement son rapport à M. Geffroy, président de la chambre des mises en accusation d'Alger, qui va le juger en ces termes :

« Il est certain que plus largement conçue, l'instruction de Soussa eût gagné en intérêt, mais que, telle qu'elle est, elle ne sera pour l'avenir qu'un très maigre document d'un gros événement... Cette instruction n'est pas assurément un modèle du genre. Elle m'a souvent fatigué et rebuté par certaines déficiences d'exécution. Elle est notablement insuffisante !

Ce fut également l'avis de la cour d'Alger qui, après avoir connaissance de ce document, ordonnait un supplément d'instruction et, désaisissant le juge Poisson, le remplaçant par M. Geffroy en personne.

M^{me} de Morès, ses conseils et ses amis, concurent de cette décision, une vive espérance. Aussitôt la marquise, qui, « par ses agents, ses émissaires, les amis ou les camarades de son mari, avait recueilli en Algérie, en Tunisie, au désert, des indices et des documents précieux », mettait les résultats de ces différentes enquêtes à la disposition de la justice.

M. Jules Delahaye, ancien élève de l'école des Chartes, ancien député, qui, au cours d'un long voyage, au pays même où Morès avait été assassiné, réalisait de précieuses et troublantes découvertes ; M. Auffray, avocat à la cour de Paris et alors député de cette ville, « dans un mémoire lumineux, résumait les charges qui pesaient sur certains coupables non encore arrêtés ni inquiétés », se mirent à la disposition des enquêteurs.

Il ne fut point donné suite à leurs requêtes. Et, pourtant, il suffisait au nouvel enquêteur d'authentifier les renseignements par des témoins entendus sous la foi du serment, de les corroborer les uns par les autres, et aussi de les contrôler par les contradictions même que les accusés avaient le droit de soulever.

La partie civile offrait aux magistrats tous les éléments de l'instruction, mais elle leur dénonçait, en même temps, quels étaient à ses yeux tous les coupables et, à côté des trois brigands déjà arrêtés, elle désignait certains fonctionnaires algériens et tunisiens.

« Sans crainte, M^{me} de Morès nommait tous ceux qu'elle croyait coupables et, par ceux-ci elle n'hésitait pas à désigner les personnages les plus haut placés. »

Infatigable dans sa tâche de justicière à laquelle elle s'était consacrée, M^{me} de Morès sollicitait le renvoi devant la cour criminelle de plusieurs assassins de son mari, tel qu'Ali-Sinaoui, Brahim-El-Hacheya et Soghîr ben Yemina. A trois reprises différentes, la chambre des mises en accusation d'Alger s'y refuse.

Quelle va être l'attitude du président Geffroy ? Lui qui s'est montré si justement sévère envers le juge d'instruction de Soussa, va tout simplement, ainsi qu'on le dit vulgairement « chausser les boîtes de M. Poisson ».

« Il lui semble plus sage et plus prudent, ainsi que le dit M^e de Las Cases, d'épaissir, comme le faisait les dieux antiques, une nuée protectrice entre les fonctionnaires incriminés et ceux qui voudraient les atteindre. »

Qu'on ne croie pas surtout que nous faisons œuvre de partisan. Des faits qui sont sincères, appuyés sur des documents, vont nous prouver combien nous nous tenons dans la plus stricte vérité.

M. Geffroy commençait par convoquer le principal témoin de l'affaire : le naïb de Kadrya.

Or voici la décision qu'il prend, à la date du 16 avril 1899, c'est-à-dire avant que le naïb et ses compagnons comparaissent devant lui, de sa propre autorité.

Confiant dans le zèle de la police, qui avait reçu des instructions spéciales au sujet de cette affaire, et ne pouvait manquer de l'aider en cette œuvre d'étouffement, qu'il croyait de son devoir de magistrat gouvernemental d'accomplir envers tous et contre tout.

COUR D'APPEL D'ALGER

Alger, 16 avril 1899.

(Chambre d'accusation.)

« Nous, Edmond Geffroy, président, etc.,

« Disons que M. le commissaire de police spécialement chargé du service des délégations judiciaires, devra contrôler les observations suivantes :

« Les nommés :

« 1^o Mohammed Taïeb ben Brahim, naïb des Kadrya d'Orargha ;

« 2^o Mohammed ben Bessis, guide et commerçant ;

« 3^o Kaddour ben El-Hadj-Mohammed ;

« 4^o Ali ben Hamina ;

« 5^o El-Aïd ben Lakhdar ;

« Ont quitté hier samedi Tunis pour se rendre à Alger où je dois, mardi prochain, le 18 courant, les entendre comme témoins.

« Je prie M. le commissaire de police, dès leur



Armés de sabres et de lances, les Touareg se sont précipités sur lui... (Page 11).

arrivée à la gare qui aura lieu ce soir dimanche, de faire surveiller ces indigènes :

« Il sera essentiel de savoir :

« 1° Où ils auront été logés, ensemble ou séparément ;

« 2° Autant que possible, avec qui ils auront pris contact à Alger, où ils doivent connaître peu de monde ;

« 3° Si, notamment, le premier témoin, Mohammed Taleb ben Brahim n'est pas descendu à l'hôtel des Etrangers ; s'il n'est pas, dans cet hôtel, entré en relation avec un ou plusieurs Européens ;

« 4° Si, dans les lieux publics, cafés maures ou autres, qu'ils auront fréquentés, les témoins ont conversé avec quelques Européens ou quelques indigènes ; leurs propos devront être, s'il est possible, notés, ou du moins les noms de ceux avec qui ils seront entrés en relation, devront nous être transmis.

(Alger, cote 14, page 139.)

Le soir même, M. Geffroy recevait le rapport de police suivant :

« Nous, Schwartz (Nicolas-Espérance), commissaire central de la police d'Alger, etc., agissant en vertu d'une délégation de M. Geffroy, président de chambre,

« Avons fait procéder à des observations et recherches, desquelles il résulte ce qui suit :

« Les nommés Mohammed Taleb ben Brahim, Mohammed ben Bessis, Kaddour ben El-Hadj-Mohammed, Ali ben Hamma et El-Aïd ben Lackhdar sont arrivés à Alger par le train de Constantine, aujourd'hui 16 avril, à dix heures vingt-cinq du soir et sont descendus tous les cinq à l'hôtel de la Paix, place Mahon.

« Personne n'est allé les recevoir à la gare et ils n'ont reçu aucune visite à l'hôtel, pendant la nuit.

« Le matin, à huit heures, ils sont sortis ensemble de l'hôtel de la Paix et se sont séparés. Mohammed Taleb est allé au café d'Apollon, où il a pris un café en compagnie de son fils, un enfant d'une huitaine d'années, qui l'accompagne. Il est resté seul dans cet établissement, jusqu'à neuf heures et demie. A cette heure, Mohammed ben Bessis est venu le rejoindre en compagnie d'un monsieur âgé de quarante-cinq environ, de taille moyenne, vêtu d'un pantalon gris, paletot noir, coiffé d'un chapeau gris, dit à la Régis, avec un petit crêpe noir, moustaches noires légèrement rabattues, barbe au menton, rasé sur les joues, teint pâle.

« Ils sont restés ensemble à causer jusqu'à dix heures moins cinq, et sont partis en calèche (calèche 63), par les rues du Divan et de la Lyre, pour se rendre, d'après ce qui a pu être entendu de leur conversation, au Palais du Gouverneur, à Mustapha.

« Le monsieur aurait dit au cheïk, en conversant :

« Comme nous nous connaissons de Tunis, vous auriez dû me télégraphier, pour m'annoncer votre arrivée, je serais allé vous attendre à la gare. » Le cheïk ayant voulu régler les consommations, le monsieur en question aurait répondu : « Vous avez assez payé lorsque j'étais à Tunis ; maintenant, c'est moi qui paye. » En effet, il aurait réglé les consommations.

« Les trois autres indigènes qui ne parlent pas et ne comprennent pas le français, sont allés se promener rue de la Lyre et rue Randon. »

(Dossier d'Alger, cote 14, p. 117.)

En lisant ce rapport dont l'insignifiance ne pouvait lui échapper, M. Geffroy dut subir une singulière déconvenue.

Il comptait, à n'en point douter, faire prendre par la police, en flagrant rélit de collusion avec un ou des amis de Morès, qui n'était autre que l'honorable M. Delahaye, le naïb de Kadrya ainsi que ses amis, et voilà qu'au contraire ces gens se conduisent le plus correctement du monde !

C'est donc sous le coup d'une suspicion qui nous apparaît comme des moins légitimes que le naïb et ses compagnons allaient comparaître devant le nouveau magistrat enquêteur. Mais le naïb, loin de se laisser intimider ni décourager par l'actuel singulièrement froid que lui réservait M. Geffroy, élargissant son premier témoignage, déclarait qu'à côté d'El-Kheïr, des deux Hamma et de Béchaoui, il y avait d'autres coupables ; que les bandits d'El-Ouatia

n'avaient fait qu'exécuter des ordres venus de Tunis, de Kébill, de Guémar, et il désignait formellement comme instigateur et comme traître : El-Hadj-Ali, Ali-Sinaoui, le caïd du Nefzaoua, Brahim-El-Hacheya, et le marabout de Guémar. Et il appuyait ses accusations sur des faits, dont il défilait qui que ce fût de mettre en doute l'authenticité.

— Mais, s'écriait le magistrat enquêteur, avant d'être interrogé à Alger, vous l'avez été à Sousse. Pourquoi, à Sousse, n'avez-vous pas tenu le langage actuel ?

A quoi, le naïb répliquait :

— Dans notre loi musulmane, un témoin n'a à déposer que sur les points où on l'interroge... A Sousse, on ne m'a rien demandé en dehors de ce qui était relatif à El-Kheïr et à ses co-accusés, et j'ai bien vu qu'on ne voulait rien savoir au delà.

A l'appui de ses dires, le naïb communiquait à l'informateur, son carnet de voyage où, « lettré, il voulait y noter les régions nouvelles qu'il traversait et explorait ; chef religieux, des établissements qu'il pourrait fonder ; juge d'instruction, des circonstances du crime, le nom des assassins, les aveux de ceux qu'il arrêterait. » Or, les accusations que venaient de porter Mohammed devant M. Geffroy, c'est-à-dire en avril 1899, y étaient toutes consignées, en avril 1898, dès l'arrestation d'El-Kheïr, dès le voyage de Ghât à Ghadamès et à Tatahouine. Et ce carnet n'avait pas été dressé après coup ! Non, l'antériorité de ce carnet et, partant, son authenticité était attestée, par les coutumes arabes et par des témoins précis et inattaquables, tels que celui d'un officier du poste de Médéline qui devait déclarer plus tard qu'il avait eu entre les mains le carnet du naïb en juin 1898, lorsque celui-ci passa dans ce poste, se rendant à Sousse.

Il faut croire que l'impression que le nouveau juge d'instruction produisit sur le loyal naïb ne fut pas des plus favorables, et lui inspira même une certaine méfiance, car il refusa de signer sa déposition. Et, le lendemain, il adressait à M. Geffroy la requête suivante :

« Lorsque j'ai refusé de signer ma déposition, mon intention n'était pas de la renier.

« J'ai cru que j'avais le droit et que la loi me permettait de m'assurer si l'interprète judiciaire assermenté avait traduit textuellement mes paroles, et si le greffier les avait fidèlement reproduites, étant donné l'importance de mes déclarations.

« C'est pourquoi je vous ai demandé une traduction écrite en arabe de cette déposition, afin de me rendre compte moi-même si tout ce que j'avais déclaré avait été reproduit fidèlement. Ce n'est pas que j'aie le moindre doute sur vous et sur vos auxiliaires, mais j'ai voulu faire rectifier les erreurs qui auraient pu être commises dans la transmission de mes paroles, pour ne rien laisser dans l'obscurité, dans cette déposition qui est d'une grande importance.

« Si je vous ai fait cette demande, c'est à cause de ce qui m'est arrivé à l'instruction de Sousse et à celle de Tunis, ainsi que je vous l'ai fait connaître.

« Si je vous ai demandé une traduction en arabe de ma déposition, c'est pour être tranquille à l'avenir et pour me la faire lire par mon interprète particulier, qui le comprend mieux que personne.

« Aussi, je viens solliciter de votre haute bienveillance, monsieur le président, de faire droit à l'une de mes deux demandes. Vous auriez pu, je crois, me donner satisfaction, en raison de la gravité de mes déclarations.

« Je suis prêt à signer ma déposition lorsque l'interprète judiciaire assermenté m'en aura donné lecture, demande par demande, réponse par réponse, afin que je précise certains points, le cas échéant.

« Signé : MOHAMMED TALEB BEN BRAHIM (1). »

N'ayant pu obtenir satisfaction, le naïb, à la date du 1^{er} mai 1899, adressait la lettre suivante au même magistrat :

« Monsieur le président,

« J'ai eu l'honneur, à la date du 24 avril 1899, de vous demander la permission d'achever de ma main la déposition que j'avais à faire conformément aux

(1) Dossier d'Alger, cote 14, pièce 119.

régléments français en vigueur et vous m'avez dit de ce sujet qu'on ne pouvait pas me permettre de sortir du cadre des questions posées.

« Ma déposition étant l'expression de la vérité, je désire en assumer la responsabilité entière devant n'importe quelle juridiction. C'est pour cette raison que je demande à contrôler personnellement le sens et les termes de cette déposition. Ainsi que cela est permis par la loi aux témoins français, qui se rendent compte par eux-mêmes que leur déposition, consignée d'ailleurs dans leur langue, n'a pas été falsifiée. Je vous demande, en conséquence, de faire reproduire la mienne en arabe et de m'en donner lecture par un interprète spécial à moi, qui me comprend parfaitement et que je comprends moi-même mieux que qui que ce soit.

« N'ayant pas reçu de réponse de votre part, je crois de mon devoir de vous faire connaître la date de mon départ d'Alger pour Tunis. Je quitterai Alger le 3 mai courant.

« En agissant ainsi, j'entends vous donner la preuve de mon entière confiance et de ma sincérité, car j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître ce qui m'était arrivé à l'instruction à Soussou et à Tunis.

« Ma conduite en cette circonstance prouve que, sachant toute la portée et la gravité de ma déposition, je tiens malgré cela à en assumer toute la responsabilité.

« Salutations respectueuses, de la part du Mokaddem de la confrérie des Kadrya, à Ouargla.

« Signé : MOHAMMED TAÏEB BEN BRAHIM,

« Actuellement à Alger (1). »

Cette requête devait, ainsi que la précédente, demeurer sans réponse.

Pourquoi, en effet, le magistrat instructeur aurait-il donné suite à la démarche que tentait un témoin qu'il s'était efforcé de rendre suspect avant de l'avoir entendu ?

Cependant..., il ne pouvait, sans motif, opposer une fin de non recevoir à la demande du requérant, et il demandait à la Sûreté de Tunis de le renseigner sur le nommé Abd-El-Aziz ben Osman, l'interprète que Mohammed Taïeb ben Brahim réclamait avec tant d'insistance.

Cette fois, M. Goffroy allait avoir entière satisfaction. Voici, en effet, le procès-verbal qu'il recevait au bout de quelques jours :

VILLE DE TUNIS

Commissariat de la Sûreté, n° 699.

Procès-verbal

« L'an 1899, le 28 avril, à dix heures du matin, Nous Watrin, Henry, commissaire de police, etc., agissant pour l'exécution de la délégation ci-jointe, avons à cet effet recueilli les renseignements suivants :

« Le nommé Abd-El-Aziz ben Osman, sujet tunisien, né à Monastir, âgé de trente-cinq ans environ, habite rue Souki-el-Khir, impasse de l'Armurier, Tunis. Il vint tout jeune à Tunis avec sa famille. Son père, qui était officier dans l'armée beylicale, fut admis à la retraite avec le grade de colonel, il y a dix ans, et actuellement vit de ses rentes.

« Abd-El-Aziz alla au collège Sadiki jusqu'à l'âge de dix-sept ans, quitta cet établissement avec une instruction relativement bonne, et entra comme clerc chez M^e Plétri ; mais il n'y resta que trois ou quatre mois. Il entra ensuite comme interprète au commissariat central de Tunis, sous la direction de M. Santini. Puis, il s'engagea au 4^e régiment de tirailleurs, où il accomplit deux congés.

« Au cours de son service militaire, il fut cassé deux fois du grade de sergent : une première fois pour coups et blessures involontaires sur un indigène.

« A sa libération du service militaire, il se fixa à Kairouan en qualité de courtier et d'agent d'affaires, mais dut quitter cette localité, cinq mois après, par suite de son inconduite ; il rentra chez son père, riche propriétaire. Chargé par celui-ci de l'encasement des loyers de ses locaux, il en profita, une première fois, pour conserver par devers lui la moitié de la recette ; la seconde fois, il en conserva la totalité.

(1) Dossier d'Alger, cote 14, pièce 120.

Quelques jours après, il cherchait à empoisonner son père, lequel, à juste titre, le chassa et le renia (1).

Si le magistrat enquêteur avait connu la source à laquelle le commissaire Watrin avait puisé ses renseignements, sans doute eût-il hésité à s'en servir à la Cour de cassation, comme il devait le faire plus tard.

En effet, comment avait opéré le commissaire Watrin ?

M^e de Las Cases, promenant une torche flamboyante parmi ces ténèbres, va nous le dire.

Voici, en effet, les renseignements indiscutables et indiscutés qu'il devait produire quelques années plus tard devant le tribunal de Soussou.

Au lieu de s'informer auprès des témoins dignes de foi, M. Watrin était allé trouver un individu des plus louches, nommé Zarouch, qui avait été autrefois l'interprète de Mohammed Taïeb ben Brahim et dont celui-ci avait dû se débarrasser pour cause d'indélicatesse. Ce drôle n'avait pas manqué de vouer à son successeur, Abd-El-Aziz Osman, une haine farouche ; aussi ne se gêna-t-il nullement, ainsi qu'on vient de le voir, pour le charger de tous les péchés, de tous les crimes.

Le commissaire accepta d'emblée ce témoignage qui aurait dû cependant lui paraître éminemment suspect. Et, sans poursuivre plus loin son enquête, sans interroger aucun autre témoin, non seulement il expédiait sur-le-champ à M. Goffroy le procès-verbal qu'on vient de lire, mais il faisait encore coffrer, Abd-El-Aziz, qui, « sans autre forme de procès, fut jeté aux îles Kerkennah, une bastille tunisienne dont les portes, pour s'ouvrir, n'ont même pas besoin de lettres de cachet. »

Or, il devait être prouvé par la suite que toutes les déclarations de Zarouch étaient mensongères, et qu'Abd-El-Aziz pouvait d'autant moins avoir tué son père, le colonel Osman, que celui-ci était vivant.

Mais la police, d'abord stylée, ne devait pas s'en tenir là. Tous les amis de Mores qui réclamaient la lumière, toute la lumière, furent en proie à toutes les vexations.

« En 1898, nous raconte toujours M. de Las Cases, M. Delahaye débarquait à Tunis. Mandataire de la marquise, il voulait percer le mystère qui entourait la mort de Mores. A peine débarqué, M. Delahaye est signalé à la police, il est suivi, il est épié... Songez donc : un écrivain de talent, un ancien député d'une probité insoupçonnée, un homme qui a osé, jadis, flétrir la concussion parlementaire et signaler à la France indignée le tripotage du Panama.

« Pour la police du gouvernement actuel, un tel homme ne peut être qu'un ennemi, et un ennemi dangereux. On le guette. On rétablit en son honneur les indélicatesses du cabinet noir ; ses lettres sont prises, détournées, ouvertes.

« Il n'est pas le seul. Le marquis d'Anselme de Puisaye, pendant un voyage en France, va visiter M. Delahaye dans l'Allier, à Chantocelle. Quand il le quitte, sa malle est arrêtée, fouillée, et tous les papiers relatifs à l'affaire de Mores sont enlevés. Et le grand jurisconsulte de se demander logiquement :

— Qui donc a dérobé ces papiers ? La police, si elle le voulait, nous le dirait. »

Nous devons à la vérité d'ajouter que ces graves accusations n'ont été ni réfutées ni démenties.

S'il fallait citer tous les rapports de police tendancieux, rédigés alors sur de nombreuses personnalités à l'abri de tout soupçon qui s'étaient jointes à M. Delahaye pour rechercher la vérité, il nous faudrait plusieurs volumes. Contentons-nous d'en citer un seul, on pourra juger par lui de ce que valaient les autres.

Commissariat de la Sûreté

Tunis, 6 avril 1899.

Rapport

« Le sieur Ferrut, Honoré, âgé de trente et un ans, originaire de Paris, officier payeur, habite rue Albjira, au numéro quarante.

« En Tunisie depuis six ans environ, il a occupé les mêmes fonctions dans différentes villes, notamment à Gabès, Gafsa et Bizerte.

« Le sieur Ferrut semble jouer un grand rôle dans l'affaire qui nous occupe.

« On croit que l'allusion faite par l'*Echo Tunisien*,

(1) Dossier d'Alger, cote 14, pièce 124.

dans les premiers jours de mars dernier, relativement à la première arrivée de Delahaye en Tunisie, sous le nom de Garrau, où il est dit que deux personnes seulement, dont un officier, connaissaient sa présence, s'applique au sieur Ferrut.

• Auparavant, l'officier Ferrut était désigné comme doux, tranquille, de conduite exemplaire ; aujourd'hui, il est surexcité, critique le gouvernement de la République, surtout au point de vue militaire.

• Des Français se trouvant attablés avec lui le 4 avril dernier, ont été surpris et même froissés qu'un fonctionnaire tiennne un pareil langage.

• Le sieur Ferrut n'a d'autres fréquentations à Tunis que celle du naïb et de son entourage. Il se rend très rarement au cercle militaire et ne fréquente pas ses collègues.

• Cet officier s'affiche en dévot, a sa chambre ornée d'un grand Christ et a communie à Pâques. Il paraît que Delahaye aurait dit au naïb, à son départ :

« — Jà te laisse cet officier qui te donnera tout ce que tu auras besoin. »

• Le sieur Ferrut, qui a de beaux appointements, donne assez fréquemment de l'argent aux domestiques du naïb. On désigne le père du sieur Ferrut comme étant un fonctionnaire au ministère de l'Intérieur ou des Affaires étrangères.

(Dossier d'Alger, II cote 14, p. 130.)

Sans commentaires, n'est-ce pas ?

Enfin... M^{me} de Morès, justement inquiète des lenteurs de l'information, adressait la requête suivante au magistrat enquêteur :

• La dame Marie Médora de Hoffmann, veuve de M. le marquis de Morès, ayant M^e Georges Blasselle pour avoue constitué, a l'honneur de vous exposer :

• Qu'aux termes de l'article 71 du code d'instruction criminelle, le magistrat instructeur doit faire citer devant lui tous les témoins, indiqués par la partie civile, comme ayant eu connaissance, soit du crime, soit des circonstances dans lesquelles il s'est accompli ;

• Que M. Jules Delahaye a eu connaissance de l'assassinat commis sur le marquis de Morès et principalement des circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi ce crime ;

• Que l'exposante, en sa qualité de partie civile, considère comme indispensable à la manifestation de la vérité et qu'elle a le plus grand intérêt à ce que M. Jules Delahaye soit entendu sur tous les points qui ont fait l'objet de dépositions de Mohammed Taïeb ben Brahim et des quatre Chambaa ;

• Que M. Delahaye pourra, de cette façon, ajouter à ses précédentes déclarations des précisions et additions importantes à la manifestation de la vérité, notamment sur les circonstances du crime commis à El-Quatia, auquel l'arrêt de la cour du 18 février 1899 a circonscrit le supplément d'information ;

• En conséquence, la marquise de Morès conclut à ce qu'il vous plaise, monsieur le président, de vouloir bien recevoir les dépositions complémentaires de M. Jules Delahaye, sur tous les points qui ont fait l'objet des dépositions de Mohammed Taïeb et de ses quatre Chambaa.

• Alger, le 27 avril 1899.

• Signé : BLAISSELLE. GEORGES. »

Il ne fut pas donné suite à cette requête.

On comprend que, dans ces conditions, l'instruction n'ait guère progressé et qu'en dehors des trois assassins coffrés, grâce à l'intervention de la marquise de Morès et à l'habileté du naïb de Kadrya, aucun des autres coupables n'eussent été arrêtés.

Se rendant compte que l'instruction d'Alger « était alanguie et conduite dans le même sens et dans le même esprit que celle de Sousse », M^{me} la marquise de Morès se pourvoyait devant la Cour de Cassation en suspension légitime. Elle demandait à comparaître devant un autre juge d'instruction et devant une autre Cour. Elle souhaitait une œuvre judiciaire normale.

Pendant le délibéré, devant la Cour Suprême, M. Geffroy adressait à celle-ci un mémoire explicatif et justificatif.

Répondant aux reproches que lui faisait la marquise de Morès d'avoir refusé, contrairement à sa requête, appuyée par le Procureur général d'Alger, de faire une enquête sur les agissements de deux fonc-

tionnaires algériens et tunisiens, le marabout Si El-Aroussi et le caïd Belgacem ben Hamadi, qu'elle accusait formellement d'avoir trémpé dans l'assassinat de son mari, M. le président Geffroy répondait en ces termes :

« Je ne puis dire que cet arrêt auquel je m'honore d'avoir participé, est juridique et sage, car si la loi égale pour tous n'accorde aux fonctionnaires publics inculpés aucun privilège devant la justice, encore est-il d'une prudence ordinaire et qui s'impose aux juges de tous degrés de prévoir l'animosité, les passions que suscite parfois l'exercice du pouvoir et de se montrer prudent et avisé lorsqu'il s'agit de rechercher les actes de ceux qui les détiennent ! »

On ne saurait invoquer plus clairement la raison d'Etat en faveur des fonctionnaires. Mais ce n'est pas tout.

Expliquant pourquoi, à son avis, la Cour de Cassation doit se garder de faire droit aux demandes de la partie civile, cet étrange magistrat, qui nous ramène aux pires conceptions de la justice sous la monarchie absolue, ose écrire ceci :

« Il est certain que dans un pays de protectorat, il est des sujets que la magistrature doit savoir n'aborder qu'avec réserve et même ne pas aborder du tout ; que, par exemple, l'administration du représentant de la France à Tunis ne saurait, sans de graves inconvénients, être soumise au contrôle des tribunaux. »

Et il ajoute :

« Quelques incidents de l'affaire de Morès étaient-ils précisément des sujets réservés, et le parquet de Sousse a-t-il à cet égard reçu des instructions qu'il a ensuite transmises à son collègue du siège, je l'ignore, et je ne verrai là, pour mon compte, rien que de très régulier.

« En cour d'assises, l'affaire de Morès serait le prétexte et l'occasion de commentaires passionnés. Devant un tribunal indigène, elle sera, au contraire, sagement et raisonnable jugée, sans péril et sans aléa pour les accusés dont, avant tous autres, l'intérêt doit être sauvegardé. »

Avant ceux de la victime ?

Et c'est un magistrat qui parle ainsi ! Etrange !... étrange !...

M. Geffroy poursuit :

« Je prie la Cour de Cassation de vouloir bien envisager que si la chambre d'accusation d'Alger avait fait droit aux conclusions entières de la partie civile, ou seulement aux réquisitions du procureur général, l'information pouvait se prolonger pendant un temps indéfini et que depuis près d'un an, trois prévenus et dix-sept contumaces attendaient, ils attendent encore ; enfin, que le crime d'El-Quatia, qui a aujourd'hui trois ans de date, étant de juin 1896. »

A qui la faute ? Je suppose que le président Geffroy n'a pas voulu en interliner ni la victime, ni ceux qui veulent venger sa mémoire. Eh tout cas, il sera permis de trouver fort déplacées dans la bouche d'un magistrat, qui ne péchait pas précisément par excès d'indulgence envers ses justiciables, les paroles de pitié qu'il prononce en faveur des bandits tels qu'El-Kheir et ses complices.

Avant d'en terminer avec la citation de ce si curieux document, ouvrons ici une parenthèse pour révéler à nos lecteurs un incident des plus troublants qui nous donner à penser que M. Geffroy, si décidé à faire toute la lumière lorsqu'il ne connaissait rien ou presque rien de l'affaire, dut, lorsqu'il eut l'instruction en mains, reculer devant les responsabilités qu'il encourait à faire éclater toute la vérité.

Lorsque le naïb des Kadrya, Mohammed Taïeb ben Brahim, arriva à Alger porteur de renseignements qui, d'après ce qu'il avait déjà dit au juge d'instruction de Sousse, ne pouvaient être que sensationnels, que fit M. Geffroy pour se mettre à couvert en cas de révélations par trop graves ? Il demanda au gouverneur général, M. Laferrère, la permission de lui communiquer son dossier, et il le pria de bien vouloir recevoir le naïb des Kadrya, « pensant, sans doute, qu'il usera de son autorité pour changer les dispositions du témoin ».

M. le gouverneur Laferrère refusait de voir le sévère dossier et de recevoir le naïb, donnant ainsi à l'enquêteur une leçon d'impartialité. Mais M. Geffroy n'en saisit pas la haute signification, car, voici ce que nous lisons dans son rapport à la Cour de Cassation :

« Je n'ai pas eu à communiquer l'instruction, car M. le gouverneur me déclara qu'il ne verrait pas mon

dossier, ce qui, en effet, eut lieu, et qu'il ne verrait pas le naïb.

« Il est cependant exact que si M. le gouverneur général avait demandé à voir mon dossier, je n'aurais pas hésité à le lui montrer, ce qui eût été de bien peu d'importance, puisque tout ce que j'y avais consigné, relatif à l'Algérie, me provenait d'officiers ou de fonctionnaires dépendant du gouverneur général.

Alors pourquoi M. Geffroy avait-il tant insisté auprès de M. le gouverneur Laferrière, non seulement pour lui communiquer ce dossier, mais pour obtenir de ce haut fonctionnaire qu'il fit venir en sa présence le naïb des Kadrya ?...

Quelle allait être la réponse de la Cour de Cassation à la requête de M^{me} la marquise de Morès ? La voici :

Elle se refusait à dessaisir les tribunaux pour cause de suspicion légitime, mais contrairement à ce que demandait M. Geffroy, elle indiquait, sur la réquisition de M. l'avocat général Feuillelay, la nécessité d'un supplément d'instruction.

Un arrêt de la cour d'Alger déferait à cette invitation, mais elle confirmait ses pouvoirs à M. Geffroy.

Ce magistrat allait naturellement continuer sa tactique, c'est-à-dire celle de défendre les fonctionnaires incriminés et d'éviter que les véritables instigateurs ne fussent atteints par une trop vive lumière.

On se souvient que M^{me} de Morès avait accusé Si El-Aroussi, marabout de Guémar, d'être l'un des instigateurs de l'assassinat :

« Sa culpabilité, affirmait-elle, est de notoriété publique ; on n'a qu'à interroger les indigènes. »

Auparavant, M. Geffroy s'informait auprès du capitaine Canvet, du poste de Guémar. Celui-ci lui répondit que « bien des indigènes déposeraient contre Si El-Aroussi ».

M. Geffroy adressait alors la note suivante au chef du bureau arabe, El-Oued :

« Dans une note qu'il a déposée entre mes mains, le naïb des Kadrya expose qu'à Ghadamès où il s'était transporté pour arrêter les assassins de Morès, il avait appris que le cheick Si El-Aroussi avait remis à Seghir ben Yemma une lettre destinée à El-Kheïr ben

Abd-El-Kader, lettre dans laquelle il était dit à celui-ci d'aller attendre Morès à Bir-El-Sof, puis, à El-Ouatia, et de le tuer.

« Le naïb continue :

« — Aussitôt, Seghir ben Yemma, prenant la parole, me dit : « C'est moi qui leur ai porté la lettre, à Massine, de la part du cheick Si El-Aroussi ; je les ai trouvés campés avec Mohammed El-Hadj-Ali, nous montâmes tous sur nos montures pour nous rendre à Bir-El-Sof, mais, n'ayant pas rencontré le marquis, nous fîmes retourner Seghir et le cheick El-Aroussi à Guémar et nous restâmes dix jours à l'attendre.

« Seghir ben Yemma revint enfin et nous apporta une lettre du cheick El-Aroussi. Nous lûmes cette lettre où celui-ci nous disait : « Allez à Haci-El-Ouatia, car le roumi a décidé de ne pas passer par Bir-El-Sof ; allez le trouver à El-Ouatia et tuez-le sans crainte. »

« La cour a décidé que cette accusation portée contre Si El-Aroussi serait vérifiée. »

Mais M. Geffroy avait bien soin de faire observer à son correspondant :

« Elle serait péremptoirement contredite, s'il était démontré que le cheick El-Aroussi n'a pu connaître à temps l'arrivée de Morès à Bir-El-Sof et surtout à El-Ouatia. Prière de rechercher, etc., etc.

« Alger, le 9 août 1900.

« Signé : GEFFROY. »

(Alger, pièce 128.)

Nous ignorons quelle fut la réponse du chef de bureau arabe, El-Oued. Elle ne figure pas au dossier. Mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que le naïb des Kadrya demanda avec insistance à être confronté avec Si El-Aroussi, affirmant qu'il se faisait fort d'obtenir de lui les aveux les plus complets. Nous sommes non moins certains que M. Geffroy se refusa à cette entrevue qui pouvait très bien avoir un résultat décisif.

Et pourtant, ainsi que nous l'avons vu, la déposition que le naïb avait fait au juge d'instruction de Soussé, en lui remettant ses deux prisonniers, était assez nette, assez formelle, assez digne de foi pour qu'il lui accordât toute l'attention voulue. Il n'en fit rien, pourquoi ?...

V

RÉVÉLATIONS DE M. JULES DELAHAYE ET DE M^{re} DE LAS CASES.
— GRAVES ET DÉCISIFS TÉMOIGNAGES. — LE MARABOUT DE
TIDJANIA. — LES TRAITRES. — « LES GENS DE SINAOUNI MAR-
QUENT MAL ! » — LA SIGNATURE DES ASSASSINS. — UN RAP-
PORT DE POLICE DONT ON NE TIEN PAS COMPTE.

Grâce aux révélations de M. Jules Delahaye qui, au cours de son enquête sur l'assassinat de Morès, avait recueilli de si troublants et si précieux renseignements, grâce aussi à la plaidoirie si complète, si documentée et toujours si loyale que M^{re} de Las Cases, au nom de la marquise de Morès, devait prononcer devant la chambre criminelle de Soussé, grâce aussi à l'étude aussi impartiale qu'approfondie des pièces principales du fameux dossier d'Alger dont nous avons tenu à mettre un certain nombre devant les yeux de nos lecteurs, nous sommes arrivés à percer le mystère.

Rappelons d'abord ce qu'avait été la première déposition du naïb des Kadrya.

Le naïb avait été des plus affirmatifs. Il avait affirmé que la mort de Morès avait été décidée et complotée par le marabout Si El-Aroussi et la Djemma de Ghadamès et que Béchaoui et El-Kheïr avaient été les exécuteurs du complot. Il ajoutait que le marquis de Morès avait été tué avec le consentement de la Djemma par une bande d'Ifoghas, amis et fidèles du marabout. Il affirmait encore qu'à son deuxième voyage dans le sud, l'envoyé du marabout s'était rendu à Ghadamès, se séparant d'El-Kheïr qui, lui, obliquait pour atteindre directement El-Ouatia.

« Porteur des lettres au marabout il allait demander à la Djemma son estampille pour un crime qui devait se commettre sur son territoire.

« Tandis qu'El-Kheïr est à El-Ouatia, précisait le naïb, l'agent du marabout, lui, est à Ghadamès... La Djemma se réunit, elle va décider du sort de Morès... Mais la Djemma ne veut rien faire sans connaître l'arrêt du marabout. Il a un émissaire, un porte-parole. On le fait venir, on le consulte... Et à l'unani-

mité, la mort du Français est décidée. On écrit une lettre et on l'envoie à El-Ouatia, afin que Béchaoui, ainsi qu'El-Kheïr, sache que la Djemma est d'accord avec le marabout.

Toutes ces informations étaient d'ailleurs confirmées par de nombreux faits et témoignages qui parviennent bientôt au juge d'instruction. Voici d'abord le rapport du capitaine D., attaché au bureau des renseignements de Kébili :

« Très active, dit-il, est la correspondance qu'entretenait le marabout par l'intermédiaire de Ifoghas ou des marchands Ghadamésiens, avec un certain nombre de personnalité des Ifoghas. Nous avons été amenés à faire des recherches dans cet ordre d'idées et nous avons trouvé que, précisément, le 2 mai 1896, un nommé Bachin ben Madjoub, de Ghadamès, venu avec des lettres d'Hendeboul, notable fogassi établi à Ghadamès, était reparti d'El-Oued emportant diverses lettres de l'autorité française et du marabout, destinées notamment aux notables de la petite fraction qui a commis le meurtre de Morès, Okha ben Béchaoui, Guemana El-Hadj-Ouk, Mohammed Ouanabatig. Le fils et le neveu de ce dernier ont pris part au massacre du marquis de Morès, qui aurait d'ailleurs été secrètement approuvé et organisé par le premier.

Un autre témoin, Mohammed ben Hadj-Bekri, déclarait :

« J'étais à Ghadamès quand on a appris la venue du Français (Morès) à El-Ouatia... Les Ghadamésiens ont appris par une lettre de Béchaoui, qui demandait ce qu'il fallait faire d'un Français qui était arrivé à El-Ouatia et qui déclarait se rendre à Ghât. Les Toua-

(1) Plaidoirie de M^{re} de Las Cases.

reg se sont réunis et ont discuté s'il fallait aider le Français, ou le renvoyer, ou le tuer. Toute l'assemblée a été d'avis qu'il fallait le tuer... De suite, après cette réunion, c'est-à-dire après le coucher du soleil, Tahar Ould El-Hadj Ahmed est parti à méhari porteur d'une lettre pour Bèchaoui.

L. — L'employé du marabout était-il à Ghadamès et avez-vous entendu dire qu'il se serait absenté au moment de la mort du Français.

R. — Je ne connaissais pas Sèghir. J'ai entendu dire qu'il était à Ghadamès et qu'il avait assisté à la réunion où fut discutée la mort du Français.

Autre témoignage :

Voici ce que déclarait, d'après le témoin, Abderrhamman ben El-Hadj-Bekri, El-Sèghir, l'envoyé du marabout (1) :

— J'étais à la réunion des Touareg, qui a eu lieu lors de la réception de la lettre de Bèchaoui, mais comme j'étais trop jeune, je n'avais pas voix consultative, et je n'étais, là que pour donner l'opinion du marabout.

D. — Et Sèghir est-il parti de Ghadamès pour El-Ouatia avec Thaar ben Hammed et savait-il forcément que celui-ci portait l'ordre de tuer le Français ?

R. — Oui, il est parti avec Thaar et il avait parfaitement connaissance que Thaar portait une lettre pour Bèchaoui pour lui donner l'ordre de tuer le Français... Ma conviction est qu'il est parti avec l'idée, soit de prendre part au massacre, soit tout au moins de prendre part au butin.

Qu'on aille pas prétendre qu'Abderrhamman est un faux témoin. Voici, en effet, ce que le principal intéressé en l'occurrence, c'est-à-dire le messenger en personne, répond le 13 décembre 1896 aux officiers qui avaient été chargés d'une première enquête (2) :

D. — N'y a-t-il pas eu une réunion à Ghadamès des Touareg qui y campent pour décider quel accueil sera fait au Français ?

R. — Si.

D. — Vous assistiez à cette réunion ?

R. — Oui.

D. — Abderrhamman était-il présent ?

R. — Oui.

Voici maintenant d'autres témoins qui vont affirmer d'une façon encore plus évidente la culpabilité du marabout.

Au lendemain du crime (3), un important marabout Kadri Si El-Hachemi, frère du naïb des Kadrya, envoie à Ghadamès un émissaire qu'il a chargé de se procurer la liste des assassins. Le messenger revient avec la lettre suivante :

« Louange au Dieu unique : De la part d'Abderrhamman El-Hadj-Bekri à Si El-Hachemi, cheïck des Kadrya à El-Oued.

Le motif qui a déterminé cet écrit et qui renfermera du bien, s'il plaît à Dieu, est :

« 1° De vous remercier au nom des Touareg grands et petits des services que vous avez rendus aux nôtres et de tout le bien que vous leur avez fait. Nous formons des vœux pour vous envoyer la bénédiction du ciel afin que votre grand-père qui est l'envoyé de Dieu, soit notre intercesseur le jour de la Résurrection ;

« 2° Au sujet du Français qui a été tué, les Touareg se sont réunis, et sont allés chercher le Français qu'ils ont installé à El-Ouatia. Ils envoyaient ensuite un cavalier à Ghadamès pour demander s'il devait l'emmener à Ghadamès et à Ghât. Le marabout leur a dit qu'il fallait le tuer sur place, sans qu'il n'en entrât un seul à Ghadamès. Ont pris part au massacre : Le nègre de Ghadamès, sept Chambaa et deux Redjbanî, Tahar des Ifoghas, l'envoyé du marabout et son nègre.

« Signé : ABDERRHAMMAN. » (qui a apposé son cachet.) Abderrhamman devait d'ailleurs authentifier ce document si important :

— Ma lettre, déclarait-il aux enquêteurs d'El-Oued, a été écrite par Djeridi ben Kina, sous ma dictée et avec l'autorisation d'El-Hadj-Ali Mohammed Oudda, El-Hadj El-Kheïr, Abdennebi Ould Moussa, Mohammed Djeridi l'a écrite la nuit. Nous étions seuls ; il me l'a relue, et j'ai apposé mon cachet à plusieurs reprises.

Ce cachet m'a été remis par le commandant Rebillot, à Tunis.

On se demandera pour quelles raisons Abderrhamman qui entretenait de si excellentes relations avec la Résidence de Tunis n'a pas prévenu cette haute administration du complot tramé contre le marquis de Morès.

Enfin, voici deux autres témoignages qui renforcent encore les précédents. Comme on présente à Ali Smerli le messenger du marabout, Ali hésitait, tremblant de peur, et finit tout de même par déclarer :

— Celui-ci était à El-Ouatia, je ne puis me tromper ; il était le seul Targui Imberbo ; je l'ai vu plusieurs fois.

Un autre témoin, Messaoud, a reçu de l'émissaire du marabout l'aveu de sa participation au meurtre.

« Confronté avec Messaoud, le messenger nie le connaître, mais Messaoud lui rappelle les détails de leur voyage de Ghadamès à Sinaoun par El-Ouatia ; comment ils ont fait route ensemble, comment une nuit, sous la tente, ils se sont attardés à entendre des chansons d'amour, comment dans un autre endroit ils se sont rendus chez une targui aux mœurs légères. Il ajoute que l'envoyé du marabout lui a montré un fusil à dix coups qu'il avait reçu comme part du butin. »

Tous ces faits semblent si probants au procureur général d'Alger qu'il demande le renvoi devant la cour criminelle de Sousse de l'émissaire du marabout. La chambre des mises en accusations, saisie également d'une requête en ce sens de M^{me} la marquise de Morès, s'y refuse. Pourquoi ? Parce que, si l'on poursuivait l'agent du marabout, il faudrait poursuivre le marabout lui-même et, cela, on ne le veut pas !

Qu'est-ce donc cet étrange personnage qui semble planer au-dessus des lois ?

C'est un marabout qui appartient à la confrérie des Tidjanîa, confrérie importante qui étend en Algérie et en Tunisie les mille mailles de son épais filet.

Le grand maître de l'ordre des Tidjanîa résidait à Témassine et s'appelait Si El-Aïd ; mais Si El-Aïd n'était qu'un chef décoratif, une sorte de pontife glorieux mais fainéant, dont le marabout en question était le coadjuteur, le lieutenant, le bras droit agissant, le cerveau même.

M^{re} de Las Cases nous en brosse le pittoresque portrait suivant :

« Avec son abdomen proéminent, sa taille empâtée et alourdie d'une encombrante obésité, ses paupières tombantes qui l'obligent, pour voir clair, de rejeter en arrière sa tête alourdie par la graisse, la myopie qui donne à ses yeux une allure hésitante et fuyante, le marabout est au premier abord presque ridicule. Mais sous cette lourde enveloppe se dissimule un esprit plein de finesse et d'intrigue.

« Il a trouvé le moyen d'être influent tout à la fois parmi les Tidjanîa et dans le monde de nos gouvernants.

« La tâche n'était pas aisée, et il fallait pour y réussir une dextérité bien orientale.

« Le marabout eut l'habileté de défendre sa secte et d'envelopper nos officiers au point que ceux-ci ne voyaient plus que par ses yeux et étaient persuadés de l'utilité de son dévouement. On pouvait dire du marabout de Guémar qu'il a la clef du désert jusqu'à Ghadamès et même jusqu'à Ghât.

« D'une part, cet émissaire était en perpétuel contact avec la Djemma de Ghadamès, le vrai pouvoir de cette ville, une sorte de conseil des Dix qui dirige tout sous l'œil somnolent du caïmanan turc. Or, la Djemma de Ghadamès ouvre ou ferme, à sa guise, la route ; car d'elle dépendent les tribus Touareg.

« D'autre part, les Touareg qui parcourent les vastes espaces entourant Ghadamès et Ghât sont pour la plupart des Tidjanîa. Ils sont sous la dépendance directe du marabout et il suffit d'un mot de lui pour que l'explorateur soit désigné à leur respect ou à leurs coups.

« Morès qui connaissait à merveille cette situation, n'eut garde de négliger le marabout de Guémar. A la fin de 1895, il se rendit dans le sud constantinois, le visita, se fit recommander à lui, dîna avec lui le 4 janvier 1896, lui indiqua ses projets de pénétration et, pour leur exécution, lui demanda son concours.

« Le marabout le promit. Mais chez l'Arabe, une promesse ne va jamais sans restriction mentale. Celle du marabout était facile à deviner ; comme Tidjanî,

(1) Dossier d'Alger, II, p. 351.

(2) Dossier d'Alger, II, 351.

(3) Plaidoirie de M^{re} de Las Cases.

il avait tout intérêt à l'échec de Morès. Le livrer à ses adeptes, c'était à la fois livrer à leur fanatisme un chrétien détesté, à leur cupidité une riche proie, c'était faire grandir son influence parmi les « fidèles ».

« Mais si la France protégeait Morès, le conduire à bon port, c'était faire preuve de dévouement et mériter récompense.

« Pour le marabout, l'exécution de sa promesse devait dépendre de l'attitude des autorités françaises et du degré de soutien qu'elles donneraient à leur compatriote.

« Quand le marabout qui savait fort bien ce qui se passait à la résidence et ne pouvait ignorer par conséquent que l'expédition de Morès y était vue d'un œil des plus défavorable, son parti fut d'autant plus vite pris qu'il se savait d'avance sûr de l'impunité, et il ne songea plus qu'à faire assassiner le Français.

« Son choix se porta sur El-Kheïr, un Tidjani qui, par sa féroce cruauté autant que par les forces qu'il disposait, lui inspirait une entière confiance. Mais El-Kheïr se trouvait alors au sud de Ghadamès. Le marabout lui expédia aussitôt un messenger qui s'en allait immédiatement porter à El-Kheïr l'ordre fatal.

« Tandis qu'El-Kheïr se mettait en devoir de l'exécuter et gagnait El-Ouatia, l'émissaire du marabout retournait à Ghadamès prévenir la Djemina et obtenir son concours pour un acte qui allait se perpétrer sur son territoire. »

Devant ces faits accablants, que va faire M. Geffroy, le magistrat instructeur ? Arrêter le marabout et son émissaire, il s'en gardera bien. Il donnera simplement à M. le capitaine D..., chef du poste le plus rapproché de Guémar une commission rogatoire dans le but sol-disant de vérifier les dires du naïb. Mais au lieu de lui dire : « Informez-vous si le raid organisé par le marabout est possible ? » il lui fait clairement entendre qu'il est préférable d'établir l'impossibilité matérielle du raid, ce qui, d'un coup, les dispensera d'une instruction qui présente tant de dangers.

A tous les gens de bonne foi, cependant, le rôle du marabout semblera assez défini pour qu'il n'y ait aucun doute sur sa culpabilité.

Occupons-nous maintenant de réparer les omissions du magistrat enquêteur et d'établir les responsabilités des autres assassins de Morès qui, eux aussi, devaient être soustraits au châtiment qu'ils avaient mérité.

Prenons d'abord les premiers compagnons du marquis, c'est-à-dire Brahim El-Hacheya, Ali Sinaouni, El-Hadj-Alli, et le nègre Smerli.

Le premier, El-Hacheya, a presque avoué sa complicité avec les assassins de Morès.

« Quand, en 1896, on l'interroge, au lendemain du massacre, lui qui arrive d'El-Ouatia, lui qui, quinze jours durant, a été à la tête de l'expédition, lui qu'on sait, qui en a vécu tous les incidents, déclare qu'il n'a rien à dire et s'enferme dans un mutisme absolu. Mutisme tellement voulu que les officiers de Kébili le suspectent avec raison.

« Brahim El-Hacheya craint, sans doute, en mettant la justice sur la piste des coupables de s'attirer des inimitiés. Mais il craignait bien davantage, en parlant, de s'accuser lui-même et cette crainte de la justice, cette crainte de questions malheureuses, étroit à ce point Brahim El-Hacheya, que quand, en 1900, on le cite à l'instruction il ne s'y rend pas, il se dit malade ; maladie feinte, affirme le médecin qui l'examine d'office et ordonne son transfert *manu militari*. »

Il est alors interrogé... Va-t-il être arrêté ? Nullement ; les questions qu'on lui pose ne sont guère compromettantes, non seulement pour lui mais encore pour tous ceux qui devraient être déjà sous les verrous, et pourtant il est démontré qu'au puits de Zar, il a eu ainsi que le guide Ali Sinaouni une conversation des plus suspectes avec le nègre Ladjl qui a joué dans le drame un rôle si important. L'enquêteur se garde bien de lui demander ce qu'ils se sont dit au cours de cette mystérieuse entrevue, et, pourtant, le témoin Aoun ben Djabeur dépose en ces termes :

— Brahim El-Hacheya ne vous a peut-être pas dit qu'il était allé chercher les Touareg. Il ne vous a peut-être pas dit que les Touareg nous suivaient depuis Zar. Un des chameliers qui s'était joint à la caravane l'avait quittée à Genat-el-Kebba. Il disait qu'il retournait à son campement, dans l'Oued makala. Mais, dans mon idée, il est allé prévenir les Chambaa et les Touareg.

Voici maintenant ce que dira à l'audience Mohamed ben Rou-Alli :

— Pendant que nous faisions l'étape de Zar à Kreckem, nous aperçûmes sept ou huit nègres ghadamésiens ou touareg. Parmi eux, Ladjl, que je retrouvai à El-Ouatia et qui nous avait par conséquent suivis. Brahim El-Hacheya, m'a dit qu'il connaissait Ladjl et Béchaoui.

D'ailleurs, l'attitude de Brahim El-Hacheya n'est-elle pas des plus significatives ? Après s'être proclamé l'ami de Béchaoui, il le laisse seul avec lui, il reprend la route de Kébili, « non sans avoir lancé au cuisinier du marquis, qui était un peu fort, cet adieu macabre : « Eh bien ! et toi, où laisseras-tu tomber ton gros ventre ? »

Manifestement, Brahim El-Hacheya n'a été mis à côté de Morès que pour le trahir.

Pendant la nuit qu'il passa chez les Touareg (Dossier d'Alger, II, C, 4, P. 17), il cherche à faire croire au chef Béchaoui que Morès emporte avec lui treize millions, contribuant d'une façon effective au massacre de l'expédition.

« En ce qui concerne la moralité de Brahim El-Hacheya, lisons-nous dans un rapport rédigé par le capitaine Donau, l'enquête faite sur les antécédents de cet indigène me permet d'ajouter ce qui suit :

« Il était, avant l'occupation, ce qu'on appelle un razzieur, c'est-à-dire un pillard et à l'occasion un meurtrier. Le chiffre de cinquante-deux meurtres que lui impute la partie civile paraît exagéré ; mais il est vraisemblable que, dans les prises d'armes ayant pour but le pillage et qui étaient d'un usage courant à cette époque, il ait pu tuer une dizaine d'hommes dans les combats. »

Et voilà le bandit qu'on a choisi et conseillé pour compagnon à l'infortuné marquis de Morès. Qu'on n'aille pas nous dire qu'on ignorait ses si fâcheux antécédents !

Lorsque qu'Ali ben Bessis, le vieux guide de l'explorateur Fourreau apprend que Brahim El-Hacheya fait partie de l'expédition de Morès, il veut prévenir le marquis, mais il est trop tard, Morès est déjà parti. Alors Ali ben Bessis s'écrie :

— Il et aux mains de Brahim, c'est un homme perdu !

... Examinons maintenant le cas d'Ali Sinaouni.

De nombreux témoignages établissent que, comme Brahim, au puits de Zar, il a eu avec le nègre Ladjl une longue conversation ; que, pour laisser à Béchaoui le temps d'arriver à El-Ouatia, il a feint de se perdre et « pour forcer le marquis à abandonner l'escorte de Gabès, il a fatigué volontairement chameliers et chameaux par des marches sans eau, tout cela aux environs de Sinaoun, dans une région où tous les puits et toutes les pistes lui étaient connus ».

Enfin, quoique armé, Ali Sinaouni ne fait rien pour défendre son maître. Il est épargné, on lui rend son bagage, il obtient sa part de butin. Enfin, une voix d'outre-tombe va s'élever, formellement accusatrice, celle de la victime. Voici, en effet, ce qu'écrit Morès à la date du 4 juin 1896.

« Notre guide nègre amené de Tunis, Ali Sinaouni a cherché à nous perdre et à éreinter nos chameaux pour nous mettre entre les mains de ses compères de Sinaoun. Nous avons pu parer le coup après une marche forcée. »

Et Morès, que l'on sent en méfiance, d'ajouter :

— Les gens de Sinaoun marquent mal.

Aussitôt après le crime, Ali Sinaouni évite avec soin de revenir en territoire de protectorat et, pourtant, il a laissé à Tunis sa femme et ses enfants ; mais il se garde bien d'aller les y chercher. Il a prié un ami de lui rendre ce service et il s'est prudemment retiré à Sinaoun où il vit tranquillement et d'où on se garde bien de le rappeler.

— Ici, déclare le médecin militaire Saint-Paul, à Kébili, nous avons toujours considéré Ali Sinaouni comme l'agent actif du crime, la cheville ouvrière de l'assassinat.

— Ali Sinaouni a trahi Morès, écrit dans son rapport le capitaine d'Aissally. Il prit langue avec les Touareg et leur loua les chameaux.

— Ali Sinaouni, affirme le général de Servières, après avoir cherché à trahir Morès, a obtenu sa vie sauve, sans doute de par sa complicité avec les assassins.

Persuadé de sa culpabilité, le procureur général d'Alger demandait, dans son réquisitoire devant la

chambre des mises en accusation, que des charges nouvelles ayant été relevées sur le guide Ali Sinaoui, il soit compris dans les poursuites.

Sous la présidence de M. Geffroy, toujours chargé de l'enquête dite d'Alger sur l'assassinat du marquis de Morès, la cour d'appel d'Alger rendait l'ordonnance suivante :

Cour d'Appel d'Alger.
Chambre d'accusation.

• Nous, Edmond Geffroy, président de la chambre à la cour d'appel d'Alger :

• Vu l'article 238 du code d'instruction criminelle ;

• Vu l'article 236 du même code ;

• Vu l'arrêt de la chambre d'accusation qui nous désigne pour faire un supplément d'information dans la procédure instruite à Soussou contre El-Kheir ben Abd-El-Kader ben Hadj et autres prévenus d'assassinat et de vol ;

• Commettons aux fins suivantes M. le juge d'instruction de Tunis :

• Parmi les embauchés à Tunis, par le marquis de Morès, ont figuré le nègre Ali Sinaoui.

• Ce nègre, qui serait originaire de Sinaoun, devait, dans ces régions, servir de guide à la caravane.

• Or, il paraît résulter des renseignements produits qu'Ali Sinaoui, qui aurait pris le 1^{er} juin 1898 ses fonctions de guide, aurait égaré volontairement ceux qu'il avait mission de guider ;

• Que le 2 juin, le lendemain, une nouvelle erreur de route aurait été commise par Ali Sinaoui, erreur dont le résultat aurait été d'amener Morès et ses compagnons à El-Ouatia, où a eu lieu le crime.

• D'autre part, Ali Sinaoui, bien qu'originaire de Sinaoun, habitait Tunis à l'époque où, il a été engagé et ne semble plus y être revenu depuis le massacre de la mission.

• Bien que cet ensemble de faits, ne soient pas suffisant pour caractériser une véritable complicité, il est pourtant assez grave pour nécessiter de sérieuses investigations.

• C'est à ces investigations que M. le juge d'instruction de Tunis aura à se livrer (1).

De cette ordonnance, nous retiendrons tout particulièrement cette phrase à la fois si importante et si étrange dans la bouche d'un magistrat qui cumule avec ses fonctions de président de Chambre à la cour d'appel d'Alger celle de juge enquêteur dans la même affaire :

• Bien que cet ensemble de faits ne soient pas suffisants pour caractériser une véritable complicité !... »

Que faut-il donc à M. Geffroy pour prendre envers Sinaoui une mesure de rigueur que justifient non seulement les dépositions de nombreux témoins dignes de foi, mais encore des faits patents, avérés, dont l'authenticité n'est pas contestable ?

Nous sommes convaincus que M. Geffroy, lorsqu'il remplissait les fonctions de juge d'instruction, a dû certainement délivrer des mandats d'amener contre des accusés dont la culpabilité était beaucoup moins évidente que celle de ce nègre.

Décidément, il sera dit que, jusqu'au bout, il aura été accordé aux assassins de Morès, ainsi qu'à leurs complices, toute facilité pour échapper aux poursuites de la justice.

La réponse du juge d'instruction de Tunis ne se fait pas attendre. Nous la trouvons également dans le dossier d'Alger, cote 2, page 93. Elle est absolument insignifiante.

Nous y lisons ceci :

• Le nommé Ali ben Mohammed Salah El-Sinouni, plus communément appelé Ali Sinaoui, est né au Soudan. Orphelin de bonne heure, il fut amené à Sinaoun en quelque sorte comme esclave, et il y fut élevé et s'y maria. Père d'un enfant, il laissa sa femme et son fils dans cette localité, pour prendre une deuxième femme à Tunis, où il se fixa. Dans cette localité, il eut un enfant de sa deuxième femme. »

Et c'est tout ou presque tout. C'est bien peu, en tout cas. Le juge d'instruction de Tunis n'apporte aucun élément nouveau capable de justifier, du moins, aux yeux de M. Geffroy, l'arrestation de Sinaoui, qui ne sera convoqué ni comme témoin ni comme accusé.

(1) Dossier d'Alger, cote 11, p. 87.

En recevant le rapport de son collègue d'Alger, M. Geffroy a dû se frotter les mains et s'écrier :

— Décidément, mon confrère de Tunis est fort intelligent !

Tout cela ne justifie-t-il pas les paroles suivantes de M. de Las Cases :

— Si Ali-Sinaoui, le guide choisi par El-Hadj-Ali était reconnu coupable, ce serait un pas fait vers la trahison de ce dernier, et comme celui-ci, véritable chef d'état-major de la caravane, a été donné à Morès par Tahar-Ladjimi, quoique Tahar le dénie mensongèrement aujourd'hui... comme Tahar Ladjimi n'est pas seulement employé du caïd El-Boy, un personnage officiel, mais qu'il est encore un familier de notre administration... comme elle a été par lui en rapport indirect avec El-Hadj-Ali et comme il est prouvé qu'il a tout fait pour la mettre en rapport direct avec les Ghadamésiens, si El-Hadj-Ali est un traître, que sont donc ceux qui, le connaissant, l'ont présenté à M. de Morès et le lui ont présenté comme l'homme qui devait le diriger, le conduire, le sauvegarder ?

• Or, tout nous indique que El-Hadj-Ali fut réellement un traître. Le naïf des Kadrya l'a toujours affirmé. Ne lisons-nous pas dans la déposition qu'il a faite au poste de Tatahouine, le 27 juin 1898, au lieutenant Delom, officier au service des renseignements :

« A un moment donné, les Touareg qui suivaient avec la caravane se précipitèrent en avant ; le Ghadamésien se sauva. M. de Morès, se voyant trahi, lui dit deux fois de s'arrêter, et, comme il n'obéissait pas, il lui tira un coup de revolver et il roula à terre. »

• Ce témoignage était confirmé par le témoin Hamma ben Yousef et par un honorable avocat, du barreau de Tunis M^e Cattan, conseil des Ghadamésiens qui avaient des difficultés ou des procès devant le tribunal de cette ville. Voici ce qu'il déclarait dans sa déposition :

— Le plus grand malheur de M. de Morès a été de s'adresser à El-Hadj-Ali. Le fait par El-Hadj-Ali de s'être engagé à Morès a pu avoir pour cause un véritable guet-apens.

• Et il ajoutait ces paroles singulièrement graves, mêmes décisives :

« — Comme musulman, comme négociant ghadamésien, comme frère des Tseni, El-Hadj-Ali ne pouvait que vouloir empêcher un Français d'approcher de Ghadamès. Il ne l'a accompagné que pour mieux entraver sa marche, que pour mieux assurer son insuccès. Tahar Ladjimi n'a pu jeter Morès dans les griffes d'El-Hadj-Ali que pour perpétrer sa mort. »

Signalons en passant que M^e Cattan fut entendu par M. Geffroy et que celui-ci ne tint aucun compte de sa déposition.

D'ailleurs ne suffit-il pas de reconstituer l'attitude du guide nègre au moment de l'attaque, pour achever de se convaincre de sa culpabilité ?

Tous les témoins affirment que El-Hadj-Ali n'avait pas d'armes, et que, contrairement à ce que certains ont prétendu, il n'avait pas pu chercher à défendre le marquis, pas plus qu'il ne l'avait couvert de son corps pour le défendre contre les coups des Touareg.

En effet, si Béchaoui avait tué El-Hadj-Ali, jamais les Tseni, ses frères, tout puissants à Ghadamès, n'eussent laissé invengé ce crime contre l'un des leurs ; ils eussent pour le moins fermé à Béchaoui, les portes de la ville. Or, depuis El-Ouatia, Béchaoui est venu maintes fois à Ghadamès, y a séjourné, et nombre de personnes l'ont vu en rapport avec les Tseni.

• D'ailleurs, la conduite d'El-Hadj-Ali au cours de l'expédition, conduite sur laquelle tous les témoignages sont d'accord, nous le montre prévoyant, préparant le guet-apens de concert avec Brahim El-Hacheyn et Sasi-Sinouni.

• Comme eux, de Zâr, il entretenait avec les rôdeurs Touareg des correspondances équivoques.

• A El-Ouatia, Béchaoui le reconnaît, vient à lui, lui baise l'épaule, lui témoigne une considération significative, prend ses ordres, et s'abouche avec lui dans des conciliabules aussi longs que fréquents et secrets.

• Comment Béchaoui eût-il tué l'homme qu'il écoutait et vénérât ainsi ? Les domestiques d'El-Hadj-Ali sont sacrés pour les bandits d'El-Ouatia. Les deux serviteurs algériens du marquis sont tués à ses côtés ; mais les domestiques d'El-Hadj-Ali, Ali Smerli, et



El-Keir s'approcha encore lentement, et, comme le marquis remuait encore, il le frappa d'un coup de sabre entre les épaules. (Page 15).

Salah Kebelli, aussi bien qu'Ali Sinaoui, sont épar-
gués, rendus à la liberté, remis en la possession de
leurs biens, et même, gratifiés d'une part de prise.
Voilà qui est significatif !

« Non seulement El-Hadj-Ali n'a pas été tué par
Réchaoui, mais il eut suffi d'un mot, d'un désir, d'un
signe de lui pour que Morès fut protégé et, ce mot,
El-Hadj-Ali ne l'a pas dit ; c'est un ordre contraire
qu'il a donné ; selon la parole si juste de M. Cattani,
c'est lui qui a mené la caravane au guet-apens. »

Et M. Delahaye nous semble avoir grandement rai-
son lorsqu'il s'écrie :

— *Hadj-Ali, tué par Morès, c'est la signature par le
marquis de la trahison dont il fut victime !*

Maintenant, au tour de l'autre nègre, Ali Smerli,
dont nous avons déjà parlé au cours de ce récit, et
dont il importe de préciser le rôle.

Ali Smerli avait commencé par prétendre que, loin
d'avoir abandonné le marquis, il avait volé à son
secours, aidé à descendre de sa chamelle et que s'il
n'avait pu en faire davantage, c'est parce qu'il avait
été empoigné, désarmé et ligoté par les Touareg et
les Chambaa.

Ajoutons qu'il n'y avait pas un mot de vrai dans
ce récit et qu'Ali Smerli a dû, par la suite, le recon-
naître lui-même.

Le commandant Rébillet qui, fort inopinément,
s'était constitué le défenseur d'Ali Smerli, et avait
cherché à l'innocenter de l'assassinat de Morès, déclai-
rait cependant à l'instruction :

— Il m'est resté comme souvenir très net de l'inter-
rogatoire d'Ali Smerli, l'impression que cet indigène
ne pouvait pas être suspecté de connivence ou de
concert avec les assassins avant le meurtre. Je fais
remarquer que foi entière ne me paraît pas être due
au récit qu'il a fait de son attitude, pendant et après
l'action.

« Il est plus que probable qu'il a dû, une fois l'ac-
tion engagée, ne songer qu'à sa vie, par exemple,
jeter ses armes, essayer de fuir, et plus tard, le
meurtre accompli, prêter la main à l'ouverture des
bagages (c'est-à-dire au pillage).

Tel n'était point l'avis du capitaine d'Assailly, ainsi
qu'il en résulte d'une lettre écrite par cet officier à
son supérieur hiérarchique, le général de Servières :

« Ali Smerli, dont le rôle semble n'avoir pas été au-

dessus de tous soupçons, maintenant qu'il n'a pas été
inquiété, ne parlera sans doute plus car il a ses pro-
tecteurs à Tunis.

Mais on se gardera bien d'enquêter, on le laissera
bien tranquille et, pourtant, les renseignements que
l'on a sur son compte, ne sont pas précisément favo-
rables, s'il faut en croire le rapport de police que
nous avons en ce moment sous les yeux et que, dans
notre volonté de ne rien laisser dans l'ombre, nous
allons intégralement reproduire :

« Ali ben Barka, plus connu sous le nom d'Ali
Smerli, est originaire de Dakhla, près Khélibia, con-
trôle de Granballa : il est âgé de trente-trois ans
environ, et père de deux enfants.

« A la mort de son protecteur (un ancien secrétaire
de l'Ouzara) qui l'a élevé, Ali Smerli s'employa
comme journalier, mais d'une façon irrégulière.

« En 1896, il fut enrôlé par le marquis de Morès
pour faire partie d'une expédition dans le Sahara.

« Echappé au massacre de la mission, il revint à
Tunis et se fit admettre au bout d'un certain temps,
comme gardien de nuit au Comptoir National d'Es-
compte.

« Six mois après, il partait pour Constantine pour
en revenir un mois plus tard.

« Pendant son absence, il avait été remplacé au
Comptoir d'Escompte et resta inoccupé pendant cinq
mois.

« Depuis quelque temps, il exerce le métier de mar-
chand de charbon ambulante.

« Ali Smerli est un homme de moralité douteuse,
de médiocre confiance, paresseux et débauché ; il fré-
quente assidûment les lieux de prostitution indigène.

« De tout quoi, nous avons dressé procès-verbal qui
sera transmis à M. le juge d'instruction aux fins qu'il
appartiendra.

« Fait et clos à Tunis, les jours, mois et an que ci-
dessus.

« Le commissaire de police, chef de la Sûreté.

« Signé : BOUTOUYNE (1).

Décidément, le protégé du commandant Rébillet
n'était guère recommandable.

VI

UNE LETTRE DE MORÈS. — RÔLE DU RÉSIDENT GÉNÉRAL MIL-
LET. — ÉTRANGES FAÇONS D'AGIR DE L'ADMINISTRATION. —
TÉLÉGRAMMES... TENDANCIEUX. — « PAS UN GUIDE ! PAS UN
CONVOYEUR ! PAS UN CHAMEAU ! » — LE MORT PARLE !...

Maintenant, nous allons mettre sous les yeux du pu-
blic toutes les pièces qui nous paraissent susceptibles
d'apporter une contribution à la vérité.

Rappelons d'abord qu'on avait accusé le marquis
de Morès d'avoir organisé son expédition à la légère
et d'avoir donné tête baissée dans le guet-apens que
les Touareg, de leur propre initiative, lui avait tendu.

Les documents qui suivent, ainsi que les faits
dûment établis que nous allons rapporter, prouvent
d'une façon irréfutable la fausseté de cette impru-
dente allégation.

Voici d'abord la lettre officielle que, d'accord avec
l'Administration, ainsi qu'en pareil cas, le marquis
de Morès avait écrite au Résident général à Tunis.

« Tunis, le 23 avril 1896.

« Monsieur le Résident Général,

« J'ai l'honneur de vous confirmer par écrit ma
déclaration et mes demandes verbales de ce jour.

« Je suis sur mon départ ; je vais à Témassinine où
ma caravane est déjà réunie. Après entente avec les
Adjeurs, j'irai à Ghât ou au Sud pour entrer en con-
tact avec les Kélouïs par l'intermédiaire des Adjeurs.
Mon intention serait de toucher Idelès pour apprendre
l'état du Soudan.

« Je fais cette tentative à mes frais, risques et périls,
pour le développement de notre influence et en vue
des avantages qui peuvent en résulter pour notre
Gouvernement.

« Je sais que je ne puis agir avec son aide officielle,
mais je n'ai aucune raison d'agir en dehors de lui ;
c'est précisément dans cette pensée que j'ai demandé
les bons offices du gouvernement de l'Algérie et que
je me présente devant vous aujourd'hui.

« Mon point de départ est sur le territoire de la pro-
vince de Constantine.

« Je me félicite des bons offices reçus.

« Mon voyage de Tunis a pour but de recueillir les
renseignements qui peuvent m'être donnés de ce côté,
pour lesquels je me considérerais obligé.

« A Tunis, ma demande de concours porterait sur
la mise à ma disposition officielle d'El-Hachachi,
ancien ama de l'agriculture (service de M. Ducre-
quet.)

« Pendant le temps où il serait employé pour le
bien de cette entreprise, je le prendrais à ma solde ;
toutefois, je voudrais être assuré qu'il sera tenu
compte de ses services et qu'à son retour il rentrera
sans difficultés dans ses charges et emplois actuels.

« Je vous demanderai de plus un mot de recom-
mandation auprès de M. Destailleurs, contrôleur civil
à Gabès, avec la permission de prendre copie des ren-
seignements de géographie commerciale et politique
sur les royaumes du Soudan, Bornou et Sokoto et
leurs dynasties, afin de compléter les renseignements
fournis par les grands voyageurs Barth, Nachtigal et
Duveyrier.

« Je vous prie de vouloir bien agréer, monsieur le

(1) Dossier d'Alger 1, cote 8, page 35.

Résident Général, l'assurance de ma haute considération.

« Signé : MORÈS. »

Il faut croire que M. le Résident Général Millet ne trouva pas alors l'entreprise de Morès aussi utopique et périlleuse que d'autres l'ont prétendu plus tard, puisqu'il accueillit avec toutes les apparences d'une courtoisie parfaite la requête précédente dont, répétons-le, les termes, suivant le protocole habituel, avaient été d'ailleurs convenus d'avance.

Comment en eût-il été autrement ? Morès ne demandait ni argent ni faveur. Il sollicitait simplement un appui moral qui lui est indispensable, « sachant très bien, en colonial avisé, qu'en Algérie, en Tunisie, au désert, on ne peut rien réussir si on n'est pas soutenu par l'influence française. »

En outre, selon les termes même de la lettre de Morès, le Résident n'était-il pas convert, non seulement politiquement, vis-à-vis de son Gouvernement, mais encore, diplomatiquement, vis-à-vis des autres nations, que l'expédition projetée par le marquis pouvait offusquer, notamment l'Angleterre.

En ces conditions, il semblait bien difficile, sinon impossible, aux autorités françaises de lui refuser l'appui moral qu'il sollicitait.

Il nous faut de dire qu'on ne parut pas le lui marchand.

— Vous voulez tenter d'atteindre Ghât ? lui dit-on. N'y pénétrez point par la Tunisie ; mais entrez au désert par l'Algérie et notre concours officiel vous est assuré.

Et, aussitôt, l'Administration mettait ses connaissances géographiques et ethnographiques à la disposition de l'explorateur...

M. de Morès a besoin d'un intendant, on lui procure Tahar-Ladjmi ; d'un chef d'état-major, on lui présente El-Hadj-Alli d'un ambassadeur, on lui donne El-Hachachi, et comme celui-ci est fonctionnaire, on le met en congé avec promesse d'avancement à son retour.

Alors, — nous sommes en avril 1896, retenons bien cette date, — Morès apprend que les Touareg Ifoghas qui avoisinent El-Oued sont les victimes de la disette. Que va faire cet imprudent, ce casse-cou ? Va-t-il profiter de leur désarroi, de leur affaiblissement, pour tenter un coup de force sur la ligne et franchir cette zone réputée dangereuse avec sa caravane ? Non point. Désireux de s'acquiescer leur sympathie, il va s'efforcer de leur venir en aide, et, dans ce but, il écrit au grand chef nominal des Tidjanla, à ce Si El-Aïd dont Si El-Aroussi est le lieutenant, mais un lieutenant qui, par son activité ambitieuse et intrigante, s'est élevé au rôle du maire du palais, pour lui annoncer qu'il va lui envoyer des grains et lui demander d'en faire la répartition parmi ses administrés.

— Si la quantité envoyée est insuffisante, mande-t-il, vous pourrez à mes frais en acheter une provision ; vos dépenses vous seront immédiatement remboursées !

Et El-Aïd lui répond qu'il est très touché de cet offre, mais qu'il ne peut rien décider sans avoir pris l'avis des autorités françaises.

Et il s'en va trouver le commandant Pujat, chef du poste de Touggourth. Quelle fut cette entrevue ? Une lettre officielle du chef de bataillon Pujat au général commandant la subdivision de Batna nous le dira :

« Mon général, j'ai l'honneur de vous rendre compte que M. le marquis de Morès a écrit à Si El-Aïd ben Si Ali, de la zaoua de Témassinine pour lui demander si les grains qu'il a fait expédier pour les Touareg à Témassinine, sont arrivés à destination.

« M. de Morès prie également Si Mohammed El-Aïd ben Si Ali d'acheter vingt sacs d'orge et de les remettre de sa part aux Touareg attendus à Touggourth. Il remboursera cette avance à son arrivée prochaine à Touggourth. En attendant, il demande une réponse télégraphique, le 4 mai, à Gabès ; sa lettre est partie de Tunis.

« Si El-Aïd est venu me demander conseil au sujet de la réponse à faire à M. de Morès. Je l'ai engagé à répondre simplement qu'il n'avait pas connaissance de l'arrivée d'une caravane de grains à destination des Touareg à Témassinine, ce qui du reste est exact.

« En ce qui concerne les vingt sacs d'orge à donner aux Touareg, j'ai conseillé à Si El-Aïd de répondre ou

de faire répondre, par le chef de l'ordre, que les Touareg venus à Touggourth et à Témassinine avaient rejoint leur campement aux environs de Bérèsol et qu'il ne pouvait se charger de faire cet envoi, n'ayant pas à sa disposition les moyens de transport nécessaires.

« J'ai en outre recommandé à Si Mohammed El-Aïd ben Ali de se tenir sur une grande réserve dans ses relations avec le marquis de Morès, qui pourrait peut-être l'entraîner plus loin qu'il ne convient.

« Dans le cas où vous auriez quelques instructions particulières au sujet de l'arrivée prochaine de M. de Morès à Touggourth, je vous serais obligé, mon général, si vous voulez bien me les faire connaître.

« Signé : PUJAT. »

On ne peut pas dire plus clairement à Si El-Aïd et à Si El-Aroussi, et, par eux, à tous les Ifoghas Tidjanla : « Si Morès vous demande aide et appui, voulez-vous savoir ce que pense la France ?... Ne l'aidez pas, ne vous compromettez pas avec lui. »

Qu'on ne croie pas un seul instant que le chef de poste de Touggourth ait adopté cette attitude de sa propre initiative ; il n'a agi que d'après un mot d'ordre lancé par celui qui lui avait promis si formellement son appui moral, par le résident général Millet.

En voulez-vous la preuve ? En voici plusieurs. Tout d'abord, ce télégramme du résident général au contrôleur civil de Gabès :

« Tunis, le 25 avril 1896.

« Le marquis de Morès partira dimanche pour Gabès. Son intention est de se rendre de ce point dans le sud de la province de Constantine, d'où il gagnera le Sahara. Il se propose d'aller vous voir ainsi que le général Allegro, pour vous demander des renseignements que vous pouvez posséder sur le Soudan et le commerce transsaharien. Je vous prie de vouloir bien accueillir le voyageur et de répondre à ses demandes de renseignements. »

Jusqu'ici, c'est parfait, le résident tient sa parole, mais attendons la fin. Point n'est besoin de lire entre les lignes qui vont suivre, pour se rendre compte combien elles détruisent la portée des précédentes :

« D'après ses déclarations même, le marquis de Morès ne doit ni passer par la frontière tuniso-tripolitaine, ni s'adresser à nos autorités de la Régence pour demander des guides ou des moyens de transport. »

On s'étonnera à juste titre que le résident, qui a si bien aidé Morès à organiser sa caravane et lui a procuré, par l'intermédiaire de fonctionnaires et d'agents placés sous ses ordres et sa dépendance, les chefs d'état-major, guides, intendants, interprètes, etc., etc., qui devaient si lâchement le trahir, interdise si formellement au contrôleur civil de Gabès, d'accorder au même personnage l'appui dont il peut avoir besoin en cas de très probable danger.

Mais, M. Millet ne se contente pas de ces premières instructions. Le 7 mai 1896, il adresse au même contrôleur le télégramme suivant :

« Après séjour d'un mois à Tunis, le marquis de Morès embarque aujourd'hui pour Gabès.

« Il a déclaré, au moment de son départ, qu'il avait l'intention de partir avec une caravane comprenant quarante chameaux et quinze hommes, Algériens, Sahariens, Soudaniens, pour se rendre en Algérie par la route du Netzaoua et Bir-Recof.

« Là, il se dirigerait sur Ksar El-Hairan, El-Biodh et Témassinine.

« Il doit rencontrer, en ce dernier point, les chefs des Aougharen, Touareg Azguer, et sous leur protection se diriger sur Ghât, Aghadès et Zindor.

« Les projets subséquents où il semble entrer une certaine part d'utopie, viseraient une action dans le Sokoto et Bornou.

« Jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas lieu d'apporter d'obstacle à l'exécution du projet de Morès ; mais vous éviterez toute responsabilité directe dans l'organisation matérielle de cette entreprise et vous donne-

rez les instructions dans le même sens aux autorités françaises et indigènes.

« Veuillez remettre une copie du présent télégramme au général Allegro.

« Prière de me tenir exactement au courant télégraphiquement de toutes les démarches de M. de Morès (1). »

Telle est la façon dont le résident général comprenait l'appui moral qu'il avait promis à Morès. Mieux n'eût-il pas valu lui dire franchement :

— Nous désapprouvons votre expédition pour des raisons qui nous regardent seuls et que nous n'avons pas à vous faire connaître. Nous vous demandons d'y renoncer, sinon nous vous avertissons que nous déclinons toute espèce de responsabilité, quant aux suites et que nous mettrons tout en œuvre pour vous empêcher de réaliser votre projet.

Au lieu de cela, M. Millet témoigne à Morès une bienveillance qui, si elle n'a rien d'officielle, ne doit pas moins en paraître, aux yeux du marquis, comme un encouragement officieux à persévérer dans son œuvre.

Si le télégramme du résident de Tunis, ainsi que nous l'avons dit plus haut, n'eût aucune portée sur le général Allegro qui n'en tint aucun compte, on se doute combien les restrictions qu'il contenait durent influencer les indigènes dans un sens défavorable à l'action de l'explorateur.

Mais M. Millet, en même temps qu'il télégraphiait au général Allegro et au contrôleur civil de Gabès, adressait la dépêche suivante au gouverneur général de l'Algérie :

« M. le marquis de Morès, après un séjour d'un mois à Tunis, s'embarque aujourd'hui pour Gabès. Il a déclaré au moment de son départ qu'il avait l'intention de partir, etc., etc. »

Le texte de ce télégramme est d'ailleurs semblable au précédent.

Toutefois, M. Millet crut devoir y ajouter ceci :

« M. le marquis de Morès dit avoir prévenu le général de La Roque de son itinéraire et lui avoir demandé de lui envoyer son courrier à Ksar et à Haïran.

« Je n'ai pas cru devoir m'opposer à l'exécution de cet itinéraire sur le territoire de la Tunisie, puisque, en somme, M. de Morès se rend ainsi en territoire algérien occupé par des postes militaires.

« J'ai prévenu le ministre des Affaires étrangères. »

Il eût été des plus intéressant de connaître la réponse du ministre, mais elle ne figure pas au dossier. Cependant, il nous est facile d'en reconstituer le sens en lisant la correspondance qui s'est engagée au sujet du marquis entre le gouvernement général de l'Algérie et les autorités locales. Nous nous contenterons d'en extraire et d'en citer la dépêche suivante, qui mieux encore que tous les documents que nous venons de soumettre à l'appréciation de nos lecteurs, nous montrera jusqu'à quel point le gouvernement d'alors contrecarra jusqu'à la rendre irrémédiablement tragique, une expédition qu'il eût été beaucoup plus loyal d'empêcher ouvertement, ainsi qu'on l'avait fait précédemment pour d'autres.

Dépêche télégraphique

Cabinet du Gouverneur Général
de l'Algérie

Constantine, 10/5/1896,
8 h. 20 du matin.

Division à gouverneur général Algérie, à Alger.

« Réponse à télégramme chiffré 9 mai, vous adresse aujourd'hui lettre importante même objet. De l'ensemble renseignements y contenus, et de ceux de notre télégramme, je dégage impression que de Morès cherche à dérouter surveillance du résident général de France à Tunis et la vôtre.

« Propose comme mesure précaution : Envoyez Bérèsos, officier, avec mission de chercher à détourner projet et, si impossible, lui notifier arrêté de vous interdisant accès dans sud algérien.

(1) Pièce 25.

« Je rappelle Touggourth et El-Oued, proscription, votre lettre 1123, et ai interdit sous responsabilité personnelle octroi fourniture à ce voyageur, guide, hommes et chameaux. Prière répondre par télégramme pour envoi officier Bérèsos. »

— Pas un guide, pas un convoyeur, pas un chameau... s'écrie M^e de Las Cases. Voilà comment les fonctionnaires français protègent leurs nationaux quand ceux-ci ont l'outrecuidance de vouloir servir leur pays.

« Vous promettez à Morès votre appui, votre aide, votre concours. Il vous en remercie, et aux officiers, aux fonctionnaires, aux indigènes même on écrit : défense, sous leur responsabilité personnelle, de fournir à l'explorateur un guide, un convoyeur, un chameau. Et après les instructions du commandant Pujat, l'envoi d'un officier à Bérèsos confirme au marabout les paroles par les actes.

« Parlez-vous encore de l'impossibilité morale, pour le marabout, d'avoir participé au guet-apens des El-Ouatla ?

« Direz-vous encore, que, pour desservir Morès, il était le trop fidèle allié des pouvoirs français ? Les pouvoirs français !

« Mais il a suffi au marabout de jeter les yeux sur leur correspondance, pour deviner leur désir.

« C'est ainsi, dites-vous, que vous aidez un compatriote portant dans les sables du désert, — mais sans vous, — les couleurs du drapeau national.

« Mais comment feriez-vous, comment parleriez-vous donc si vous le vouliez faire échouer, attaquer, assassiner ?

« Ah ! les indigènes ont pu comprendre... ils ont cru trop bien comprendre... Et ce sont des amis, des fidèles de la France, qui ont comploté, exécuté le massacre du Français !

Paroles graves, paroles sévères, paroles terribles même, que nous enregistrons sans les commenter. A cela, que vont répondre les porte-parole de ceux qu'accuse si ouvertement l'avocat éloquent qui a été chargé par la marquise de Morès, non seulement de défendre la mémoire de son mari, mais de faire éclater dans le prétoire de Soussou toute la lumière.

Déjà, la justice a répondu par ces mots aux plaintes de la partie civile :

— Nous ne pouvons faire mieux tant que vous ne nous apporterez pas vous-même une preuve... Apportez-nous l'ordre écrit de l'assassinat.

A cela, M^e de Las Cases réplique :

— Il vous faut une preuve par écrit ? Aveugles ! Comment ne l'avez-vous pas vue ? L'ordre de mort, mais il est prouvé par écrit dans les lettres, les circulaires, les instructions écrites d'Algérie... Voilà les ordres pour tuer Morès ; c'est de ces ordres qu'il est mort.

A cela, la *Dépêche Tunisienne*, organe de la résidence, a voulu répliquer d'avance par ces mots :

« En admettant que l'instruction faite et que l'audience publique démontre que M. de Morès a été assassiné par des indigènes qui, de très bonne foi, croyaient rendre service aux gouvernants de Tunisie, cela ne prouverait pas encore et ne prouvera jamais la complicité même morale des dits gouvernants.

Voici la riposte de la partie civile :

— Il y a eu malentendu, dites-vous... Malentendu, cela seulement fût-il, de ce malentendu mortel, vous qui l'auriez fait naître par votre imprudence et votre mauvaise volonté, vous seriez, fonctionnaires malveillants, moralement responsables.

« La loi punit avec raison, même l'homicide par imprudence et, s'il y a eu malentendu, c'est au moins d'un fait de cette nature que vous devriez répondre.

« Comment, de vieux arabisants comme nos fonctionnaires connaissent-ils assez mal l'âme arabe pour n'avoir pu pressentir l'interprétation sanglante qu'elle donnerait au mauvais vouloir témoigné à l'encontre de Morès.

« Si, en agissant comme vous le savez à l'encontre de Morès, on n'a pas voulu souhaiter un échec, qu'a-t-on voulu ?

« On voulait simplement décourager l'explorateur et l'arrêter...

« Vous voulez l'arrêter... dites-vous ?... Eh bien, pourquoi ne l'avez-vous pas arrêté ? Rien n'était plus simple, rien n'était plus facile. Vous aviez la force... Vous aviez le droit.

« La jurisprudence constante de la résidence est

qu'aucune exploration ne peut se former en Tunisie sans son bon vouloir. On a rappelé une série de décisions conformes ; une surtout nous a frappés.

« En 1889, un monsieur Perrin voulut pénétrer dans l'intérieur tunisien ; on lui signala qu'il ne passerait pas ; on jugeait son expédition inopportune.

« M. Perrin s'insurgea... Il était député, il était journaliste ; il menaça de la tribune et de la presse ; on violait sa liberté, on agissait sans droit.

« — C'est possible, lui répliqua-t-on, mais vous ne passerez pas. »

« Et il ne passa pas.

« Si vous aviez voulu arrêter de Morès, vous n'aviez qu'à lui appliquer la jurisprudence Perrin. Vous ne l'avez pas fait ; au contraire, vous lui avez donné officiellement votre concours, vous avez mis certaines personnes, comme Tahar Ladjmi, El-Hachachi El-Hadj-All, à sa disposition. Vous avez fait ou laissé former sa caravane. Ouvertement, vous avez facilité ou encouragé son départ.

« — Mais nous avons envoyé à Bérésos, à l'étape frontière, un officier chargé de le déconseiller et au besoin de l'arrêter, dites-vous. Nous voulions donc bien le sauver, même malgré lui.

Et M^e de Las Cases de s'écrier :

— Est-ce sérieusement que l'on peut parler ainsi ? Comment, la résidence générale avouera qu'elle ne se sent ni la force, ni l'autorité morale suffisantes pour, au début, avant tous préparatifs, détourner le marquis de Morès de son expédition, et elle pensera qu'en cours de route, quand sa caravane aura été recrutée et organisée, quand la France et l'Europe connaîtront son départ, quand s'arrêter serait pour lui un échec, presque une honte, Morès, l'intrepide, l'indébranlable Morès, reculera devant le discours persuasif d'un simple lieutenant d'infanterie !

Et s'appuyant sur le dossier de l'instruction qu'il a si minutieusement exploré, le défenseur nous révèle :

— Le lieutenant Muzeau...

« — Arrêter Morès ! » lui a-t-on ordonné.

« — Comment ? »

« — Par la persuasion !... lui a-t-on dit.

« — Mais si la persuasion échoue ? » objecte M. Muzeau, qui est un homme de bon sens et de sage prévision.

« Ecoutez la réponse du gouverneur général M. Cambon ; Messieurs, écoutez-la, et savourez-la :

« — Si la persuasion échoue, vous nous prétendrez et attendrez de nouvelles instructions. »

« Or, raisonne judicieusement, M^e de Las Cases, Bérésos est à plusieurs journées du plus prochain télégramme, et M. le gouverneur quitte d'ailleurs, en ce moment, Alger pour Paris. Avant que M. Muzeau ait pu télégraphier et recevoir une réponse, M. de Morès aura, depuis longtemps, gagné le désert et dépassé notre intérieur. M. Muzeau n'avait donc pas été envoyé à Bérésos pour arrêter le marquis.

« Dans quel but, alors, cette démonstration ?

« On raconte que, voulant se débarrasser du général Boulanger et l'éloigner de ses partisans sans avoir à agir directement contre lui, M. Constant, alors ministre de l'Intérieur, imagina le stratagème suivant :

« Il invita un ami du général à venir au ministère, et, au cours de l'entretien, quitta un instant son cabi-

net, non sans avoir assez ostensiblement laissé sur sa table de travail un faux mandat d'arrêt contre le général.

« L'ami vit le mandat, eut à une arrestation prochaine, et le soir même, Boulanger se réfugiait à Bruxelles. Le tour était joué.

« On a usé envers M. de Morès d'une tactique analogue ; on l'a prévenu de l'envoi d'un officier à Bérésos, afin qu'il n'y passât pas.

Et le grand avocat d'ajouter dans sa plaidoirie, véritable monument historique élevé à la mémoire de Morès, source intarissable de lumière et de vérité...

— Si le gouvernement avait voulu dissuader Morès de son expédition, c'est à Tunis, non à Bérésos, c'est par le résident, non par le lieutenant, qu'il aurait agi sur sa volonté ; mais, surtout, on ne l'aurait pas officiellement prévenu de l'obstacle moral qu'on élevait devant lui.

« Les autorités tunisiennes ont dû prévoir qu'étant donné le genre de recommandation dont elles entouraient Morès, celui-ci était perdu, voué à une mort certaine et prompte. Mais elle ont prévu aussi que l'opinion publique leur demanderait compte de cette mort. Elles ont préparé une défense, un alibi moral. Cet alibi moral a été le lieutenant Muzeau. Grâce à sa mission, on pourrait répondre que Morès a été le propre artisan de son malheur en évitant Bérésos, que le gouvernement avait tout fait pour l'arracher à son sort.

« Eh bien, cet alibi moral, cette précaution trop habile, c'est la condamnation de nos gouvernants.

« Vous avez prévu la mort, l'échec, l'assassinat... pouvons-nous leur dire... Et vous qui, d'un mot, pouviez l'éviter, vous n'avez pas dit ce mot. Vous n'avez songé qu'à préparer votre défense. Cette préoccupation est symptomatique ; elle constitue l'aveu de votre culpabilité morale.

« Faut-il insister, messieurs ? Trois choses prouvent que la mort du marquis de Morès n'est pas due à un simple accident. Les inimitiés qui l'entouraient, la façon dont le crime fut perpétré, et les obstacles mis à l'exécution de ce procès.

« Morès, d'ailleurs, n'avait-il pas entrevu le sort qui l'attendait, lorsqu'il écrivait à un ami :

« Dangereuse expédition que la mienne, dangereuse « par les inimitiés qui m'entourent ! »

« Ou bien encore :

« Gabès, 1893.

« Je ne serai en sûreté que dans le désert ; mes « amis, mes ennemis m'entourent et se trouvent der- « rière moi aussi bien qu'à Paris... Ils ne sont pas « devant moi. »

« Ou encore :

« Djenezien, 30 mai 1890.

« Nous avons subi de nombreux incidents !... X... « avait tendu une embûche sur une des routes, nous « en avons pris une autre ! »

« Cette route, il ne devait pas en revenir... C'était la route de la mort que les intrigues et les lâchetés que nous connaissons à présent avaient rendue inévitable. »

VII

UN ÉTRANGE PROCÈS. — « SI J'AI TUÉ C'EST POUR OBÉIR A DES ORDRES REÇUS ! » — PLAIDOIRIE DE M^e DE LAS CASES QUI SE MONTRE A LA FIN UN GRAND ORATEUR ET UN VRAI JUSTICIER. — LE VERDICT ! — ADMIRABLE LETTRE DE M^{me} LA MARQUISE DE MORÈS.

Nos lecteurs seront peut-être étonnés de constater que, dans notre récit, nous avons laissé une part si minime au procès de Sousse.

Quelle importance, en effet, pourrait-on donner à des débats viciés à la base par une instruction menée comme on l'a vu, c'est-à-dire avec la volonté bien arrêtée d'éviter la mise en cause directe, des personnages indigènes et autres dont la responsabilité ou plutôt la complicité tacite et effective ne peut plus faire de doute à aucun homme de bonne foi.

Qui voyons-nous assis au banc des accusés ? Deux coupables, car le troisième était mort en prison, mais deux coupables dont l'un n'est qu'un instrument, un

exécuteur, un comparse, quelque chose comme l'aide d'un bourreau. Où sont Ali-Sinaoui, Brahim El-Hacheya, Béchaoui, et le marabout Si El-Aroussi, le metteur en scène dans la coulisse de cette sanglante tragédie.

Où sont tous les autres assassins dont, dès la première heure, le naïf des Kadrya avait remis la liste à M. le juge d'instruction Poisson, du parquet de Sousse ? Absents, quand il eût été si facile de les coffrer, mais on ne l'a pas voulu, non pas parce qu'on a redouté que de telles mesures de rigueur ne soulevassent contre nous certaines tribus indigènes, mais parce qu'on a redouté fort justement que ces

arrestations ne fissent découvrir d'autres coupables qu'à aucun prix il ne fallait inquiéter.

Enfin, le naïb de Kadrya n'était plus là. Le 5 mars 1901, il était tombé au combat de Charouine, à côté de trois de nos officiers, de quarante-cinq de nos soldats, alors qu'à l'arrière-garde, debout dans son buffon de parade, il protégeait la retraite des nôtres, débordés par un gros d'ennemis.

Si ce procès ne fut pas une parodie de justice, ce ne fut pas grâce à ceux qui avaient pour mission, de par leur fonction même de faire toute la lumière, mais grâce aux amis de Morès qui avaient su démêler la vérité au milieu du fatras de mensonges inventés à plaisir, pour l'étouffer irrémédiablement; ce fut grâce à Jules Delahaye, véritable juge d'instruction volontaire dont l'enquête avait été décisive et à l'avocat de la partie civile, M^e de Las Cases, qui, rassemblant avec un art incomparable et une conviction qui allaient lui valoir le respect et l'estime de tous, remplaça l'avocat du gouvernement, visiblement défaillant, comme Delahaye avait suppléé aux enquêteurs ou plutôt aux étouffeurs officiels, fournissant ainsi aux historiens de l'avenir la possibilité de reconstituer dans son authenticité le drame de la vie et de la mort de Morès.

El-Kheir et Hamma ben Chelek, les deux seuls inculpés, cherchèrent bien à nier leur culpabilité, car ils sentaient très bien qu'ils n'étaient que très mollement accusés par ceux qui avaient le devoir de demander leurs têtes.

El-Kheir commença par nier tout en bloc. Il nia avoir jamais vu Morès. Il nia connaître El-Ouatia, il nia même n'y être jamais allé.

Or, les propres compagnons du bandit, au cours de l'instruction, l'avaient accusé formellement d'avoir pris part à l'assassinat. L'un d'eux, nettement, avait déclaré :

— El-Kheir a dit devant moi que c'était lui qui avait tué le marquis de Morès d'un coup de fusil derrière la tête.

Contrairement aux dénégations d'El-Kheir, sa femme, sa belle-sœur, et une femme étrangère qui vivait sous sa tente, avaient établi dans leurs déclarations respectives qu'El-Kheir était à El-Ouatia, qu'il y avait vu de Morès, qu'il avait connu le drame, et qu'il y avait même assisté.

A Témassinine, l'explorateur Foureau avait rencontré El-Kheir revêtu des vêtements de sa victime.

— Si j'ai tué, déclarait-il à l'explorateur, c'est pour obéir à des ordres reçus. Je ne comprends pas ma disgrâce.

Et ces armes, et jusqu'à ce bas de laine du marquis que l'on trouva sur lui? M. de Las Cases pouvait-il s'écrier :

— Vêtements, fusil, revolver, bas, tout cela en ta possession, El-Kheir, c'en est trop, tu peux te sauver !

« Ah je comprends à merveille ton système de dénégation absolue. Comment eût-il expliqué toutes ces choses? Comment eût-il légitimé tout ce butin dont ses mains sanglantes et avides étaient pleines, s'il eût soutenu n'être arrivé au combat qu'après que tout eût été terminé.

« El-Kheir arrivé trop tard quand un crime est à commettre, quand un rroumi est à tuer, quand un riche butin dépend d'une participation active à l'assassinat! Nous le connaissons assez maintenant pour être sûrs du contraire.

« Avec son profit d'oiseau de proie, son œil perçant, son corps, où tout respire la force, la nervosité et l'agilité. El-Kheir est pour son ennemi un redoutable adversaire; comme avec son intelligence ardente, son tempérament passionné, toujours prêt à répondre par une attaque aux coups qu'il faut parer, son ton de commandement, sa décision et son inébranlable audace, il avait, à côté des qualités physiques, les qualités intellectuelles du chef.

« Chef sans scrupules comme sans hésitation, tel est, tel a été, le 9 juin, El-Kheir à El-Ouatia. De la mort du marquis, il a été l'agent le plus actif. Pour lui, je n'ai, messieurs, à vous demander aucune grâce, aucune tempérance à votre inflexible justice.

« C'est El-Kheir qui, de son coup de feu tiré par derrière, a frappé à mort le marquis de Morès. C'est lui qui, de son lâche poignard, l'a jeté à terre, percé de toute part. Œil pour œil, sang pour sang, tête pour tête. Il faut que sur la place de Soussse s'élève l'échafaud. Les tribus Touareg sauront que le temps de la

mansuétude est passé, que de pareils crimes ne resteront plus désormais impunis.

« La situation d'Hamma ben Chelek est un peu différente. Sa physionomie est bestiale et brutale; ses yeux, d'ordinaire morts, mais qui se réveillent tout à coup et lancent des flammes de colère, son oncolure de jeune taureau indompté, ses éclats de voix soudains et ses soudaines fureurs, nous disent et son tempérament et son rôle.

« Il n'a rien du chef et l'initiative n'est point venue de lui, mais, quand il a entendu les premiers coups de feu annonciateurs du combat, il est accouru, et, quand il a vu le sang couler, tout ce qu'il y a d'instinct sanguinaire en lui a failli. Il a voulu le répandre aussi. Le sang du chrétien, du rroumi, de l'éternel ennemi. Il n'a peut-être pas atteint Morès debout, mais, tombé, il s'est acharné sur son corps, frappant pour frapper, par amour du sang, par volupté de carnage et de brute.

« Quelle est, d'ailleurs, la part que, d'après les témoins, il eut dans le drame d'El-Ouatia. Coupable, assassin, il l'est, l'on n'en peut douter. Les témoignages recueillis sur lui, ses propres aveux au cours de l'instruction, ne permettent pas la moindre hésitation.

« Mais qu'importe! Il était à El-Ouatia le 9 juin et cette présence est déjà accusatrice.

« Il est accusé, en outre, par sa parenté avec son oncle, l'assassin El-Kheir; il est accusé par la part de butin qu'il a reçu et qu'on retrouve entre ses mains. Par ce fusil qu'il échangea avec Ladjl, et qui avait été porté par de Morès, par ce chameau qu'il montait à Tatahouine et qui lui avait été donné en échange d'un objet provenant du pillage de la caravane.

« Il est accusé, enfin, par son attitude au cours de l'instruction, des débats, par ses hésitations, ses variations, ses mensonges.

« Hamma ben Chelek ne peut éviter le châtiment mérité, mais il est jeune; il n'a été qu'un instrument aux mains de coupables plus endurcis. Vous estimerez, pèseriez, jugerez!

« Si vous croyez qu'une place est restée à une certaine pitié, nous n'y formerons pas d'obstacle!

Et M^e Las Cases, après s'être efforcé ainsi que nous l'avons vu au cours de ce récit d'établir toutes les responsabilités, s'écriait :

— Quant aux autres coupables, il n'a pas tenu qu'à nous de les voir à côté de ceux-ci. Et, pourtant, les circonstances mêmes de l'assassinat sont significatives.

Alors, en un impressionnant raccourci, l'éminent orateur faisait revivre tout le drame :

— Que voyons-nous, en effet? s'écriait-il. Sommes-nous ici comme dans tous les meurtres désertiques, en face d'une bande de pirates qui, sur une riche caravane, proie facile excitant leur convoitise, se ruent et au prix des aléas d'un combat, achètent les profits d'un opulent butin. En aucune façon.

« Rien de spontané, d'accidentel, rien de hasardé.

« Tout, au contraire, n'est qu'ordonné.

« Les assassins, comme réunis par des ordres supérieurs, convergent sur un même point, la cuvette d'El-Ouatia.

« El-Kheir y arrive de Massine sous les ordres du marabout et de son émissaire.

« Béchaoui, d'Imchigui, où Brahim El-Hecheya le fait prévenir des instructions du caïd du Nezaoua; Béchir, de Sinaoun, où son compère Ali Sinaoui lui a fait donner le mot.

« Non moins que ce concours, la qualité des assassins est caractéristique.

« El-Kheir est, par son intelligence autant que par son audace, le chef incontesté de la bande Chamba qui le suit. C'est un Arabe capable, sûr un ordre, des actes les plus vils, mais ce n'est pas un bandit de profession.

« — Je n'ai jamais, disait-il, volé personne, je n'ai jamais pris à personne sa tente, sa femme, ou son chameau.

« Et il est impossible de démentir son affirmation dont le ton respirait une violente sincérité.

« Béchaoui est d'une famille honorée, puissante; il commande un douar nombreux; son autorité est telle qu'il l'impose même dans l'excitation du combat, dans l'exaltation de la victoire.

« Autour de lui, lui servant de lieutenant, nous vous Ikhenoukhen, ben Ichamassen, tous nobles

Touareg, tous membres de l'importante et très française tribu d'Abdennebi,

« Et ces assaillants sont si peu indépendants, des enfants perdus, des irréguliers, qu'avant de livrer bataille ils veulent contrôler les ordres reçus de Tunisie et d'Algérie par les ordres de Ghadamès. Ils se reconnaissent tributaires de la djemma de Ghadamès ; ils lui envoient des émissaires, ils attendent les siens, et ce n'est qu'après l'arrivée d'El-Kheïr et de Soghîr qu'ils donnent l'assaut.

La façon dont, après l'assassinat, se partage le butin est non moins éloquente. Béchir, le Sinaouien, excité par Ali Sinaoui et voulant avoir sa part au pillage, a tenté de jouer son rôle dans le combat ; mais, d'un mot, Béchouli l'a écarté : « Le Français m'appartient. » Nuls autres que ceux qui semblent avoir été désignés ne doivent participer à l'affaire... Béchir n'a pas d'ordres des chefs, on l'éloigne.

« El-Kheïr, au contraire, est agréé ; car, il a une mission... la mission du marabout.

« Et quand arrive l'heure de partager les prises, les vingt-cinq Touareg n'éliminent pas les sept Chambaa, Touareg et Chambaa partagent également, comme s'ils avaient des droits égaux, comme s'ils avaient également des lettres de service !

« Enfin, rappelez-vous, messieurs, tout ce qui a été accumulé, depuis six ans, pour empêcher la vérité d'éclater, pour y substituer une légende aussi mensongère qu'intéressée.

« Je vous ai montré l'étrange façon dont a été dirigée l'instruction, les obstacles auxquels s'est heurtée M^{me} de Morès chez ceux-là même qui eussent dû la seconder, la crainte symptomatique des juges instructeurs de voir une lumière trop vive frapper au visage des personnages tout-puissants.

« J'ai fini.

« Si j'ai réussi à faire passer dans vos âmes une partie de la conviction triste, sanglante, qui anime mon cœur, ma tâche sera accomplie et j'aurai fait acte d'honnête homme.

« Permettez-moi, en terminant, de vous citer cette lettre du colonel Montell, écrite à la marquise le 22 juin 1896, au lendemain de la mort de Morès :

« Herblay, 22 juin 1896.

« Madame,

« J'ai voulu attendre, doutant, quand même, de la triste nouvelle. Mais devant les rapports que publient les journaux, j'ai crainte que tout espoir soit perdu. Je comprends l'immense douleur que doit être la vôtre, j'y prends la part la plus vive et s'il est une consolation qui convienne à votre douleur, elle est dans l'unanimité du sentiment que le marquis de Morès a succombé en brave, dans l'exécution d'une tâche héroïque.

« C'est là le plus beau patrimoine qu'un homme d'action aussi accompli qu'il était puisse léguer aux siens.

« Le nom de Morès, symbole de vaillance et d'énergie, est inscrit en lettres d'or au grand livre du martyrologe des explorateurs. J'exprime l'espoir que ses actions vaudront à ses mânes une vengeance éclatante. Ce serait à désespérer de notre nation, si ses plus nobles enfants pouvaient se sacrifier pour sa grandeur, et n'avoir, pour récompense, que quelques fleurs de rhétorique.

« Sur les ossements blanchis de Flatters et de ses compagnons, plane depuis trop longtemps le silence du remords. Nous devons à Morès des funérailles éclatantes, mais après la victoire.

« Veuillez agréer, madame, avec le tribut de mon admiration pour la mort héroïque du marquis de Morès, l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués.

« Signé : MONTEIL. »

Dans un magnifique mouvement oratoire, M^e de Las Cases terminait ainsi sa plaidoirie :

— Ecoutez-la, cette lettre, messieurs, vous ne pouvez, je le sais, assurer la victoire complète ; la chambre des mises en accusation, en les soustrayant à votre verdict, vous empêche de frapper tous les coupables ; mais vous pouvez, d'un mot, dans votre jugement, dire que ceux que vous frappez ne sont pas les seuls assassins du marquis de Morès ; dites-le, ce mot, appuyés sur votre autorité, nous saurons, plus

tard, nous, en faire jaillir la vérité, toute la vérité.

« Ce n'est pas au nom seul de M^{me} de Morès, de ses enfants, de ses amis, c'est au nom de toute la France honnête que nous vous demandons, messieurs, un peu de courage, beaucoup de justice.

Le tribunal de Sousse, après avoir entendu les plaidoiries de M^e Broussais, qui, avec M^e de Las Cases, se présentait pour la partie civile et de M^{es} Daninos et Gistucci, défenseurs des accusés, ainsi que les conclusions de M. le Procureur de la République, rendait le jugement suivant :

« Attendu qu'il résulte de l'instruction et des débats qu'El-Kheïr ben Abd-El-Kader ben El-Hadj et Hamma ben Cheïk ont, de complicité, avec les nommés :

« 1^o Kiari, des Ifoghas ;
« 2^o Mohammed Ould El-Motkar, des Ifoghas ;
« 3^o Mohammed Zegri ou Ourzeni, des Touareg Azgucurs ;

« 4^o Kheïl, Targui ;
« 5^o Idda Ould Henna, Targui ;
« 6^o Bou, Zergal, Targui ;
« 7^o Mohemna Guanabatigh, Targui ;
« 8^o El-Si-Mohammed ben Ouanabatigh, des Ifoghas ;
« 9^o El-Hadj Mohammed ben Ouanabatigh, des Ifoghas ;

« 10^o El-Kheïr, Targui ;
« 11^o Ikhénoukhen, Targui ;
« 12^o Béchaoul, kébîr des Touareg Azgucurs ;
« 13^o Salem, Redjhani ;
« 14^o Ali, Redjhani ;
« 15^o Maamar ben Maamar, de la tribu des Chambaa d'Ouargla ;

« 16^o Mohammed ben Ahmed, dit ben Douba, des Chambaa d'Ouargla ;

« 17^o Cheïk ben Abd-El-Kader ben Hadj, des Chambaa d'Ouargla ; ce dernier actuellement en fuite ;

« Le 9 juin 1896, à El-Ouatia, volontairement commis un homicide sur la personne du marquis de Morès, avec les circonstances que ledit homicide volontaire a été commis :

« 1^o Avec préméditation ;
« 2^o Qu'il a précédé, accompagné ou suivi les crimes ci-dessus et ci-après spécifiés :

« Qu'ils ont en même temps et au même lieu soustraits frauduleusement, au préjudice de Morès, etc., les marchandises, vêtements, armes et numéraires, avec la circonstance que ladite soustraction frauduleuse a été commise : 1^o sur un chemin public ; 2^o par deux ou plusieurs personnes ; 3^o les auteurs ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes cachées ou apparentes ;

« Attendu que la culpabilité d'El-Kheïr ben Abd-El-Kader ben El-Hadj résulte clairement des dépositions de Saïd ben Naceur, d'Amor ben Abd-El-Meleck et de Mohammed ben Bou-Ali, qui ont entendu plusieurs habitants de Sinaoun, témoins du massacre, faire le récit du crime et de la participation qu'y avait prise El-Kheïr ben Ad-El-Kader ben El-Hadj ;

« Attendu que tous ces témoins sont unanimes à déclarer qu'El-Kheïr ben Abd-El-Kader ben El-Hadj était le chef des Chambaa et qu'il est venu traîtreusement donner le coup de grâce au marquis de Morès en lui tirant un coup de feu par derrière ;

« Attendu que ces témoignages sont confirmés par les aveux faits au cours de l'instruction par son co-accusé Hamma ben Cheïk et par Hamma ben Youcef, aujourd'hui décédé ;

« Attendu, en outre, que le revolver saisi lors de son arrestation à Foun-Tatahouine, sur El-Kheïr, qui prétend vainement l'avoir acheté à un Targui, nommé El-Kheïr, provient, d'après la déclaration formelle de Hamma ben Cheïk, des bagages du marquis de Morès ;

« Que ce revolver soustrait par le père de Hamma ben Cheïk, a été remis par ce dernier à son fils qui, à son tour, l'a remis à El-Kheïr ;

« Attendu, il est vrai, qu'Hamma ben Cheïk a rétracté ses aveux, mais que ceux-ci ont été confirmés à la barre par le juge d'instruction et son interprète ;

« En ce qui concerne Hamma ben Cheïk :

« Attendu qu'il a été vu sur les lieux du crime par Ali Smeril, dont la déposition est confirmée par les aveux précités d'Hamma ben Cheïk ;

« Qu'il a rassemblé les chameaux effrayés par les coups de feu, les a déchargés et a pris part au partage du butin ;

« Attendu, cependant, que la culpabilité d'Hamma

ben Cheick se trouve atténué en raison de son jeune âge et du rôle secondaire qu'il a joué dans l'assassinat du marquis de Morès; qu'il y a lieu, par la suite, de lui accorder des circonstances atténuantes;

« Attendu que ces faits constituent les crimes prévus et réprimés par les articles 295, 296, 297, 303, 304, 379, 383, 381, paragraphe 2, du Code pénal, et 165 du Code d'instruction criminelle;

« Attendu qu'il existe dans la cause des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé Hamma ben Cheick;

« Qu'il y a lieu, par suite, de le faire bénéficier des dispositions de l'article 463 du Code pénal;

« Vu les articles ensemble, les articles 12, 20, 40, 47, 52, 55 du Code pénal, 19 loi du 27 mai 1881, 191 du Code d'instruction criminelle et 2 et 9 loi du 22 juillet 1867, dont la lecture a été donnée à l'audience par M. le Président et qui sont ainsi conçus... etc.;

« Par ces motifs, le tribunal criminel déclare El-Kheir ben Abd-El-Kader ben El-Hadj et Hamma ben Cheick coupables des crimes ci-dessus spécifiés;

« Admet en faveur de Hamma ben Cheick le bénéfice des circonstances atténuantes, et, leur faisant application des dispositions des articles précités, les condamne:

« 1^o El-Kheir ben Abd-El-Kader ben El-Hadj à la peine de mort;

« Dit que l'exécution aura lieu sur une des places publiques de Souss;

« 2^o Hamma ben Cheick à la peine de vingt ans de travaux forcés; et statuant en ce qui concerne l'interdiction de séjour, après en avoir spécialement délibéré, conformément, à l'article 47 du Code pénal, fixe à vingt ans la durée de cette peine;

« En ce qui concerne les conclusions de la partie civile:

« Attendu qu'elles sont justes et fondées en ce qui concerne le quantum de la demande, mais seulement en ce qu'elles visent les deux accusés et les contumax désignés dans l'acte d'accusation;

« Qu'il n'est nullement établi, en effet, que le meurtre du marquis de Morès ait été prémédité et accompli par d'autres personnes que celles désignées dans ledit acte;

« Dit qu'il y a lieu de rejeter cette partie des conclusions de la partie civile;

« Par ces motifs, le Tribunal Criminel donne acte à la partie civile de ce qu'elle est intervenue régulièrement au cours de la procédure criminelle de mise en accusation;

« Condamne El-Kheir ben Abd-El-Kader ben El-Hadj et Hamma ben Cheick à payer à la partie civile la somme d'un franc à titre de dommages-intérêts;

« Les condamne, sous la même solidarité, en tous les dépens liquidés, à la somme de quatre mille neuf cent trente-huit francs quatre-vingt-dix centimes, en ce qui concerne les frais avancés par le Trésor et en ce qui concerne les frais avancés par la partie civile;

« Fixe au minimum la durée de la contrainte par corps pour Hamma ben Cheick;

« Charge le Procureur de la République de l'exécution du présent, qui a été rendu en audience publique.

« L'interprète, pendant le cours de cette affaire, a

prêté son concours toutes les fois qu'il a été utile. « Et ont les présidents, juges assesseurs et greffiers, signé le présent.

« Parcheminey, président; Couvo et Blavier, juges; Berlier, Eolopho, Dauphin, Sclavy, Nestler et Grau, assesseurs; Mazet, commis greffier. »

El-Kheir se pourvut en cassation contre le jugement du tribunal de Souss, mais son pourvoi fut rejeté par arrêt de la chambre criminelle en date du 25 septembre 1902.

A la suite d'une supplique qu'après le rejet de son pourvoi El-Kheir lui fit parvenir, M^{me} la marquise de Morès adressa au président de la République la lettre dont la teneur suit:

Complègne, 18 octobre 1902.

« Monsieur le Président,

« A la veuve du marquis de Morès, l'assassin, condamné à mort par le tribunal criminel de Souss, demande la grâce de la vie.

« Si Dieu avait permis que pareille supplique fût adressée au marquis de Morès, la noble et chère victime aurait eu la grandeur d'âme de l'accueillir, d'autant plus que, dans l'abominable guet-apens d'El-Ouatia, El-Kheir ben Abd-El-Kader et les autres bandits apostés n'étaient que les exécuteurs d'une pensée dirigeante, signalée, avec sa coutumière divination, par le marquis de Morès.

« D'ailleurs, l'exécution de cet assassin supprimerait un témoin que j'ai tout intérêt à conserver pour le moment, qui arrivera, où les autres accusés en fuite seront enfin arrêtés et comparaitront devant la Justice en audience publique. Alors, n'ayant plus à craindre pour sa tête, El-Kheir parlera et aucune puissance ne pourra plus sauver des coupables autrement élevés, épargnés jusqu'ici par ceux-là même qui auraient dû les poursuivre.

« Au surplus, personnellement, j'ai quelque droit sur cet homme, que l'expédition organisée par moi a été capturer au fond du désert, quand une inaction de deux années m'eût démontré que je ne pouvais compter sur la Justice.

« Telles sont, monsieur le président, les graves raisons qui me déterminent à appuyer auprès de vous le recours en grâce que vient de vous adresser El-Kheir ben Abd-El-Kader, des Chamba d'Ouargla.

« Veuillez agréer, monsieur le président, de la République, l'assurance de ma haute considération.

« Marquise de MORÈS. »

Par décision du président de la République, la peine de mort prononcée contre El-Kheir fut commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Tel est l'épilogue de la fin tragique du marquis de Morès; nous n'ajouterons qu'un mot, celui qu'Edouard VII, alors prince de Galles, prononça lorsqu'il apprit la catastrophe d'El-Ouatia:

— Si Morès avait été Anglais, je l'aurais fait viceroi.

Il est infiniment probable que l'Intelligence-Service fut d'un avis tout différent!

